

# LA PRESSE

## LAVAL « REPOS ET RÉFLEXION » POUR LE MAIRE

Alors que l'UPAC s'intéresse à ses transactions bancaires, Gilles Vaillancourt se retire temporairement.  
PAGE A2

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE



## SONDAGE CROP-LA PRESSE LE QUÉBEC NE S'ENNUIE PAS DE LA LNH

SUR QUELLE  
PLANÈTE VIT  
BETTMAN?  
PHILIPPE  
CANTIN  
SPORTS

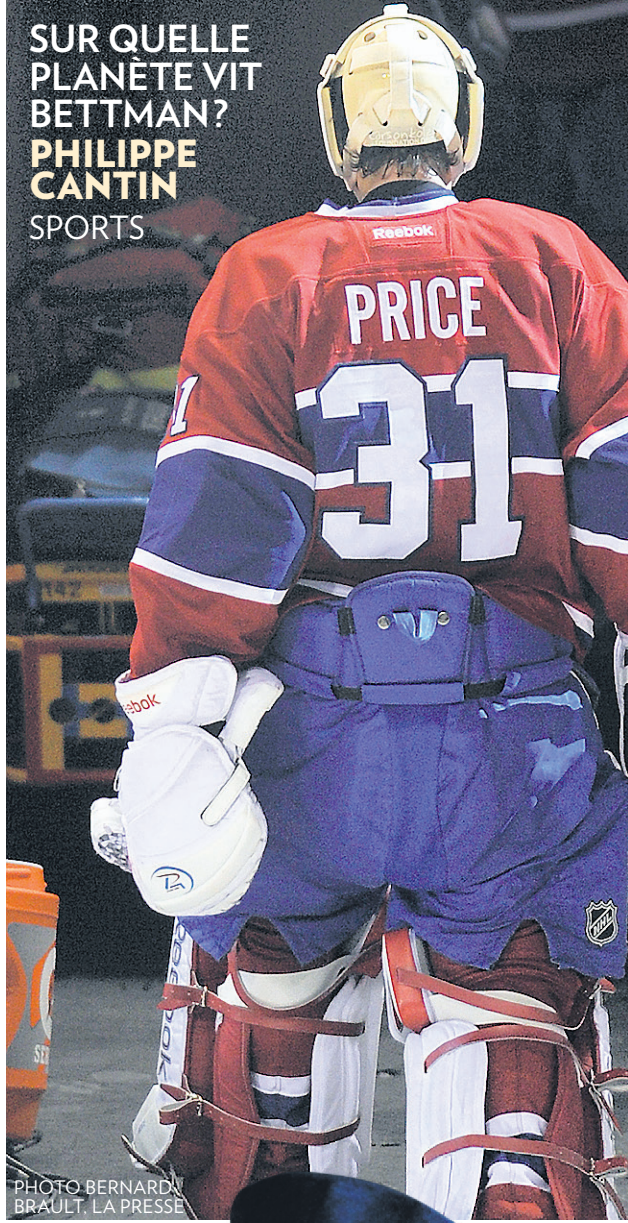


PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE



EXCLUSIF MAIRIE DE MONTRÉAL

## TREMBLAY NE SE REPRÉSENTERA PAS

DÉMISSIONNEZ, MESSIEURS, QU'ON EN FINISSE  
MICHÈLE OUMET PAGE A3

ENTREVUE AVEC JOHN GOMERY  
« JE SUIS CHOQUÉ, JE SUIS HORRIFIÉ  
MÊME... MAIS SURPRIS? NON! »  
YVES BOISVERT PAGE A5



PHOTOS ROBERT SKINNER ET FRANCOIS ROY, LA PRESSE



## CIRQUE DU SOLEIL TORONTO JOUÉ UN TOUR À MONTRÉAL

ARTS

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

JEUX VIDÉO  
LES ENFANTS  
JOUENT-ILS AVEC  
LEUR SANTÉ?  
CAHIER SANTÉ



## JUSTIN TRUDEAU REVIROGORE LE PLC

Avec lui comme chef, les libéraux  
prendraient la tête au Québec, selon  
un sondage CROP-La Presse.  
PAGE A22

## WORLD TRADE CENTER LE QUÉBÉCOIS QUI A PRIS NEW YORK EN OTAGE

JEAN-PHILIPPE DÉCARIE  
AFFAIRES



PHOTO MARK LENNIHAN, ASSOCIATED PRESS

**COUPS DE CŒUR**  
DÈS AUJOURD'HUI  
**15 COUPS DE CŒUR**  
DES CONSEILLERS EN VIN  
SAQ SÉLECTION  
EN VENTE PRINCIPALEMENT DANS LES SAQ SÉLECTION. QUANTITÉ LIMITÉE.

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE  
Le français is going down au Québec.  
Venez voir mon blogue! [www.lapresse.ca/laporte](http://www.lapresse.ca/laporte)



Calvin Klein  
Keanu Cee  
NAUTICA  
Anthony A. of LONDON  
TED BAKER  
PAOLETTI  
JACK VICTOR  
ORVIETO

**100\$  
DE RABAIS**  
SUR NOS COMPLETS  
DE LAINE GRIFFÉS

**VESTONS  
SPORT**  
À PARTIR DE  
**149,98\$**

1 888 858-5258  
MAGASINEZ EN LIGNE  
PARTOUT AU QUÉBEC

**ERNEST**.CA  
DU JEANS... AU COMPLET

## DEUX MAIRES DANS LA TOURMENTE

# Vaillancourt se retire temporairement

Il invoque des raisons de santé alors que l'UPAC s'intéresse à ses transactions bancaires



FABRICE DE  
PIERREBOURG



DAVID  
SANTERRE

L'état s'est encore resserré hier autour de Gilles Vaillancourt. Quelques heures après avoir été visé pour la troisième fois par une perquisition de l'Unité permanente anticorruption (UPAC), le maire de Laval a annoncé que les événements récents l'avaient ébranlé au point où il devait quitter temporairement ses fonctions pour des raisons de santé.

C'est le vice-président du comité exécutif de Laval, Basile Angelopoulos, qui en a fait l'annonce en début de soirée.

« Depuis quelques semaines, plusieurs événements ont créé une situation très pénible qui se reflète sur sa vie actuelle. Devant tout ça, il a consulté son médecin qui lui a conseillé de prendre du repos afin de retrouver cette quiétude d'esprit nécessaire pour effectuer une réflexion », a-t-il indiqué dans une conférence de presse à l'hôtel de ville, accompagné des autres membres du comité, qui assurera la gestion de la municipalité en l'absence de M. Vaillancourt.

« Il sera en mesure de vous faire connaître le fruit de cette réflexion prochainement », a ajouté M. Angelopoulos.

## Pas question de démission

Cette décision a été prise au terme d'une longue réunion à huis clos du comité exécutif, hier après-midi.

M. Angelopoulos affirme qu'il n'a pas été question de la démission de Gilles Vaillancourt au cours de cette rencontre.

« La Ville n'est pas en crise », a-t-il martelé, en réaffirmant sa confiance envers Gilles Vaillancourt.

Le matin même, les policiers de l'escouade Marteau ont mené des perquisitions dans des agences bancaires dans lesquelles le maire, sa femme et un ami louaient des coffrets



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Les policiers auraient notamment retrouvé 100 000 \$ en espèces, hier, lors de perquisitions réalisées dans des agences bancaires où Gilles Vaillancourt, sa femme et un ami louaient des coffrets.

de sûreté. Ils auraient découvert 100 000 \$ en liquide dans certains de ces coffrets, a appris *La Presse*.

L'opération qui s'intéresse aux transactions financières du maire, y compris de possibles transferts vers des paradis fiscaux, a été menée dans la plus grande discrétion, pendant qu'il présidait une séance publique du comité exécutif. Une demi-douzaine de coffrets répartis notamment dans trois succursales de la Banque Nationale et à la caisse populaire des Mille-Îles ont été ouverts avec l'aide d'un serrurier, a-t-on appris. Les agences visitées étaient situées sur les boulevards Daniel-Johnson, Cartier Ouest, Concorde Est et de l'Avenir.

« Les autorités policières

avaient communiqué avec notre service de sécurité et le personnel des succursales a été avisé et a collaboré », précise Joan Beauchamp, conseillère senior aux relations publiques à la Banque Nationale.

## Quatrième vague

Il s'agit de la quatrième vague de perquisitions en moins d'un mois qui vise la Ville de Laval, et la troisième qui cible Gilles Vaillancourt personnellement.

La caisse populaire visitée par les policiers est présidée par M<sup>e</sup> Pierre L. Lambert, avocat chez Dunton Rainville et homme de confiance du maire pour l'avancement des grands dossiers, dont celui du nouvel amphithéâtre.

La première opération de l'UPAC a eu lieu le 4 octobre

dernier. Les enquêteurs de Marteau avaient frappé à quatre adresses, dont l'hôtel de ville, les serveurs informatiques ainsi que la maison du maire, actuellement en vente.

Le lendemain, à peine le maire avait-il clamé son refus de démissionner que les policiers ont obtenu deux autres mandats de perquisition pour fouiller cette fois-ci un appartement qu'il occuperait et son local d'entreposage, situés dans un immeuble de luxe, chemin des Cageux. L'appartement de près de 350 m<sup>2</sup> sur deux étages, dont la valeur au rôle frôle le million de dollars, est officiellement au nom de sa cousine Ginette Vaillancourt, qui habite un condo voisin de taille et de prix similaires.

Comme *La Presse* l'a déjà révélé, l'appartement qu'occupe Gilles Vaillancourt lui aurait été fourni « nu » par le promoteur, c'est-à-dire sans aucun aménagement intérieur. Les policiers auraient reçu de l'information selon laquelle le promoteur aurait bénéficié d'un dézouage. Le chef de police de Laval habite aussi cet immeuble.

## Policiers de Laval écartés

Une autre opération a aussi visé récemment des entrepreneurs membres d'un cercle restreint qui obtenait la majeure partie des contrats accordés à Laval.

Jamais les policiers de Laval n'ont été impliqués dans ces frappes, ce qui est plutôt inhabituel.

Par ailleurs, le maire Vaillancourt est aussi sous le coup d'allégations de financement occulte et de tentative de corruption, si l'on croit les déclarations faites à Radio-Canada par l'ex-député Serge Ménard, le député péquiste Vincent Auclair et Claude Vallée, collecteur de fonds du PQ. Lino Zambito a aussi soutenu que le maire percevait une « taxe de 2,5 % » de la valeur des contrats attribués par sa ville.

En après-midi, la sécurité empêchait les représentants des médias d'entrer dans la mairie où se déroulait, à huis clos, la séance du comité exécutif.

« Je n'ai pas rencontré M. Vaillancourt depuis qu'il a été mis au courant des perquisitions, a déclaré sa porte-parole Josée Bournival, mais je sais que la dernière fois, ça l'a vraiment choqué. C'était difficile pour lui. Ça doit encore aujourd'hui être extrêmement difficile. »

Selon un sondage CROP publié par *La Presse* cette semaine, 68 % des Lavallois jugent que leur maire est corrompu. Mais à peine un tiers souhaite son départ immédiat.



Pour joindre nos journalistes :  
fdpierrebourg@lapresse.ca et dsanterre@lapresse.ca

Née en Saxe.  
Chez elle dans le monde entier.



A. LANGE & SÖHNE  
GLASHÜTTE I/SA

Minutieusement terminée à la main, la LANGE 1 FUSEAUX HORAIRE est une ambassadrice universelle de la légendaire perfection de l'horlogerie Lange. Outre son cadran principal, cette montre propose un cadran auxiliaire réglable, à volonté, sur l'un des 24 fuseaux horaires du monde. La position de l'anneau rotatif des villes détermine le choix du fuseau. Chacun des deux cadrans dispose de son propre indicateur jour/nuit. Ce chef-d'œuvre est exclusivement disponible chez les meilleurs horlogers au monde. Chateau d'Ivoire à Montréal fait partie de ces rares élus.

La LANGE 1 FUSEAUX HORAIRE. Exclusivement chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE  
JOAILLIERS

2020, Rue de la Montagne • Montréal: (514) 845-4651 • sans-frais: 1-888-883-8283  
www.chateauivoire.com

## Enfin, dit l'opposition

### JANIE GOSSELIN

Depuis sept ans, le candidat à la mairie de Laval Robert Bordeleau demande au maire Gilles Vaillancourt de démissionner ou de se retirer. Il s'est réjoui du retrait temporaire de M. Vaillancourt, hier. « C'est rendu grave, ce qui se passe, Laval est en crise », a dit le chef du Parti au service du citoyen.

En politique municipale depuis 19 ans, il dit avoir entendu de nombreuses rumeurs et allégations sur le maire Vaillancourt au fil des ans. « J'espère maintenant qu'il va y avoir des accusations, parce que si c'est vraiment ce qui se passe [les présumés détournements de fonds], c'est criminel », a-t-il ajouté.

La nouvelle du retrait du maire n'a pas surpris l'autre parti de l'opposition, le Mouvement lavallois.

« Par contre, on est surpris que ça ait pris aussi longtemps

avant qu'il prenne sa décision pour le bien des Lavallois. Il prend une décision intègre pour la première fois », a lancé le président David De

« On est surpris que ça ait pris aussi longtemps avant qu'il prenne sa décision pour le bien des Lavallois. Il prend une décision intègre pour la première fois. »

— David De Cotis, président du Mouvement lavallois

Cotis. Depuis sa fondation en 2008, le parti a plusieurs fois dénoncé le maire pour son manque de transparence.

L'escouade Marteau a perquisitionné dans trois institutions financières hier. Les policiers visaient des coffrets

de sécurité qui appartiennent au maire. Les enquêteurs essaieraient de retrouver des dizaines de millions détournés dans des paradis fiscaux, selon Radio-Canada.

## Poursuite des travaux

« Il a fallu que les policiers aient un dossier d'enquête actif, qu'ils aient convaincu un juge qu'il y a eu un ou plusieurs crimes, que M. Vaillancourt a un lien avec ces crimes et que des preuves reliées à ces crimes sont présentes aux adresses perquisitionnées », a dit M. De Cotis.

Le comité exécutif continuera les travaux en l'absence de M. Vaillancourt.

Robert Bordeleau ne croit pas qu'une mise sous tutelle de la Ville soit utile. « On a des élections en novembre 2013. Le temps qu'on mette en tutelle, ça ne vaut pas la peine », a-t-il précisé.

Aucun des deux partis n'a élu à la mairie de Laval.

## SOMMAIRE

Amusez-vous!	SANTÉ 14
Astrologie du jour	AFFAIRES 18
Bourses	AFFAIRES 14-15
Débats	A 26-27
Décès	AFFAIRES 17
Horaires télévision	ARTS 6

Loteries	A 25
Monde	A 24-25
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 16
Sudoku	AFFAIRES 4
Trait d'union	AFFAIRES 18

## Météo

Ciel variable, maximum 16, minimum 10. AFFAIRES 16

## DEUX MAIRES DANS LA TOURMENTE



Le maire de Montréal, Gérald Tremblay

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

# Vers la porte de sortie

Le maire de Montréal annoncera au début novembre qu'il ne se représentera pas à l'élection de 2013

## EXCLUSIF



DENIS LESSARD

À la tête d'une administration malmenée quotidiennement par la commission Charbonneau, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, annoncera, au début du mois de novembre, qu'il ne compte pas solliciter un autre mandat.

Cette annonce tombera après une intervention du maire devant la chambre de commerce du Montréal

Des sources proches du maire indiquent par ailleurs qu'il ne voudra pas attendre l'entrée en scène de Denis Coderre pour annoncer son intention de ne pas solliciter un autre mandat. M. Coderre a dit qu'il ferait connaître ses intentions le 9 novembre prochain. C'est un secret de polichinelle qu'il briguera la mairie de Montréal, même si le nom d'un de ses principaux organisateurs, Jean Rizzuto, a été évoqué devant la commission Charbonneau. M. Rizzuto est l'oncle de Lino Zambito et a joué un rôle dans les activités de financement dont a parlé l'ancien entrepreneur dans son témoignage.

Pour l'heure, les ministres du gouvernement Marois cachaient mal leur désir de

Tremblay devrait se demander s'il est toujours capable d'administrer la métropole. Le maire de Laval, Gilles Vaillancourt, est dans la même situation, selon le ministre.

M. Tremblay devrait-il démissionner? «C'est une très bonne question. C'est à lui de répondre. Il sait dans son cœur ce qu'il sait et ce qu'il a fait. Mais il doit aussi s'interroger sur sa capacité à diriger une grande ville comme Montréal. C'est une décision que lui seul peut prendre», a soutenu M. Lisée à l'entrée de la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres.

## Pas de destitution

Selon M. Lisée, il ne saurait être question de destituer le maire ni même de mettre Montréal sous tutelle. «Certains disent que le gouvernement du Québec doit intervenir, mais il n'y a pas de moyens légaux de mettre la ville en tutelle, on ne pourrait qu'entériner une décision du conseil municipal», a-t-il expliqué.

Quant à la destitution du maire, les moyens sont carrément inexistantes: «On ne peut destituer le maire, ceux qui parlent de cela ne connaissent pas la loi.»

La ministre du Travail, Agnès Maltais, estime aussi que les maires Gérald Tremblay et Gilles Vaillancourt devraient «très sérieusement» réfléchir à leur avenir.

Le gouvernement, a-t-elle dit, va déposer «dès la semaine prochaine» son projet de loi pour combler les brèches apparues dans les lois adoptées par le gouvernement Charest pour disqualifier les entrepreneurs qui ne respectent pas les règles.

voir le maire Tremblay ainsi que son homologue lavallois, Gilles Vaillancourt, passer la main. «L'état se resserre», a soutenu mercredi le ministre des Affaires municipales, Sylvain Gaudreault, à l'issue de la réunion du Conseil des ministres. Mais comme le conseil municipal de la métropole n'est pas paralysé, il ne saurait être question d'une tutelle – le processus menant à la tutelle est étroitement encadré, a-t-il rappelé.

Son collègue responsable de la région de Montréal, Jean-François Lisée, estime aussi que le maire Gérald

métropolitain, le 2 novembre. M. Tremblay voudra y faire le bilan de son administration, relever que, en dépit des problèmes d'intégrité dévoilés par la commission Charbonneau, l'administration montréalaise fonctionne. À titre d'illustration, il rappellera l'entente intervenue avec les cols bleus en fin de semaine dernière, avant l'échéance de la convention collective, une première pour Montréal. En dépit des révélations de la Commission, Gérald Tremblay est déterminé à rester en poste jusqu'à l'élection de novembre 2013, assure son entourage.

**Les ministres du gouvernement Marois cachaient mal leur désir de voir le maire Tremblay ainsi que son homologue lavallois, Gilles Vaillancourt, passer la main. «L'état se resserre», a soutenu mercredi le ministre des Affaires municipales, Sylvain Gaudreault.**

## Démissionnez, qu'on en finisse

MICHÈLE OUIMET  
CHRONIQUE

Gérald Tremblay accroche ses patins. Au début du mois de novembre, il va annoncer qu'il ne sollicitera pas un quatrième mandat. Mais il refuse de démissionner. Dommage.

À Laval, le bras droit de Gilles Vaillancourt a annoncé, hier soir, que le maire «se retire temporairement pour des raisons de santé». Et il a précisé, le plus sérieusement du monde, qu'il «n'y a pas de crise à la Ville». Pas de crise. À Laval. Ah bon, merci de me tenir au courant.

Vaillancourt non plus ne démissionne pas. Décidément.

Revenons à Gérald Tremblay. Il n'a plus une once de crédibilité pour gouverner Montréal. Des fonctionnaires corrompus ont truqué des contrats et empoché des pots-de-vin pendant 10 ans. Tout le monde était au courant, c'était un «secret de polichinelle», a dit Gilles Surprenant, ingénieur à la retraite qui a reçu plus de 700 000\$ d'argent sale. D'après son témoignage devant la commission Charbonneau, ses patrons participaient à la corruption. Les entrepreneurs, organisés en clique, encaissaient des montagnes d'argent en gonflant les prix des contrats de 30% à 35%. Et le maire ne savait rien?

La corruption, érigée en système, dépassait largement Gilles Surprenant et son département des égouts. L'ex-entrepreneur Lino Zambito a parlé de contrats truqués. Ils n'étaient pas tous l'œuvre de Surprenant. «Cinquante et un contrats mentionnés par Zambito ne venaient pas de chez nous, s'est défendu Surprenant. Ça se passait dans d'autres départements, d'autres arrondissements.»

D'autres départements et d'autres arrondissements. Dieu du ciel, quelle était l'ampleur de la corruption? Quels départements? Quels arrondissements? Et le maire ne savait rien? Son parti, Union Montréal, a été éclaboussé. Il aurait reçu une cote équivalente à 3% de la valeur des contrats, une cote qui passait entre les mains de la mafia. Son comité exécutif a été montré du doigt et sa garde rapprochée, accusée de complot, de fraude et d'abus de confiance. Et Gérald Tremblay ne se doutait de rien? Personne ne l'avait mis au courant du «secret de polichinelle», lui, le maire, le premier magistrat qui gouverne Montréal depuis plus de 10 ans et qui était aux premières loges pendant les années où la corruption battait son plein? Pourquoi n'a-t-il pas fait le ménage, le vrai ménage, et posé des questions, les vraies questions, quand il a vu le prix des contrats exploser?

Gérald Tremblay n'a jamais été sali, contrairement à Gilles Vaillancourt. Mais pour le reste, c'est le naufrage. Son incompétence, son incapacité à stopper la corruption qui a fleuri sous son nez pendant des années, sa propension à s'entourer de gens douteux, le classent parmi les maires les plus incompétents de l'histoire de Montréal.

■ ■ ■

Le cas de Gilles Vaillancourt est différent. Il a été personnellement éclaboussé.

Gilles Vaillancourt s'accroche au pouvoir, mais la perquisition d'hier risque de porter un coup fatal à son entêtement. Pour l'instant, il n'y a que des perquisitions, mais ça commence à sentir le roussi.

Hier, la police a perquisitionné dans ses coffres bancaires. Au début du mois d'octobre, la police a visité sa maison et l'hôtel de ville. L'ex-entrepreneur Lino Zambito l'a accusé de recevoir une cote de 2,5% de la valeur des contrats. Lui, personnellement. Des accusations qui vous déshabillent une réputation.

Doit-il démissionner? La réponse est évidente. Si Gérald Tremblay n'a plus une once de crédibilité, le maire Vaillancourt, lui, n'a plus une once de réputation. Quand la police débarque dans ton bureau, ta maison et ta banque, ça regarde mal.

S'il démissionne après le 4 novembre, soit à moins d'un an de l'échéance électorale, un maire par intérim sera élu par un vote secret du conseil municipal. Il n'y aurait donc pas d'élection pour remplacer Vaillancourt. Ou Tremblay. Raison de plus pour leur montrer la porte.

■ ■ ■

Hier, des ministres ont presque demandé la démission de Tremblay et de Vaillancourt. Presque. Jean-François Lisée, responsable de la métropole, Agnès Maltais, ministre du Travail, et Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, mettaient de la pression sur eux.

Québec ne peut pas faire grand-chose. Un ministre ne peut pas suspendre ou destituer un maire. Seul un juge peut le déclarer inhabile à siéger. Quant à la tutelle, les pouvoirs du gouvernement sont étroitement encadrés par la loi. Une ville doit être paralysée pour être mise en tutelle, m'a expliqué le président de la Commission municipale, Denis Marsolais.

Montréal et Laval ne sont pas paralysés. Tout fonctionne: le conseil municipal se réunit, les règlements sont adoptés, les trottoirs réparés, les ordures ramassées. Et même étalées devant la commission Charbonneau.

Impossible, dans ces conditions, de décréter une tutelle. Les contribuables regardent, impuissants et ulcérés, ce grand étalage d'argent volé, de pots-de-vin, d'entrepreneurs véreux, de fonctionnaires corrompus.

On ne peut pas imposer une tutelle pour turpitude morale. Dommage.

Vaillancourt et Tremblay s'accrochent, même si leur pouvoir vacille. Leur agonie à petit feu, alimentée par la mécanique quasi obscène de la corruption décortiquée devant la commission Charbonneau, devient insupportable. Qu'ils démissionnent et qu'on en finisse une fois pour toutes.



Pour joindre notre chroniqueuse: [mouimet@lapresse.ca](mailto:mouimet@lapresse.ca)

PLUS ALLÉCHANTE QUE JAMAIS!



CHEVROLET

LA GRANDE

VENTE  
DES MODÈLES  
2012

PRIX D'ACHAT LES PLUS  
AVANTAGEUX DE L'ANNÉE<sup>1</sup>

ET

VERSEMENTS LES PLUS BAS<sup>2</sup>

SUR CERTAINS MODÈLES

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE POUR  
LES MEILLEURES AUBAINES DE 2012!



Modèle LTZ illustré

CRUZE LS 2012

PRIX À L'ACHAT

14 499\$<sup>1</sup>

Comprend le transport.

FINANCEMENT À L'ACHAT 84 MOIS

189\$<sup>2</sup> /MOIS



Modèle 5 portes LTZ illustré

SONIC LS 2012 BERLINE

PRIX À L'ACHAT

13 499\$<sup>1</sup>

Comprend le transport.

FINANCEMENT À L'ACHAT 84 MOIS

178\$ /MOIS



Modèle LTZ illustré

ORLANDO LS 2012

PRIX À L'ACHAT

16 999\$<sup>1</sup>

Comprend le transport.



Modèle LTZ illustré

EQUINOX LS 2012

PRIX À L'ACHAT

24 999\$<sup>1</sup>

Comprend le transport  
et la taxe de climatisation.



Modèle LTZ illustré

SILVERADO 1500 LT 2012

OBTENEZ JUSQU'À  
11 500\$  
DE RABAIS

JUSQU'À 2 500\$  
AVEC LE PROGRAMME  
GROS SOUS POUR VOTRE BAZOU

REMISE ADDITIONNELLE

allant jusqu'à 1500\$ disponible avec le programme\*



LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS  
5 ANS GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS  
DU GROUPE MOTEUR/PROPULSEUR  
160 000 KM ASSISTANCE ROUTIÈRE  
TRANSPORT DE COURTOISIE



CHEVROLET, ET FIER DE L'ÊTRE.  
offreschevrolet.ca

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2012 neufs suivants : Sonic (1JU69/1SA), Cruze (1PJ69/1SA), Equinox (1LF26/1SA), Orlando (1PJ75/1SA) et Silverado à cabine allongée et à cabine multiplace. Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 495\$) et taxe de climatisation (100\$, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 1. Prix à l'achat de 13 499\$ pour Sonic, de 14 499\$ pour Cruze, de 16 999\$ pour Orlando et de 24 999\$ pour Equinox. Comprend un rabais concessionnaire de 500\$ pour Sonic et Cruze, de 4 491\$ pour Orlando et de 3 500\$ pour Equinox. 2. Total de 84 paiements effectués par mois, basés sur un financement à l'achat de 84 mois, à un taux effectif de 3,03% pour Sonic et de 2,83% pour Cruze. Sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque Scotia<sup>SM</sup> ou d'Ally Credit. Exemple : basé sur un financement de 13 499\$ à un taux annuel de 3,03%, le paiement mensuel est de 178\$ pour 84 mois. Le coût d'emprunt est de 1 499,11\$, et l'obligation totale est de 14 998,11\$. 3. Plus de détails chez votre concessionnaire. † Pour être admissible à l'offre incitative Gros sous pour votre bazou de la GMCL, vous devez : 1) remettre un véhicule de l'année-modèle 2006 ou antérieure qui est en état de marche et qui est immatriculé et assuré au nom d'une petite entreprise depuis les trois derniers mois. La GMCL remettra aux clients admissibles une offre incitative du fabricant offerte aux clients (taxes incluses) applicable à l'achat, au financement ou à la location d'un véhicule neuf Chevrolet Colorado, GMC Canyon, Chevrolet Silverado, GMC Sierra ou Chevrolet Avalanche 2012 ou 2013 admissible, livré entre le 2 octobre 2012 et le 2 janvier 2013. L'offre incitative va de 1 500\$ à 3 000\$, selon le modèle choisi. L'offre incitative ne peut être jumelée à d'autres offres. En participant au programme Gros sous pour votre bazou, vous ne serez pas admissible à un échange de véhicule. Détails chez votre concessionnaire. \* La remise de 600\$ à 1 500\$ est applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule de l'année-modèle 2008 à 2013 en échange d'un véhicule de l'année-modèle 1998 ou antérieurs. Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fond vert. Pour plus d'information, visitez le site www.faitesdelair.org. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

COMMISSION CHARBONNEAU

C'est pire que je croyais, dit John Gomery



**YVES BOISVERT**  
CHRONIQUE

John Gomery a pris sa retraite de la magistrature, mais pas de l'indignation.

Le « producteur agricole », qui élève une vingtaine de bêtes, nous a reçus hier dans sa maison de ferme, entre une vente de veau et une séance de la commission Charbonneau.

« Je suis choqué, je suis horrifié même... Mais surpris? Non! »

L'ancien président de la commission d'enquête sur le programme de commandites (2004-2005) a fait de la politique pour la première fois de sa vie en 2009, pour combattre l'administration de Gérald Tremblay – il était impliqué avec le parti Projet Montréal de Richard Bergeron.

Déjà, « la fumée » et les odeurs de scandale recouvraient l'hôtel de ville. Il avoue toutefois que l'ampleur de la corruption révélée jusqu'ici est « au-delà de [ses] attentes ».

Dans toute entreprise, dit-il, quand une dérive malhonnête est constatée, « il faut blâmer le patron ».

Si Gérald Tremblay n'était pas au courant, il était « tellement incompetent » ! « Il a la responsabilité de poser des questions et d'agir quand des indices sautent aux yeux. D'après les témoins, tout le monde le savait. Tout le monde sauf le maire? »

Plus tard dans l'entrevue, il qualifie d'inexcusable l'aveuglement de Gérald Tremblay. « Je ne l'accuse de rien, mais même en droit criminel, on peut être déclaré coupable d'un crime par omission, par aveuglement volontaire. »

Le système dépasse les détournements de fonds et le gonflement des prix. Il a un effet pervers profond sur les travaux eux-mêmes.

« Ça explique l'état pitoyable de nos infrastructures », dit-il. Si un entrepreneur est assuré d'avoir un contrat, quel incitatif a-t-il à faire le meilleur travail possible? »

« Ce qui lui assure un contrat, ce n'est pas la qualité de son travail, c'est les pots-de-vin. »

On nous a dit que la mauvaise qualité des routes était attribuable au climat. « Ce n'est pas vrai! Chaque fois que vous traversez la frontière [il vit à 5 km des États-Unis], dans n'importe quelle direction, vous vous en rendez compte: on a les pires routes! »

« Je ne l'accuse de rien, mais même en droit criminel, on peut être déclaré coupable d'un crime par omission, par aveuglement volontaire. » – John Gomery, au sujet de Gérald Tremblay

L'ancien juge s'exaspère quand il entend certains politiciens dire qu'il n'y a « pas de preuves », que ce ne sont que des « allégations ».

« Un témoignage, c'est une preuve! Il peut être plus ou moins solide, contredit, démenti, mais c'est une preuve. Dans la commission, j'ai eu à analyser le témoignage de M. [Chuck] Guité. C'était un témoin peu



IMAGES TIRÉES D'UNE VIDÉO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Consultez l'extrait vidéo de l'entrevue d'Yves Boisvert avec le juge à la retraite John Gomery, disponible à l'adresse suivante: [lapresse.ca/gomery](http://lapresse.ca/gomery).

fiable, de mauvaise réputation, mais ça ne veut pas dire que tout ce qu'il disait était faux. On a pu en corroborer des bouts.

« Dans un complot de fraude, les comploteurs ne rédigent pas un document pour attester leur complot! Il faut nécessairement se fier au témoignage de quelqu'un ayant trahi la confiance des conspirateurs. »

servait à financer le Parti libéral du Canada.

Le financement des partis... On y revient à nouveau. Il ne voit pas d'autre solution qu'un financement public (en fonction des votes) et... moins de dépenses. « Toute cette publicité télévisée n'ajoute rien à la compréhension des enjeux, en plus d'être généralement ennuyante. »

« Mais les failles les plus importantes ne sont pas dans la loi, elles sont dans la moralité des gens chargés des administrations publiques. »

Il estime que le trop grand nombre d'élus à Montréal « dilue » la responsabilité de chacun. « Je les blâme tous, en fait, ce qu'on voit inspire des reproches à tout le monde, y compris les citoyens, qui se désintéressent de la politique ou qui réalisent un maire quand on sait que la corruption est installée. »

Quant à la commission Charbonneau, il trouve qu'elle

est « impeccable » jusqu'à maintenant et qu'elle a largement prouvé son utilité.

Seule inquiétude: l'absence prolongée du commissaire Roderick Macdonald, en congé de maladie depuis le début des audiences.

« N'oubliez pas que bien des gens voudront attaquer cette commission par tous les moyens, et en chercheront les faiblesses. Ils pourraient tenter de convaincre un juge qu'un commissaire partiellement absent ne peut signer le rapport, par exemple. »

Je quitte le gentleman farmer au début de l'après-midi. La poignée de main est aussi résolue que le propos. John Gomery est resté le même défenseur viscéral de la moralité publique.

« Ici, au village, les conseillers surveillent où va chaque pièce de 5 cents! Ça devrait être comme ça partout. »

Les feuilles volent dans le ciel d'automne et ça sent le changement de saison.

Pour joindre notre chroniqueur: [yves.boisvert@lapresse.ca](mailto:yves.boisvert@lapresse.ca)

Directeur général des élections  
Enquête sur les dons à Vision Montréal

Le Directeur général des élections (DGE) enquête sur des dons faits en 2009 à Vision Montréal, lorsque Benoit Labonté était à la tête du parti municipal, selon Radio-Canada.

Des enquêteurs auraient rencontré des donateurs cette semaine et la semaine dernière pour les interroger sur les contributions faites au parti.

Il y a une dizaine de jours, l'entrepreneur Lino Zambito a affirmé à la commission Charbonneau avoir donné

« un montant de 25 000\$ ou 30 000\$ comptant à M. Labonté pour sa campagne de 2009. »

Benoit Labonté a démissionné de son poste en octobre 2009 après que ses liens avec le controversé homme d'affaires Tony Accurso, maintenant accusé de fraude, eurent été dévoilés.

La formation politique, dont Louise Harel est maintenant la chef, a dit collaborer à l'enquête et estime avoir remis de l'ordre dans le financement du parti.

— Janie Gosselin

L'OR QUI DORT, C'EST NOTRE AFFAIRE



Sécuritaire et concurrentiel, notre service d'échange d'or, d'argent et de platine vous permet d'échanger vos métaux précieux contre de l'argent comptant le jour même.

Prenez rendez-vous dès aujourd'hui.

L'acheteur de métaux précieux de birks sera disponible de 10 h à 17 h :

LE 26 ET 27 OCTOBRE 2012  
CENTRE RIDEAU • 613.236.3641

DU 30 OCTOBRE AU 1 NOVEMBRE 2012  
1240, SQUARE PHILLIPS • 514.397.2511

LE 2 ET 3 NOVEMBRE 2012  
PROMENADES SAINT-BRUNO • 450.461.0011

LE 9 ET 10 NOVEMBRE 2012  
FAIRVIEW POINTE CLAIRE • 514.697.5180

**BIRKS**

[BIRKSECHANGEDOR.COM](http://BIRKSECHANGEDOR.COM)

AMPHIBIOX

TESTÉES LA OÙ IL PLEUT LE PLUS SUR TERRE

GEOSX.com

\* Vivre l'expérience du Test

amphibiox.geox.com

ENTIÈREMENT IMPERMÉABLES, ENTIÈREMENT RESPIRANTES

**GEOSX**  
RESPIRA

## COMMISSION CHARBONNEAU

# LES MONTRÉALAIS FLOUÉS DE PLUS DE 50 MILLIONS

Les contrats d'égouts gonflés ont totalisé 175 millions entre 2000 et 2008



BRUNO BISSON

Les 10 entreprises de construction qui ont contrôlé les travaux d'égouts et de conduites d'eau de la Ville de Montréal entre 2000 et 2008 se sont partagé un total de 175 millions en contrats dont les coûts étaient gonflés par la collusion, selon les données publiées par la commission Charbonneau lors du témoignage de l'ingénieur à la retraite Gilles Surprenant. Elles auraient ainsi floué la Ville de plus de 50 millions.

La Commission a terminé hier l'examen des 91 contrats dont les plans et devis ont été réalisés par M. Surprenant, entre 2000 et 2008. Lorsqu'il travaillait pour la Ville de Montréal, cet ingénieur a été le complice d'un système mis en place par des entrepreneurs et a touché, à 87 reprises, des pots-de-vin totalisant 706 000\$. C'est 106 000\$ de plus que ce qu'il avait estimé au début de son témoignage.

Lundi dernier, M. Surprenant a affirmé que dès la mise en place de ce cartel, au début de l'année 2000, le prix des contrats d'égouts et de conduites d'eau qu'il préparait a bondi de

20 à 25 %, par rapport aux années précédentes. Au cours des années qui ont suivi, les ajustements annuels des prix, calculés sur la base de coûts déjà gonflés, ont eu pour effet de faire grimper jusqu'à 30 ou 35 % la différence de prix sur les contrats d'égouts entre Montréal et d'autres villes comparables.

En prenant pour hypothèse un surcoût moyen de 30 %, attribuable à la collusion, sur les contrats réalisés par ce cartel de 2000 à 2008, la Ville de Montréal et ses contribuables ont payé jusqu'à 52 millions de trop pour la réalisation des 91 chantiers d'infrastructures, qui ont coûté un total de 175,4 millions.

Selon M. Surprenant, seulement 3 des 91 appels d'offres que lui a présentés la Commission mardi et hier n'ont pas été « truqués » ou « arrangés » en faveur d'un membre du cartel, du moins à sa connaissance. Ces contrats ont totalisé 872 000\$, soit à peine 0,5 % du total.

Par ailleurs, 5 de ces 91 contrats n'ont pas été réalisés par une des 10 entreprises qui formaient le cartel des égouts. Par contre, il s'agissait dans tous les cas d'entreprises liées à des dirigeants du cartel. M. Surprenant a d'ailleurs reconnu avoir touché un pot-de-vin des entrepreneurs Tony Conte, de Conex, ou Domenico Cammalleri, de



PHOTO FOURNIE PAR LA COMMISSION CHARBONNEAU

Lorsqu'il travaillait pour la Ville de Montréal, Gilles Surprenant a été le complice d'un système mis en place par des entrepreneurs et a touché, à 87 reprises, des pots-de-vin totalisant 706 000\$.

Construction Mirabeau, à chaque occasion.

#### Une « police d'assurance »

Toute la journée, devant la Commission, l'ancien ingénieur de la Ville a cherché à minimiser l'importance de son rôle au sein du système de collusion, dont l'emprise était totale sur les contrats de conduites secondaires de Montréal.

Pourquoi ne s'est-il pas tourné vers la police? a demandé la présidente de la Commission, France Charbonneau

« Je pense que ce n'était pas mon rôle à moi, simple fonctionnaire, d'appeler la police pour ça. Mes patrons étaient au courant de la situation et pendant neuf ans, il n'y a pas grand-chose qui a été fait », a-t-il répondu.

Il a par ailleurs affirmé qu'à compter de 2006, sa présence à la division de la réalisation des travaux de la Ville n'était guère plus qu'une « police d'assurance » pour les entrepreneurs. Les contrats avaient des coûts exorbitants sans qu'il ait vraiment à intervenir.

Dopé par des années de coûts gonflés, le logiciel de la Ville qui calculait les estimations de coûts, avant la publication d'un appel d'offres, présentait des prix comparables à ceux soumis par les entrepreneurs.

En 2005, quand trois importants contrats d'égouts sur le boulevard Gouin ont été annulés à la suite d'une contestation des estimations de coûts que M. Surprenant avait réalisées, « les entrepreneurs ont réalisé que le système marchait tout seul ». Ils n'avaient plus besoin de lui.

## Célébrons les détaillants en ligne les plus novateurs du Canada



Prix de Postes Canada pour l'innovation en cybercommerce

**Félicitations** aux lauréats des tout premiers Prix de Postes Canada pour l'innovation en cybercommerce, tels que choisis par nos éminents juges.



Prix du meilleur détaillant multi-canal de l'année (grand)  
**mec.ca**



Prix du meilleur détaillant multi-canal de l'année (petit)  
**rentfrockrepeat.com**



Prix du meilleur détaillant en ligne de l'année (grand) et Prix de la réalisation la plus originale  
**well.ca**



Prix du meilleur détaillant en ligne de l'année (petit)  
**CharmJunction.ca**



Prix de la meilleure nouvelle entreprise numérique et Prix des consommateurs (choix des Canadiens lors d'un vote en ligne)  
**shirtpunch.com**

L'année prochaine, l'entreprise de livraison à domicile du Canada se lancera de nouveau à la recherche des chefs de file les plus talentueux et prospères dans le domaine de l'innovation en cybercommerce.

Nous invitons les détaillants en ligne à visiter le site [postescanada.ca/prixcybercommerce](http://postescanada.ca/prixcybercommerce) en 2013 pour courir la chance de remporter des produits et services valant au total un million de dollars offerts par la Société canadienne des postes.

[postescanada.ca/prixcybercommerce](http://postescanada.ca/prixcybercommerce)

L'entreprise de livraison à domicile du Canada



COMMISSION CHARBONNEAU

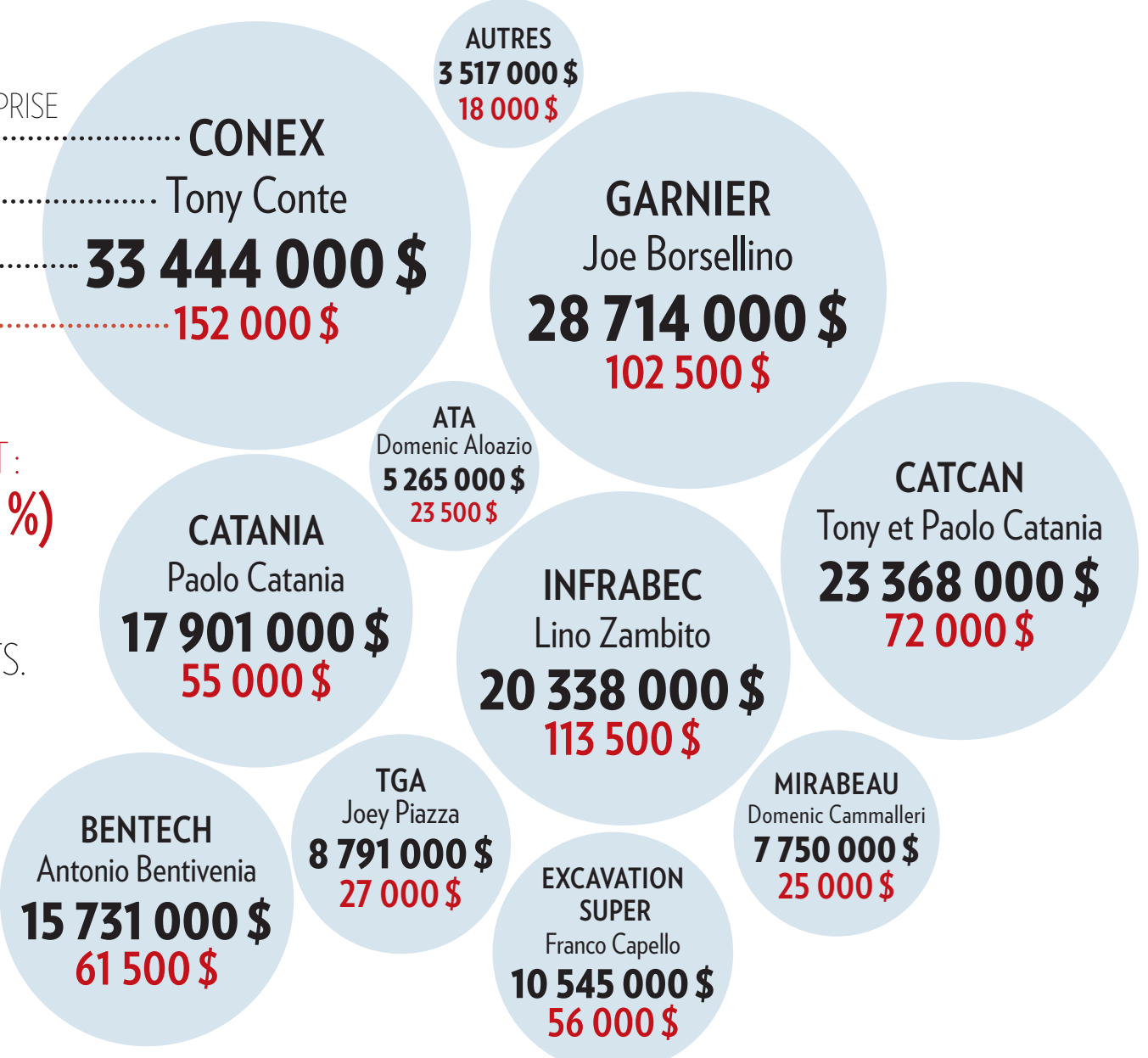
PARTAGE DES 91 CONTRATS DU CARTEL DES ÉGOUTS

CONTACT DE  
GILLES SURPRENANT

ENTREPRISE

VALEUR TOTALE  
DES POTS-DE-VIN  
À M. SURPRENANT :  
**706 000 \$ (0,4 %)**

MONTANT DES CONTRATS.  
VALEUR TOTALE :  
**175 364 000 \$**



Source: commission Charbonneau

« Monsieur 0,4 % »

En 2005, le système de collusion mis en place dans les travaux d'égouts à la Ville de Montréal, qui fonctionnait à la perfection depuis déjà cinq ans, s'est temporairement enrayé. Trois importants contrats qui devaient être réalisés sur le boulevard Gouin, dans le nord de la ville, ont été annulés après que des consultants externes eurent contesté les estimations de coûts préparées par l'ingénieur Gilles Surprenant.

De nouveaux appels d'offres pour ces trois contrats ont été lancés un an plus tard. Ils avaient été « arrangés » d'avance par les entrepreneurs et ont été attribués, comme prévu, aux entreprises Garnier, Catania et Infrabec.

Mais plusieurs entrepreneurs du cartel n'ont pas pardonné à M. Surprenant le court dérapage de leur système. Peu après avoir entrepris la réalisation de

son chantier de 7,4 millions, Joe Borsellino, dirigeant de Garnier, l'a « convoqué » pour lui annoncer qu'il n'aurait pas un sou de commission. En neuf ans, c'est la seule fois où M. Surprenant a essuyé un refus de payer.

Après l'attribution du deuxième de ces contrats, Pasquale Fedele, un dirigeant de l'entreprise F Catania, l'a convoqué à son tour et a « commencé à l'insulter », à lui dire

qu'il n'était rien, et que c'était fini, les enveloppes bourrées de billets. Il l'a rappelé quelques jours plus tard pour lui payer son « cachet » : 10 000 \$.

Il a également touché 12 000 \$ de Lino Zambito pour le troisième contrat du boulevard Gouin, pour un total de 22 000 \$ sur des contrats de 13,6 millions – l'équivalent de 0,16 % de la valeur des contrats.

M. Surprenant a continué à toucher des dizaines de pots-de-vin jusqu'à la fin de 2008. Les 87 « pourboires » qu'il a acceptés depuis le début des années 2000 ont totalisé 706 000 \$.

Selon les compilations de La Presse, cette somme représente 0,4 % de la valeur totale des contrats attribués au cartel des égouts en neuf ans.

— Bruno Bisson



Le manteau blocs couleurs **229.95** rég. 270.00 s.255025

La couleur de la saison présentée en blocs graphiques sur un blouson chaudement isolé de forme allongée. Polyester effet chiné. Vert menthe et turquoise ou tons de bordeaux. Tp.p.m.g



Le long blouson chiné **219.95** rég. 260.00 s.1258901

Un blouson parfait pour la neige de forme utilitaire avec 4 méga poches à large rabat et une poche zip contraste. Polyester imperméable. Rouge, carbone, bleu. P.m.g.tg.



Le manteau texturé chevrons **209.95** rég. 250.00 s.276439

Un style chaudement isolé idéal pour le snow. Multi poches à rabat clouté, grande capuche tunnel, fermoir sous patte. Mélange polyester et nylon. Noir, sable, mauve. Tp.p.m.g.tg



achats  
@simons.ca  
en ligne

## POLITIQUE

# Un bureau indépendant pour enquêter sur les policiers

TOMMY CHOUINARD

Le gouvernement Marois entend créer un organisme indépendant pour mener les enquêtes sur les événements impliquant des policiers.

Le ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron, a confirmé hier son intention de réaliser rapidement l'engagement électoral de son parti. Le Parti québécois (PQ) a en effet promis un « nouveau mécanisme d'enquête indépendante, incluant la participation de civils », dans le cas où un policier tue ou blesse gravement une personne dans l'exercice de ses fonctions. À l'heure actuelle, des collègues d'un autre corps de police font enquête sur un tel incident. Ces « enquêtes de la police sur la police » ont été condamnées entre autres par la Commission des droits de la personne et le Protecteur du citoyen.

Stéphane Bergeron a laissé entendre que le nouvel organisme serait mixte, c'est-à-dire qu'il serait formé de policiers et de civils. Il a en effet précisé qu'il « souhaite que l'organisme puisse intégrer des civils ».

Le ministre affirme qu'il n'a aucune « raison de penser que les policiers ne font pas les enquêtes correctement lorsqu'il



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Stéphane Bergeron, ministre de la Sécurité publique, a laissé entendre que le nouvel organisme pour mener les enquêtes sur les événements impliquant des policiers serait mixte, c'est-à-dire qu'il serait formé de policiers et de civils.

s'agit d'incidents impliquant des collègues». Mais il souligne que la confiance de la population a été « sérieusement ébranlée » au cours des dernières années – notamment avec l'affaire Fredy Villanueva, tombé sous les balles d'un policier montréalais en 2008.

## Manque d'indépendance

Selon M. Bergeron, le gouvernement Charest a fait une

« avancée », l'an dernier, avec son projet de loi prévoyant la création d'un bureau de surveillance des enquêtes des policiers sur leurs collègues, composé de civils. Le PQ l'avait critiqué à l'époque, en affirmant que « ce seront toujours des policiers qui enquêteront sur des policiers ». La protectrice du citoyen a aussi affirmé que les enquêtes souffraient toujours d'un

manque d'indépendance. Elle a demandé la création d'un organisme indépendant, composé uniquement de civils, qui réaliserait lui-même les enquêtes. Un tel modèle existe en Ontario.

« On veut que ça continue avec des policiers qui font les enquêtes, mais on n'a jamais été contre un apport de civils qui ont une expertise, comme des procureurs de la Couronne ou des juges à la retraite. »

— Pierre Veilleux, président de l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec

Appuyé par les policiers, le projet de loi 46 a fait l'objet d'une consultation en commission parlementaire, mais il n'a jamais été adopté. « Sur la base des représentations [faites en commission parlementaire], de l'engagement que nous avons pris, nous sommes en train de procéder à l'évaluation d'un nouveau modèle que nous pourrions proposer d'ici les

prochaines semaines », a affirmé Stéphane Bergeron. Il a indiqué que l'Unité des enquêtes spéciales de l'Ontario fait partie des modèles qu'il analyse. Mais le Québec aura son « propre modèle », a-t-il précisé.

## Les policiers rassurés

L'Association des policières et policiers provinciaux du Québec, qui défend les enquêtes actuelles, a rencontré Stéphane Bergeron, hier. D'abord inquiet par rapport aux intentions du ministre, son président, Pierre Veilleux, s'est dit « rassuré » au terme de la rencontre. « M. Bergeron a écarté le modèle ontarien » et semble privilégier un modèle mixte, a affirmé le chef syndical des agents de la Sûreté du Québec. « On veut que ça continue avec des policiers qui font les enquêtes, mais on n'a jamais été contre un apport de civils qui ont une expertise, comme des procureurs de la Couronne ou des juges à la retraite. On va laisser la chance au ministre de présenter un projet de loi. »

Selon l'ex-policier Robert Poëti, député libéral depuis le 4 septembre, le bureau de surveillance des enquêtes proposé par les libéraux est un « excellent » modèle. Sans s'opposer formellement à l'intention du PQ, il a formulé des critiques. Ainsi, selon lui, un civil n'a pas les compétences pour mener une enquête et bâtir une preuve pouvant être déposée en cour. De plus, en vertu de la loi, seuls des policiers peuvent faire des enquêtes d'ordre criminel. Le modèle ontarien « n'est pas un succès », a-t-il ajouté.

## MEMBRE ÉLITE

### MOLSON COORS CANADA ENTREPRISE D'EXCEPTION EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Molson Coors Canada s'est distinguée en matière d'efficacité énergétique en réduisant sa consommation annuelle d'électricité de 22 %. Sa performance lui permet de devenir membre Élite du réseau Écolectrique et confirme son statut d'ambassadeur de l'efficacité énergétique.



## UN ENGAGEMENT EXEMPLAIRE!

Molson Coors Brewing Company est l'un des principaux brasseurs du monde. Elle est active au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni ainsi qu'ailleurs dans le monde. La société figure au prestigieux indice de développement durable *Dow Jones Sustainability Index 2011*, la référence mondiale en matière de durabilité pour les entreprises d'envergure internationale.

Hydro-Québec tient à souligner le leadership et les efforts continus de tout le personnel et du comité Énergie de Molson Coors Canada. Ils sont un véritable modèle pour les entreprises d'ici.



## DESTITUTION DE RICHARD DESCHESNES

### Le PLQ dénonce l'ingérence du PQ

DENIS LESSARD

La destitution de Richard Deschesnes, limogé plusieurs mois avant la fin de son mandat à la tête de la Sûreté du Québec (SQ), soulève des questions sérieuses sur l'indépendance de la police sous le gouvernement du Parti québécois (PQ), selon Robert Poëti, député libéral de Marguerite-Bourgeoys et critique en matière de police.

Le ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron, a visité les dirigeants de l'Unité permanente anticorruption, la semaine dernière, pour leur demander plus de cohésion. M. Poëti estime qu'il s'agit d'une intervention inopportune qui rappelle les mœurs d'il y a plus de 50 ans, quand le politique intervenait régulièrement dans le système judiciaire.

« S'approcher du milieu policier comme l'a fait M. Bergeron, tasser le directeur de la SQ sans raison, c'est de l'ingérence, a lancé M. Poëti dans un point de presse. Il faut qu'il y ait un mur entre la police et la politique, il faut absolument qu'il y en ait un, et il est en train de s'effriter. »

## Une simple « fin de mandat »

« Quelle est l'ingérence politique de demander que les instances contre le crime organisé travaillent ensemble? Quelle est l'ingérence de demander ce qui est demandé par la loi? », a répliqué M. Bergeron.

Selon le responsable de la Sécurité publique, le numéro un de la SQ n'a pas été « destitué ». « Il s'agit simplement d'une fin de mandat, ce qui est permis par les règles existantes », a dit le ministre. Il rappelle que l'ex-policier Robert Poëti reconnaît lui-même que Mario Laprise, successeur choisi par le gouvernement, « a un parcours impeccable ».

Québec a remercié le directeur de la Sûreté du Québec Richard Deschesnes la semaine dernière, alors que son contrat ne se terminait qu'en juin 2013. Comme M. Deschesnes, 57 ans, est membre de la SQ, il peut rester en poste jusqu'à 65 ans, au même salaire. Le geste du ministre de la Sécurité publique est indéfendable du point de vue des finances publiques, a relevé M. Poëti, ancien de la SQ.

## « TRANSPARENCE » DES SYNDICATS

# Un projet de loi soulève des inquiétudes

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Qu'ont en commun la FTQ et les joueurs de la Ligue canadienne de football? Les deux groupes s'inquiètent du projet de loi d'un député conservateur qui forcerait les syndicats à dévoiler une série d'informations sur leurs finances.

Le projet de loi C-377, du député de la Colombie-Britannique Russ Hiebert, sera soumis à un premier examen du comité des finances, aujourd'hui. Il vise à imposer «la transparence et la responsabilisation» des syndicats, selon le site mis en ligne par le député. À ses yeux, ces organismes doivent être redevables à l'ensemble des contribuables puisqu'ils jouissent de crédits d'impôt.

Si le projet de loi est adopté tel quel, les syndicats auront l'obligation de déclarer les salaires de leurs employés, ainsi que toute dépense dépassant 5000\$. Dans chaque cas, ils devront déclarer le nom et l'adresse du bénéficiaire. Tout prêt de plus de 250\$ devra aussi être divulgué.

Les données seront consignées dans un site web accessible à tous.

La mesure ne toucherait pas que l'organisation interne des syndicats, souligne le critique du Nouveau Parti démocratique en matière de Travail, Alexandre Boulerice. Les rentes qui sont versées à des travailleurs retraités devraient aussi être divulguées.

À ses yeux, la mesure aurait un effet néfaste sur l'économie puisque les bras investisseurs des syndicats seraient forcés

« On n'a même pas été capable de gérer un registre des armes à feu. Imaginez-vous gérer les finances de 25 000 organisations ouvrières au Canada. » — Daniel Boyer, secrétaire général de la FTQ

de dépenser des milliers, voire des millions de dollars pour se conformer à ces nouvelles exigences gouvernementales.

« Si le Fonds de solidarité, Fondation, Teachers doivent embaucher des gens pour remplir toute cette paperasse, ce sont des ressources qu'ils n'ont pas pour acheter des actions », souligne M. Boulerice.

La FTQ estime que la mesure est une « charge à fond de train » contre le monde syndical, puisque d'autres organismes qui jouissent de crédits d'impôt — par exemple des organisations patronales — ne sont pas visés par le projet de loi.

« On n'a même pas été capable de gérer un registre des armes à feu. Imaginez-vous gérer les finances de 25 000 organisations ouvrières au Canada », résume le secrétaire général de la FTQ, Daniel Boyer.

À ses yeux, les syndicats rendent déjà des comptes à leurs membres. Ils publient des états financiers, et les travailleurs peuvent questionner la direction sur leurs dépenses.

La FTQ n'est pas seule à s'inquiéter du projet. Plusieurs syndicats ont produit des mémoires pour le dénoncer, notamment celui qui représente les joueurs de la Ligue canadienne de football (LCF).

Le Régime de retraite de l'Association des joueurs de la LCF (AJLFC) estime que le projet de loi risque carrément de violer le droit à la vie privée de ses membres, car il devrait dévoiler le montant de la rente touchée par des joueurs à la retraite, ainsi que leurs coordonnées.

« L'application du projet de loi C-377 aux régimes de santé et de retraite conduira à une atteinte au droit à la vie privée des participants aux régimes, à de possibles abus et à des répercussions qu'aucun autre contribuable n'aura à subir, écrit l'AJLFC.

La Presse a invité M. Hiebert à expliquer son projet de loi, mais celui-ci n'a donné aucune suite à notre demande d'entrevue.



Richard Héту et Alexandre Sirois PHOTO Y. FLEURY, LA PRESSE

## Rencontres La Presse Les enjeux de l'élection américaine

À moins de deux semaines de l'élection présidentielle américaine du 6 novembre, les yeux sont tournés vers les deux prétendants à la Maison-Blanche. À l'occasion des Rencontres La Presse, le chef de division de la section internationale de La Presse, Alexandre Sirois, et le correspondant à New York, Richard Héту, ont donné hier soir une conférence pour mieux comprendre les enjeux de la campagne. La soirée était animée par le chroniqueur Patrick Lagacé. MM. Sirois et Héту sont les auteurs d'un livre sur la politique américaine, *Sexe, fric et vote – Les clés de la Maison-Blanche*. — La Presse

# Bell vous aide à bâtir une entreprise sur des bases solides.

Faites travailler Bell pour votre entreprise avec le Forfait Meilleures Affaires. Vous bénéficierez de vitesses Internet super rapides et d'un service téléphonique fiable. Le tout soutenu par le service de réparation Jour même ou lendemain<sup>1</sup> et les heures de soutien aux ventes et à la facturation les plus longues sur le marché. Les Solutions d'affaires Bell sont conçues afin que vous puissiez en faire plus.

De plus, grâce au programme Avantage Affaires de Bell, votre entreprise pourrait épargner jusqu'à 5 000 \$ par année à l'aide de rabais offerts par nos partenaires sur vos dépenses comme les fournitures de bureau et les déplacements<sup>2</sup>.

FORFAIT MEILLEURES  
AFFAIRES DE BELL

À PARTIR DE  
**80** <sup>78 \$</sup> /MOIS  
avec un contrat  
de 3 ans<sup>3</sup>

- Vitesses de téléchargement pouvant atteindre 10 Mbit/s sur fibre
- Un modem de réseautage sans fil
- 3 licences de Protection Internet<sup>4</sup>
- 2 lignes téléphoniques d'affaires avec 7 options d'appel<sup>5</sup>
- 300 minutes par mois d'appels interurbains au Canada et aux États-Unis<sup>6</sup>

Faites-en profiter votre entreprise dès aujourd'hui.  
Appelez au 1 866 333-0047 ou visitez [bell.ca/meilleuresaffaires](http://bell.ca/meilleuresaffaires).

la vie est **Bell**



L'offre prend fin le 30 novembre 2012. Réservée aux nouveaux clients affaires du Québec, là où la technologie et l'accès le permettent. Modifiable sans préavis et ne peut être combinée à aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Disponible là où non réglementé par le CRIC. (1) Selon la disponibilité et seulement dans certaines régions, lors d'une panne totale du service. Service le même jour lorsque l'appel est effectué avant 11 h, le jour suivant après 11 h; aucun service le dimanche. Frais de réparation pour chaque service (si applicable) en sus. (2) Offres à jour en date du 1<sup>er</sup> octobre 2012. Modifiable sans préavis, ne peut être combinée à d'autres offres. Inscription requise au programme Avantages Affaires de Bell, offert aux clients d'affaires de Bell au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique avec un abonnement continu à un service de Bell (Mobilier admissible ainsi qu'à un service de téléphonie, Internet ou de site Web admissible, là où l'accès et la technologie le permettent. Les économies totales peuvent varier selon le partenaire, les produits et la durée dans le temps. Programme modifiable sans préavis. Pour des modalités additionnelles, voir <https://avantages.bell.ca/modalites> (3) Réservée aux clients qui s'abonnent et conservent un abonnement continu à deux lignes téléphoniques d'affaires (Forfait Accès local) et au service Internet d'affaires, avec un contrat de 3 ans. Forfait Accès local 41,78\$/mois et Internet d'affaires 39\$/mois: accès 34\$, location du modem sans fil 0\$, Protection Internet 5\$ - vitesse de partage allant jusqu'à 1 Mbit/s; 300 Go d'utilisation de données par mois. Lignes téléphoniques: le tarif inclut le service de relais de 13 €/mois pour chaque ligne. Les frais 9-1-1: 17 €/mois et 40 €/mois de frais municipaux ne sont pas inclus pour chaque ligne. Des frais pour l'installation et l'activation de base s'appliquent. Installation 125\$ par ligne téléphonique, installation Internet 20\$, activation Internet 60\$. (4) Le client doit respecter les conditions de service et de PC minimales; voir [bell.ca/protectioninternet](http://bell.ca/protectioninternet) pour plus de détails. (5) 7 options incluses: 1) afficheur (nom et numéro) 2) transfert d'appel 3) conférence à trois 4) renvoi automatique 5) recomposition automatique du dernier numéro 6) recherche de ligne ou appel en attente 7) messagerie vocale (6) S'applique aux appels directs à destination du Canada et des États-Unis, y compris l'Alaska et Hawaii, mais à l'exclusion du Mexique. S'applique aux appels sortants, à l'exclusion des appels sans frais. 7 €/min additionnelle. Le forfait interurbain sans frais s'applique comme un crédit mensuel de 9,95\$ sur le compte, avant les taxes.

## ACTUALITÉS

VASTE OPÉRATION DE SAUVETAGE DANS LE MÉTRO

## Simulation d'attaque terroriste à Montréal



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Des dizaines de faux blessés ont été transportés dans les urgences d'hôpitaux montréalais.

DAPHNÉ CAMERON

Le centre-ville de Montréal a été aujourd'hui le théâtre de la plus grande simulation de mesures d'urgence jamais réalisée au Québec. Afin de tester la réaction des services de santé en cas de catastrophe, 80 victimes d'une attaque terroriste fictive dans le métro se sont dirigées vers les urgences de l'Hôpital général de Montréal et de l'Hôpital de Montréal pour enfants. Le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) et l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal estiment que l'exercice a été un succès.

La simulation visait à mettre en pratique un « code orange », procédure internationalement reconnue lors d'un événement qui engendre un transport massif de personnes vers les hôpitaux, comme un attentat terroriste ou un accident. Ce code a été déclenché à une poignée de reprises – lors de la fusillade au collège Dawson, par exemple. Le personnel médical et d'urgence n'avait pas été averti.

## Du métro à l'hôpital

La simulation a commencé à la station de métro Guy-Concordia, où une cinquantaine d'ambulanciers ont été appelés. Le choix de transporter les victimes adultes à

## Le scénario testé

aujourd'hui visait à recréer une situation dans laquelle il y aurait 400 victimes à la suite d'un même événement.

L'Hôpital général de Montréal n'est pas le fruit du hasard. L'établissement est en effet l'un des deux centres de traumatologie de la métropole. L'autre est l'hôpital du Sacré-Cœur, dans le secteur Cartierville, mais son emplacement n'est pas stratégique en cas de catastrophe au centre-ville.

L'Hôpital de Montréal pour enfants est aussi équipé pour recevoir des patients traumatisés.

## Des centaines de victimes potentielles

Dans la réalité, tous les blessés d'une catastrophe ne seraient pas transportés uniquement dans deux centres hospitaliers. Le scénario testé aujourd'hui visait à recréer une situation dans laquelle il y aurait 400 victimes à la suite d'un même événement, a précisé Michel Garceau, coordonnateur régional des mesures d'urgence pour l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Il ne serait alors pas impensable qu'un hôpital doive accueillir de 40 à 50 patients en même temps.

## Un bilan positif

L'Agence de la santé de Montréal, qui dirige l'opération, a précisé que la simulation n'avait pas touché les services à la population. Vers 10h, l'exercice a d'ailleurs été suspendu durant une heure pour permettre aux médecins de traiter un cas réel qui nécessitait des soins immédiats.

L'Agence et le CUSM ont tracé un bilan extrêmement positif de la simulation et ont mentionné en conférence de presse une seule faille: le suivi des patients à travers les différentes unités de l'hôpital et la communication avec les proches des victimes.

Stéphane Smith, chef des opérations d'Urgences-santé, estime également que ses équipes ont bien réagi à la simulation-surprise. « C'est le genre d'exercice qu'on aime faire, même si les ambulanciers constatent en arrivant que ce ne sont pas de vrais patients, ils embarquent vite dans le rôle, puis l'adrénaline prend le dessus. »

Cette année, il y aura quatre simulations d'attentats terroristes à Montréal. Les autres vont davantage se pencher sur l'aspect policier des opérations.



RBC Banque Royale

## Bouger, ça rapporte! Allégez le taux de votre marge de crédit hypothécaire de 0,5 %.



Passez à RBC et perdez 0,5 % en un instant, et économisez.

Nous assumerons même vos frais de transfert\*

Passez à la marge de crédit Marge Proprio RBC® à 3,5 % (taux préférentiel + 0,5 %). Vous pourriez économiser jusqu'à 5 000 \$ en intérêts<sup>†</sup>. Offrez-vous un taux santé dès aujourd'hui.

Communiquez avec un conseiller en prêts hypothécaires RBC Banque Royale® dès aujourd'hui. 1 866 864-0420

Une banque de conseils pour vous guider.<sup>MC</sup>

\* Nous paierons les frais d'assurance titres de base, les frais d'ouverture de dossier et une seule fois les frais de quittance (jusqu'à concurrence de 300 \$). L'offre exclut les frais sur remboursement anticipé que vous devrez peut-être payer. Le décaissement doit être d'au moins 50 000 \$. <sup>†</sup> Les économies sont fondées sur une marge de crédit garantie de 100 000 \$, les intérêts étant payés sur 10 ans, en comparant un taux d'intérêt annuel de 3,5 % à un taux de 4,0 %. Le taux d'intérêt fluctuera en fonction du taux préférentiel et est sujet à changement en tout temps sans préavis. Le taux entre en vigueur au 4 septembre 2012. Ce produit est offert par la Banque Royale du Canada sous réserve de ses critères de crédit standard. <sup>MC</sup> Marque(s) de commerce de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques de commerce de la Banque Royale du Canada.

# Un couple poursuit un groupe de franchiseurs La Belle Province

Les deux restaurateurs se disent victimes « d'esclavage économique »



FRANCIS VAILLES

Un couple de restaurateurs de la chaîne La Belle Province se dit victime d'« esclavage économique » et poursuit la chaîne pour mauvaise foi, mensonges et comportement abusif.

La poursuite a été rendue publique mardi au palais de justice de Montréal. Elle a été intentée par Jean-Jacques Sénécal et Maryse Francœur, qui exploitent les restaurants La Belle Province de Brossard et de Saint-Hilaire.

La Belle Province fonctionne comme un réseau de franchises, mais dans les faits, il s'agit d'une chaîne qui loue simplement des locaux et des équipements à de petits exploitants. Essentiellement, quatre groupes de propriétaires distincts utilisent le nom La Belle Province et jouent un rôle semblable à celui de « franchiseur ». L'un d'eux est la société à numéro 9045-6740 Québec, propriété de Bruno Ménard, Jimmy Boussias et Nick Boussias (le père de Jimmy). C'est ce groupe qui est visé par la poursuite.

Le couple de restaurateurs reproche aux défendeurs d'avoir abusé de leurs droits et systématiquement manqué à leur parole.

### Équipement en mauvais état

Tout a commencé en 2009 lorsque le couple Sénécal-Francœur s'est lancé en affaires avec La Belle Province.

« Dès que les commerces ont atteint leur pleine valeur, les défendeurs ont pris toutes les démarches possibles et imaginables pour tenter de reprendre ces commerces pour une bouchée de pain. »  
— Les demandeurs

Les deux restaurateurs se sont alors engagés à payer 275 000\$ pour les équipements de l'établissement de Brossard (cuisinière, tables, etc.).

Or, lorsqu'ils ont pris possession du local, ils ont constaté qu'il était dans un état lamentable, à tel point que l'exploitant précédent avait été mis à l'amende pour graves manquements à l'hygiène. Ils ont ainsi dû réinvestir plus de 200 000\$ pour rendre les équipements utilisables, selon la requête.

Au moment de la transaction, « Ménard a choisi de cacher cette information, interdisant même à Sénécal d'effectuer une inspection des équipements avec une personne de son choix, voire seul, et allant jusqu'à lui interdire de s'adresser aux personnes en place lors de visites sommaires », est-il écrit dans la requête.

### 20 000\$ en argent liquide

Pour le contrat de location de 275 000\$, le groupe Boussias-Ménard a exigé un acompte de 50 000\$, dont 20 000\$ en liquide, devant notaire. Dans les mois qui ont suivi, selon les demandeurs, le « franchiseur » n'a cessé de leur mettre des bâtons dans les roues: il a augmenté massivement les coûts d'approvisionnement, exigé une diminution des prix facturés aux clients et imposé le service des déjeuners, pourtant non réclamés. De plus, il a réclamé le paiement de la réfection des immeubles relativement à des vices cachés, selon la requête.

Autre aberration: le groupe Boussias-Ménard



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

La Belle Province fonctionne comme un réseau de franchises, mais dans les faits, il s'agit d'une chaîne qui loue simplement des locaux et des équipements à de petits exploitants.

Le couple avait acheté pour 50 000\$ d'équipements. « Dès que les commerces ont atteint leur pleine

valeur, les défendeurs ont pris toutes les démarches possibles et imaginables pour tenter de reprendre ces

commerces pour une bouchée de pain », soutiennent les demandeurs.

Le couple Sénécal-Francœur « a été très fortement ébranlé par les revirements, mensonges, dols, manipulations et autres manigances » du groupe Boussias-Ménard, selon la poursuite.

Les demandeurs voudraient disposer librement de leurs restaurants pour mettre fin à cet « esclavage économique ». Ils demandent au tribunal d'interdire au groupe Boussias-Ménard d'en prendre possession ou de les fermer. Ils réclament également près de 265 000\$, en plus d'une somme de 1 million de dollars si les défendeurs les privent du plein bénéfice de leurs droits.

### Réplique de Ménard

Joint au téléphone, Bruno Ménard affirme que les allégations du couple sont fausses, que les contrats ne sont pas abusifs et qu'il n'y a pas eu d'argent liquide demandé. « Le gars est en défaut de paiement répété depuis longtemps. Il me doit encore 30 000\$. Cette requête est une façon de gagner du temps », dit-il.

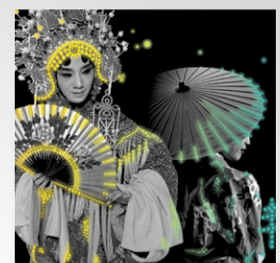
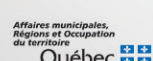
Bruno Ménard a transmis à La Presse une entente signée par les deux camps en avril dernier dans laquelle le couple reconnaît devoir 120 000\$ au groupe Boussias-Ménard, payable avant mai 2017. Le taux d'intérêt est de 18%. Selon le couple, cette entente n'est pas valide parce qu'elle a été signée sous pression devant l'imminence d'un procès.



## Émerveillez vos sens !



> FORAITS DISPONIBLES <



### Jardins de lumière

> au Jardin botanique > jusqu'au 4 nov.



### Halloween

> au Jardin botanique > du 4 au 31 oct.



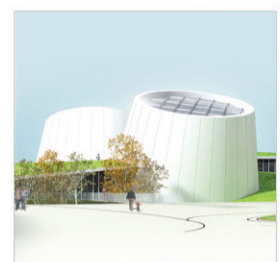
### Les araignées acrobates

> à l'Insectarium > du 4 au 31 oct.



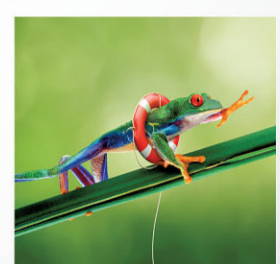
### trOmbe

> au Biodôme > jusqu'au 4 nov.



### Planétarium Rio Tinto Alcan

> ouverture printemps 2013



### Camp de base

1 000 jours pour la planète  
> au Jardin botanique > jusqu'en 2014

# LA LANGUE PORTRAIT STATISTIQUE

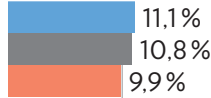
## LANGUE(S) PARLÉE(S) À LA MAISON

(Région métropolitaine de recensement de Montréal)

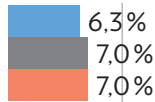
### FRANÇAIS UNIQUEMENT



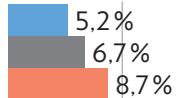
### ANGLAIS UNIQUEMENT



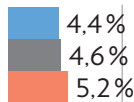
### AUTRE UNIQUEMENT



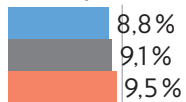
### FRANÇAIS ET AUTRE<sup>1</sup>



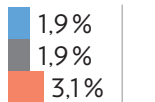
### ANGLAIS ET AUTRE<sup>2</sup>



### FRANÇAIS ET ANGLAIS<sup>3</sup>



### AUTRES COMBINAISONS<sup>4</sup>



■ 2001 ■ 2006 ■ 2011

NOTES:  
 1. Comprend les réponses « français et autre » à égalité, « français le plus souvent et autre régulièrement » et « autre le plus souvent et français régulièrement ».  
 2. Comprend les réponses « anglais et autre » à égalité, « anglais le plus souvent et autre régulièrement » et « autre le plus souvent et anglais régulièrement ».  
 3. Comprend les réponses « français et anglais » à égalité, « français le plus souvent et anglais régulièrement » et « anglais le plus souvent et français régulièrement ».  
 4. Plus de 80% de cette catégorie est constituée des situations de trilinguisme incluant le français, l'anglais et une autre langue.

Sources: Statistique Canada, recensements de la population, 2001, 2006 et 2011.

# RECU L DU FRANÇAIS À MONTRÉAL

Le français poursuit son déclin à Montréal, au Québec et dans le reste du pays, selon les chiffres du recensement 2011 révélés hier par Statistique Canada.



ISABELLE HACHEY

Dans la région de Montréal, la proportion de gens qui ne parlent que le français à la maison a diminué de 62,4% en 2001 à 59,8% en 2006, puis à 56,5% en 2011.

Dans l'ensemble du Québec, la population qui parle seulement le français à la maison a aussi connu un repli, passant de 75,1% en 2006 à 72,8% l'an dernier.

À l'échelle du Canada, la proportion de gens dont la langue maternelle est le français a diminué entre 2006 et 2011, passant de 22,1% à 21,7%. Un déclin amorcé il y a longtemps: en 1951, les francophones formaient 29% de la population canadienne.

Ce recul – qui s'explique surtout par un faible taux de fécondité des francophones et par une forte immigration au pays – inquiète les ténors du gouvernement péquiste, qui ont insisté sur l'importance de renforcer les mesures de protection du français lors de la récente campagne électorale.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a ainsi réclamé hier une Charte de la langue française plus musclée, car ces chiffres démontrent selon lui que « la pérennité de la nation n'est pas assurée ».

Mais d'autres statistiques tirées du recensement sont plus encourageantes pour l'avenir du français à Montréal. Des experts y voient d'ailleurs le reflet d'une réalité linguistique plus fluide et complexe qu'autrefois – et invitent les décideurs à cesser de se baser sur la langue d'usage à la maison pour en tirer des conclusions alarmistes.

Ainsi, les immigrés semblent de plus en plus nombreux à opter pour le français dans la région de Montréal. En 2011, ceux qui parlaient le français et une autre langue que l'anglais à la maison comptaient pour 8,7% de la population, en hausse par rapport à 5,2% en 2001 et 6,7% en 2006.

L'anglais, pour sa part, n'a pas gagné de terrain: la population qui s'exprime uniquement dans cette langue à la maison est passée de 10,8% en 2006 à 9,9% en 2011 dans la région métropolitaine.

Au pays, le nombre de Canadiens pouvant s'exprimer dans les deux langues officielles s'est accru de 350 000 personnes pour s'établir à

17,5%. Cette hausse est principalement due à l'augmentation du bilinguisme au Québec.

Pour Daniel Weinstock, professeur de droit à l'Université McGill, ces chiffres sont de bon augure, dans la mesure où ils démontrent « une certaine résilience du français devant les phénomènes de fluidité linguistique qui caractérisent la planète ».

Patricia Lamarre, professeure à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, y voit aussi un phénomène « sain ». Elle souligne que dans une métropole de plus en plus diversifiée, multiculturelle et branchée sur le monde, les gens ont tendance à vivre, étudier et travailler dans plusieurs langues.

« On a tendance à mesurer le succès du français au Québec par le nombre d'unilingues francophones, déplore-t-elle. Il y a un non-sens dans tout cela, teinté d'une idéologie assimilationniste qui date du XX<sup>e</sup> siècle, celle du *melting pot* américain. »

M. Weinstock juge aussi qu'il y a « quelque chose d'excessif à se préoccuper de la langue parlée à la maison, comme si cela pouvait devenir un objet de politique publique ».

Selon lui, l'époque des deux solitudes est révolue – et la loi 101 a porté ses fruits. « Je m'inquiète de la cécité dont font preuve certaines personnes, incapables de reconnaître les progrès du français au Québec depuis 40 ans, dit-il. Autrefois, c'était la langue des porteurs d'eau. Aujourd'hui, c'est celle de la réussite. »

Les chiffres du recensement n'ont rien pour justifier un tel enthousiasme, croit pourtant le démographe Marc Termote, de l'Université de Montréal. « Les tendances se vérifient et malheureusement, il faut bien s'attendre à ce qu'un jour, [le français parlé à la maison à Montréal] passera sous la barre des 50%. »

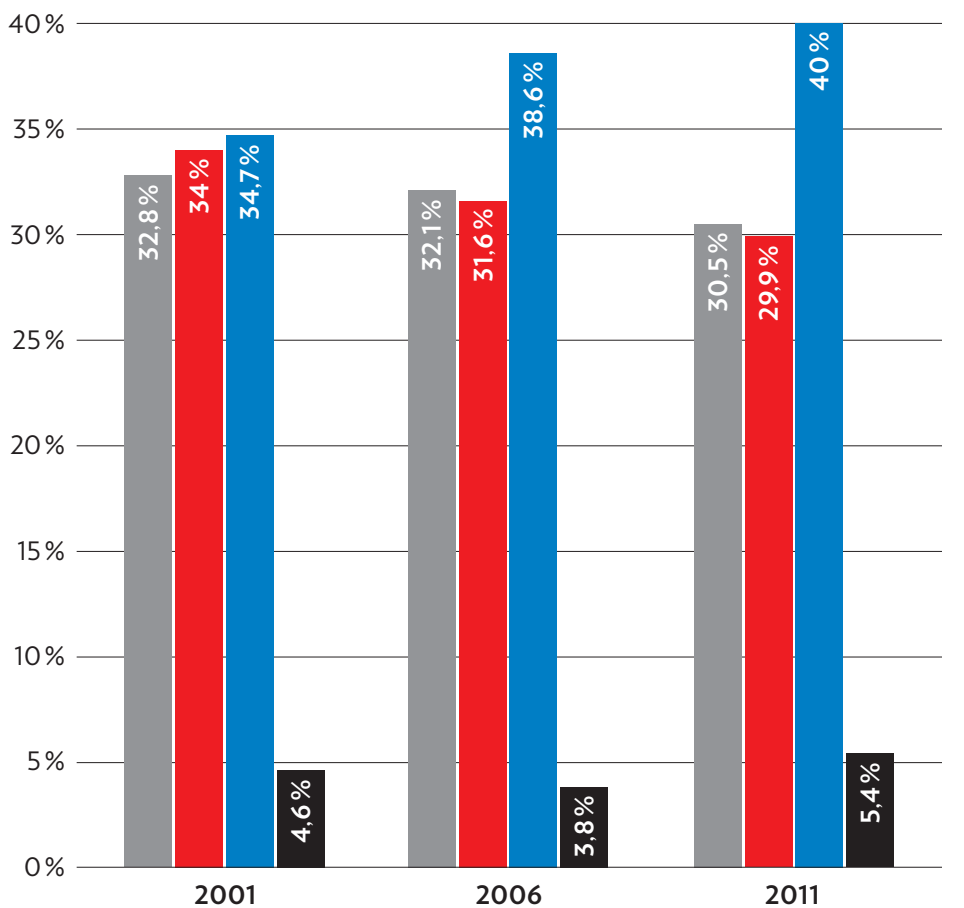
Évidemment, l'État ne peut dicter aux gens la langue d'usage à la maison, ajoute-t-il. « Mais peut-on s'imaginer qu'on continuera à observer cette baisse des francophones alors que dans le domaine public, l'utilisation du français augmentera? »

Sans être d'accord, M. Weinstock admet qu'on peut faire dire tout et son contraire aux chiffres. « On peut faire un portrait alarmiste ou rassurant. Tout dépend de la manière dont on mesure les choses. »

Le rapport peut être consulté sur le site de Statistique Canada au [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca).

## LANGUES PARLÉES À LA MAISON

(Proportion de la population de langue maternelle autre que française ou anglaise selon les langues parlées à la maison)



■ « Autre » langue  
 ■ Anglais, le plus souvent ou régulièrement  
 ■ Français, le plus souvent ou régulièrement  
 ■ Français et anglais, le plus souvent ou régulièrement

Sources: Statistique Canada, recensements de la population, 2001, 2006 et 2011.

**Grand blitz d'octobre!**  
Dernière chance!  
25-26-27-28 Octobre

**40<sup>e</sup>**  
ANNIVERSAIRE

**TEMPO**  
le seul | le vrai | l'unique

**Abri simple**  
toit pointu ou rond 6'6"

À partir de

# 329\$

11' X 16' X 6'6"  
Rég. 560\$.

Financement disponible

Autres longueurs et hauteurs disponibles

---

**Abri double**  
toit pointu 6'6"

À partir de

# 899\$

16' X 20' X 6'6"  
Rég. 1420\$.

Financement disponible

**MODÈLE POINTU**  
Hauteur libre 6'6"

**MODÈLE ROND** Toile soudée industrielle 10 oz | Hauteur libre 7'10" 18' et 20' de large

---

**Abri de rangement**

**Abri portique**  
À partir de

# 189\$

Porte Tempo «clip»

Abri simple 99\$  
Abri double 129\$

Modèle monopente

Plusieurs longueurs disponibles À partir de 769\$

---

**PROTÉGEZ**  
votre TEMPO contre les vents violents avec notre système d'ancrage permanent

**LOCATION DISPONIBLE**  
Détails en magasin.

---

Financement disponible

**Achetez directement du manufacturier!**

**abristempo.com**

---

**LAVAL**  
3265, rue Jules-Brillant  
(Sortie Chomedey nord, Saint-Elzéar à droite, Jacques-Bureau à gauche, Jules-Brillant à gauche)  
**450 625-1931**

Lundi au mercredi: 9 h à 18 h  
Jeudi et vendredi: 9 h à 20 h  
Samedi: 9 h à 17 h  
Dimanche: 11 h à 16 h

**MONTRÉAL**  
7970, rue Jarry E., Anjou  
(À l'ouest du boul. Roy Lawson)  
**514 355-7671**

Lundi au vendredi: 9 h à 18 h  
Samedi: 9 h à 17 h  
Dimanche: 11 h à 16 h

**BROSSARD**  
9575, rue Ignace, Local D  
(Coin Matte)  
**450 465-1245**

Lundi au vendredi: 9 h à 18 h  
Samedi: 9 h à 17 h  
Dimanche: 11 h à 16 h

\*Taxes en sus. Détails en magasin.

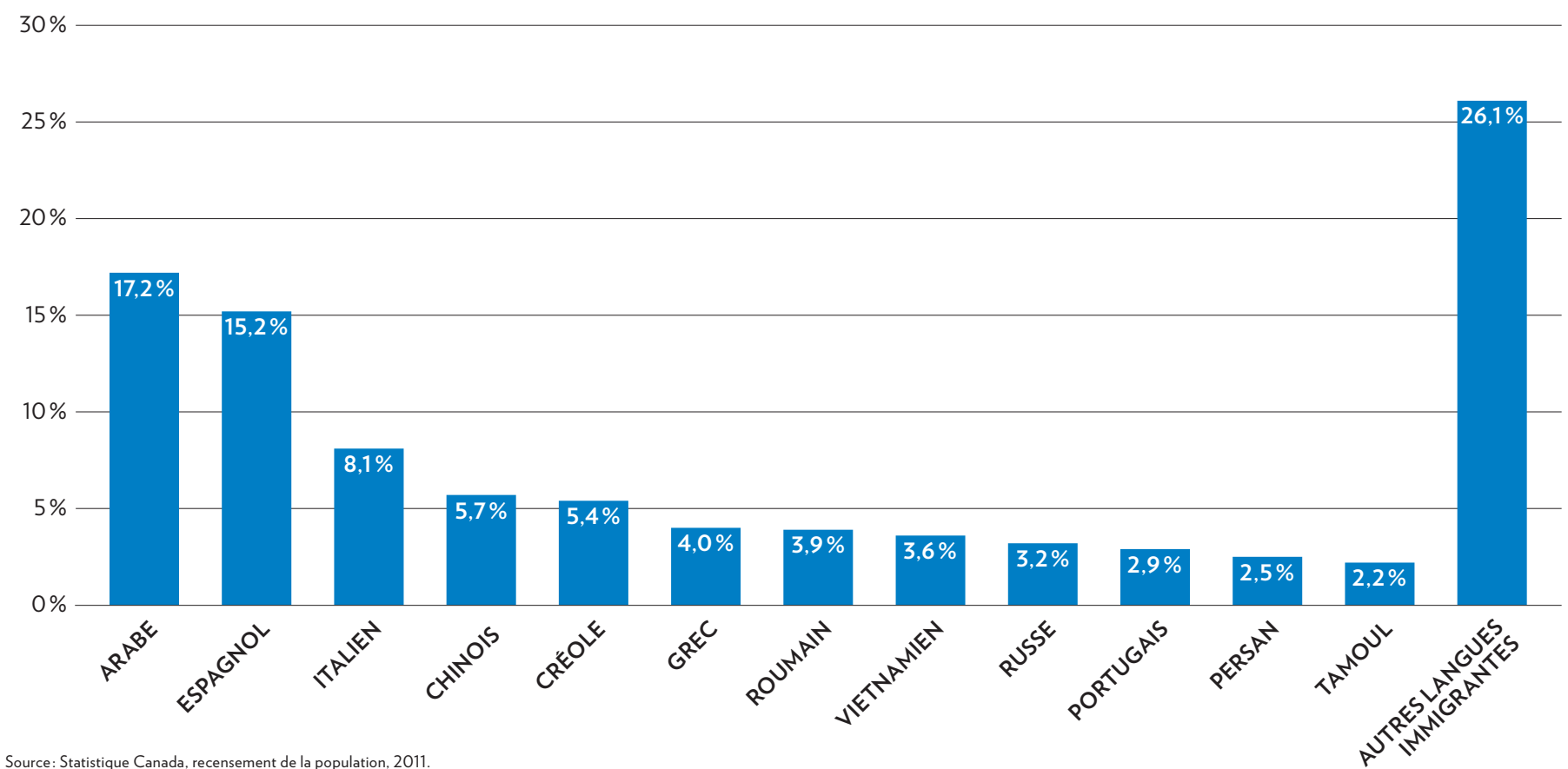
# LA LANGUE PORTRAIT STATISTIQUE



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

## LES LANGUES IMMIGRANTES À MONTRÉAL

(Pourcentage de la population qui parle l'une des 12 langues immigrantes déclarées dans la région métropolitaine de recensement de Montréal)



Source: Statistique Canada, recensement de la population, 2011.



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Le NPD soutient que le recul du français est inquiétant pour les communautés francophones.

## Le PQ veut un Montréal majoritairement francophone

PAUL JOURNET  
ET JOËL-DENIS BELLAVANCE

QUÉBEC ET OTTAWA — Le recul du français à Montréal, confirmé par la plus récente étude de Statistique Canada, doit être combattu par le renforcement de la Charte de la langue française et des mesures ciblées pour le Grand Montréal, croit le gouvernement Marois.

«Montréal majoritairement francophone, c'est un objectif national légitime. C'est la première fois [qu'un gouvernement] dit ça. On y tient, on va y travailler», affirme Jean-François Lisée, ministre responsable de la métropole.

«Un certain nombre de Montréalais d'origine étrangère retiennent leur langue première pendant très longtemps. C'est parfaitement légitime de leur part. Mais moins il y a de francophones dans l'île, moins les francophones peuvent intégrer les autres», observe M. Lisée.

Le gouvernement péquiste veut freiner l'exode des familles francophones vers la banlieue, causé entre autres par le coût des logements. M. Lisée prépare un plan d'action qui sera dévoilé dans les prochaines semaines ou les prochains mois. Parmi les solutions envisagées: favoriser l'accès à l'habitation et aux logements abordables à trois ou quatre chambres pour les familles. Ces mesures seraient destinées à tous les Montréalais, peu importe leur langue. «Mais avec les tendances démographiques, on sait qu'au final, ça signifierait la rétention de davantage de francophones», précise-t-il.

En campagne électorale, le Parti québécois (PQ) a promis de renforcer la Charte de la langue française. Un projet de loi devait être déposé dans les 100 premiers jours au pouvoir. Mais l'opposition, qui est majoritaire, est contre et risque de le bloquer. La ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy,

n'a pas voulu dire si cet engagement serait respecté. La décision relève de M<sup>me</sup> Marois, qui pourrait l'annoncer dans son discours inaugural, a-t-elle simplement indiqué.

M<sup>me</sup> De Courcy se dit «inquiète» de l'étude de Statistique Canada. Elle se console en constatant que plus d'immigrants apprennent le français. «C'est le début d'une bonne nouvelle. Ce qui manque pour m'en réjouir, c'est [...] la langue au travail», soutient-elle. La langue de travail est «le premier intégrateur» des nouveaux arrivants, explique-t-elle. «Exiger le bilinguisme devient la norme, et pas l'exception.»

### Réactions à Ottawa

À Ottawa, le Nouveau Parti démocratique (NPD) a soutenu que le recul du français au pays est inquiétant pour l'avenir des communautés francophones. «Les données de Statistique Canada démontrent que le bilinguisme recule au Canada. Les conservateurs ne montrent pas l'exemple quand ils nomment un vérificateur [général, Michael Ferguson] ou un juge unilingue anglophone à la Cour suprême. Une des solutions est d'appuyer le développement économique des collectivités de langue officielle, plutôt que de suggérer aux gens de déménager pour trouver un emploi ailleurs», a dit aux Communes Yvon Godin, porte-parole du NPD en matière de langues officielles.

Pour le chef du Bloc québécois, Daniel Paillé, les résultats du dernier recensement démontrent encore une fois la nécessité de protéger la langue française au Québec.

Le député conservateur Jacques Gourde a pour sa part soutenu que le gouvernement Harper appuie «la dualité linguistique» au pays et a «livré la marchandise» en consacrant 1,1 milliard de dollars à divers programmes de promotion des langues officielles.



Espace pour la vie vous invite à ses jardins de lumière

**Le Japon ajoute ses couleurs à la Magie des lanternes**

Jusqu'au 4 novembre

Jardin botanique de Montréal

Plus que 11 jours!



Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire



espacepourlavie.ca

## LA LANGUE PORTRAIT STATISTIQUE

# Confessions d'une allophone dans le placard



**RIMA  
ELKOURI**  
CHRONIQUE

Suis-je une allophone? Une francophone? Un téléphone? Il y a des jours où, franchement, je m'y perds. Lire la dernière étude de Statistique Canada et le déluge d'analyses contradictoires qui a suivi ne fait qu'aggraver ma confusion linguistique et celle d'un nombre croissant de Québécois d'origine étrangère qui vivent en français.

En prenant connaissance du portrait présenté hier par Statistique Canada, j'ai repensé à ma propre hésitation au moment de remplir le formulaire de recensement. Comme bien des Montréalais, je suis toujours embêtée quand vient le temps de confier ma vie linguistique aux petites cases des statisticiens. Je m'y sens toujours à l'étroit. C'est un peu comme tenter de fermer une valise à la fin d'un long

voyage. La valise qui se fermait parfaitement avant le départ finit par déborder. Il y a toujours un vêtement qui se coince dans la fermeture éclair.

Quand Statistique Canada nous dit qu'il y a désormais

La bonne nouvelle, c'est que les allophones – mot utilisé par les statisticiens pour parler de ces gens dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais – peuvent fort bien être des francophones, si on le veut bien et qu'on planifie bien les choses. C'était le but de la Charte de la langue française: faire du français la langue d'usage public de tous les Québécois. Cela a donné de très bons résultats. En 1975, une écrasante majorité d'allophones fréquentaient l'école anglaise.

promu et protégé. L'équilibre linguistique montréalais est toujours fragile, à suivre de près.

La bonne nouvelle, disais-je, c'est que les allophones peuvent fort bien être des francophones, si on le veut bien. J'ai moi-même réalisé en remplissant le formulaire de recensement que j'étais une sorte d'allophone dans le placard. J'ai toujours pensé que j'étais francophone. Mais voilà, tout au fond de ma valise linguistique, il y a de l'arabe. Est-ce ma langue maternelle?

soupçonne ma mère d'avoir choisi ce prénom juste pour pouvoir chanter cette magnifique chanson.)

J'ai donc été bercée en arabe. C'est peut-être la première langue que j'ai apprise à la maison. Je dis «peut-être» parce qu'il y a aussi la langue paternelle, non? Il se trouve que ma langue paternelle, c'est le français. À la maison, on parlait les deux langues, comme cela se fait dans beaucoup de foyers immigrants. La phrase commencée en arabe se terminait souvent en français. Quand on se faisait engueuler, c'était toujours en arabe. Si bien que lorsque Statistique Canada me demande de nommer la langue apprise en premier lieu dans mon enfance et que je comprends encore, je ne sais pas quel bout de phrase choisir. Ce que je sais, c'est que peu importe la langue parlée à la maison, ce qui a vraiment compté, c'est la langue apprise à l'école.

Aujourd'hui, je ne maîtrise pas assez bien l'arabe (ni l'art du chant d'ailleurs) pour chanter une berceuse de Fairouz à mes enfants. Je le maîtrise juste assez mal pour que ma grand-mère m'en fasse la remarque quand je l'appelle. Et même si je suis une allophone dans le placard, ma vie se passe essentiellement en français.

Toutes ces considérations, à l'image de la réalité linguistique plurielle d'un nombre croissant de Montréalais, n'entrent dans aucune case.

**Quand Statistique Canada nous dit qu'il y a désormais plus d'allophones que de francophones au pays ou que la population allophone est en croissance à Montréal, qu'est-ce que cela signifie au juste pour l'avenir du français? À mon avis, pas grand-chose.**

plus d'allophones que de francophones au pays ou que la population allophone est en croissance à Montréal, qu'est-ce que cela signifie au juste pour l'avenir du français? À mon avis, pas grand-chose. Vous en connaissez, vous, des gens qui parlent «l'allophone»?

Aujourd'hui, une écrasante majorité d'allophones, enfants de la loi 101, fréquentent l'école française.

Est-ce à dire qu'il n'y a plus rien à faire pour assurer l'avenir du français? Non. Comme langue minoritaire dans un océan anglophone, le français au Québec devra toujours être

D'une certaine façon, oui, car c'est bien la langue première de ma mère, celle dans laquelle elle me chantait des berceuses. Une seule berceuse, en fait, toujours la même, *Yalla Tnam Rima* de la célèbre chanteuse libanaise Fairouz. (Ça veut dire «Que s'endorme Rima». Je

## DES DÉFENSEURS DU FRANÇAIS DEMANDENT UNE LOI 101 AMÉLIORÉE

La loi 101 doit être renforcée rapidement pour prévenir le déclin du français, selon le Mouvement Québec français. Son président, Mario Beaulieu, sa cofondatrice Maria Mourani, députée bloquiste, et l'ancien député du Parti québécois Pierre Curzi ont réagi hier, lors d'un point de presse, aux données linguistiques du recensement de Statistique Canada. «Il faut une refonte de la loi 101 pour boucher les failles, a dit

M<sup>me</sup> Mourani, porte-parole du Bloc québécois en matière de langues officielles. Il faut l'adapter à la réalité d'aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation, des nouvelles technologies.» La proportion de Québécois qui ont déclaré parler uniquement le français à la maison est passée de 75,1% en 2006 à 72,8% en 2011. On remarque une baisse du français et de l'anglais comme langues maternelles à Montréal. Par contre, on

observe une augmentation du nombre de personnes qui parlent plus d'une langue à la maison, avec une hausse du français comme deuxième langue. Pierre Curzi a attribué cet accroissement – de 3,8% à 5% – aux immigrants qui connaissent déjà la langue française à leur arrivée au pays. Maria Mourani s'attendait à un recul plus marqué du français et a attribué l'écart moins important que prévu

aux changements dans le questionnaire. Jean-Pierre Corbeil, spécialiste en chef de Statistique Canada pour l'analyse des données linguistiques, concède qu'il faut rester prudent avec les chiffres publiés hier. «On peut penser que si on avait eu des outils comparables [à 2006], on aurait dû s'attendre à plus [de recul du français]», note-t-il.

— Janie Gosselin

## MAISON CORBEIL



## MILIEU DE VIE

MAISONCORBEIL.COM

lit richard. grand 2 places 2595\$, très grand 2 places 2995\$.

MONTREAL 1215, boul. crémazie ouest – t. 514 382 1443 LAVAL 2323, autoroute des laurentides – sortie boul. le carrefour – t. 450 682 3022  
BROSSARD dès le 1<sup>er</sup> novembre – 8480, boul. leduc, suite 10 – t. 450 443 4143

# Moins d'argent pour les Patriotes

Le financement qu'accorde Ottawa aux 175 ans des rébellions de 1837-1838 représente moins de 1% de celui réservé à la guerre de 1812

EXCLUSIF

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Dans son enthousiasme à célébrer le 200<sup>e</sup> anniversaire de la guerre de 1812, le gouvernement Harper semble avoir presque oublié une autre date importante: le 175<sup>e</sup> anniversaire des rébellions des Patriotes.

Pourtant, même si le drapeau des Patriotes est souvent associé au mouvement souverainiste, les luttes menées en 1837 et en 1838 dans ce qui est aujourd'hui l'Ontario et le Québec visaient l'obtention d'un gouvernement responsable par des francophones et des anglophones. Elles ont d'ailleurs marqué un jalon important dans le développement du Canada démocratique actuel, selon des politiciens et des historiens.

«Le fait dominant du XIX<sup>e</sup> siècle, ce n'est pas la défense du territoire comme en 1812, estime Pierre Anctil, professeur d'histoire à l'Université d'Ottawa. C'est la montée vers le gouvernement responsable. C'est ça que le gouvernement canadien devrait vraiment célébrer.»

Le budget accordé à la guerre de 1812 par le gouvernement Harper pourrait atteindre 70 millions de dollars, selon des évaluations qui ont circulé il y a quelques mois. À lui seul, le ministère du Patrimoine affirme avoir dépensé 28 millions.

Or, jusqu'à maintenant, ce même ministère a accordé moins de 225 000\$ pour commémorer les rébellions du Haut-Canada et du Bas-Canada. Cette somme inclut deux subventions. Une première subvention de 114 000\$ a permis l'aménagement du nouveau parc Louis-Joseph-Papineau à Saint-Denis-sur-Richelieu, lieu de la bataille historique entre les 200 Patriotes du D<sup>r</sup> Wolfred Nelson et les soldats du général britannique Charles Gore. Une statue de Papineau y a d'ailleurs été inaugurée la fin de semaine dernière, en présence de plusieurs ténors du mouvement souverainiste.

Une seconde subvention, de 109 000\$, a été accordée aux «Festivités 2012 à



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Le budget accordé à la guerre de 1812 pourrait atteindre 70 millions, selon des estimations. Or, jusqu'à maintenant, Ottawa a accordé moins de 225 000\$ pour commémorer les rébellions de 1837-1838.

Saint-Eustache», mais pour deux anniversaires: le 175<sup>e</sup> anniversaire des rébellions et le 250<sup>e</sup> du moulin Légaré.

Les sommes dépensées jusqu'ici pour commémorer les rébellions des Patriotes pourraient donc représenter moins de 1% de ce qui devrait être accordé pour la guerre de 1812. Et Ottawa ne semble pas sur le point de prendre d'initiative pour combler l'écart: «S'il y a des gens qui souhaitent présenter des projets, on les invite à le faire», a indiqué Sébastien Gariépy, porte-parole du ministre du Patrimoine, James Moore.

## Occasion manquée

Des experts et des politiciens interrogés par *La Presse* estiment qu'il s'agit à la fois d'un choix douteux et d'une occasion manquée par le gouvernement Harper.

«La chose à célébrer, c'est effectivement la bataille pour la démocratie. S'ils ratent cet événement-là ou s'ils le font de façon si discrète, c'est déplorable», a affirmé le député libéral Stéphane Dion.

Selon l'historien Pierre Anctil, la différence de traitement entre ces deux faits historiques est même bizarre. «En faisant l'apologie de 1812 et du système de pouvoir et militaire en place, on veut illustrer

des faits d'armes d'un système qui va se retourner contre les Canadiens en 1837-1838 pour tenter d'empêcher le Canada d'accéder à la démocratie. Ce n'est quand même pas rien!», explique-t-il.

À l'époque, tandis que les Papineau, Chénier ou Nelson dirigeaient leurs hommes au Bas-Canada, dans le Haut-Canada, William Lyon Mackenzie, grand-père du futur premier ministre Mackenzie King, dirigeait les siens pour lutter contre l'oligarchie locale, le *family compact*. «C'est l'ensemble du Canada, autant le Haut que le Bas, qui était en quête d'un gouvernement responsable», dit le professeur Anctil.

Des sources au gouvernement ont fait valoir qu'il était normal de célébrer davantage un 200<sup>e</sup> anniversaire qu'un 175<sup>e</sup> anniversaire.

Mais le député du Bloc québécois Louis Plamondon a une autre explication. «Ce qui les fatigue le plus, c'est que le mouvement des Patriotes était en opposition à l'Angleterre, a-t-il noté. Alors qu'eux, cette année, ils l'ont consacrée à l'Angleterre, au point de même faire des ambassades communes.»

«Je suis pas mal certain qu'ils auraient aimé mieux que les Patriotes arrivent l'année prochaine.»

## DES RÉBELLIONS À LA COLLINE PARLEMENTAIRE

### 1837

Rébellions dans le Haut-Canada et le Bas-Canada contre l'oligarchie britannique et pour la démocratisation des institutions politiques.

### 1838

Le rapport Durham analyse la rébellion et recommande l'union du Haut-Canada et du Bas-Canada, ainsi qu'un gouvernement responsable dominé par les anglophones.

### 1841

Le Haut-Canada et le Bas-Canada sont réunis dans le «Canada-Uni».

### 1849

Premier gouvernement responsable de Robert Baldwin et Louis-H. LaFontaine. Aussi, le parlement de Montréal est incendié en réaction à la décision d'indemniser les habitants du Bas-Canada pour les pertes subies en 1837-1838.

### 1857

Après huit ans d'alternance entre Québec et Toronto, Ottawa est choisi pour accueillir le parlement.

### 1867

Le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse forment une fédération avec le Canada-Uni. Le Dominion du Canada est né.

PLONGEZ DANS L'ACTION

## SPORTS

Tous les jours dans *La Presse*



L'audio numérique pour tous

Vous vous posez des questions ?

Nous vous donnons des réponses !

Comment fonctionne l'audio numérique? Quels sont les différents formats? Quel est le rôle du DAC ? Comment importer la musique d'une façon optimale ?

Séminaire gratuit!

Montréal le 27 octobre 10h  
Laval le 3 novembre 10h

Confirmez votre présence avant le 26 octobre.



NAD

À l'achat d'un ampli NAD C356DAC, recevez un câble USB de haute qualité Audio Quest d'une valeur de \$105.00

FILION  
ÉLECTRONIQUE  
Vous êtes bien entouré

MONTRÉAL : 5690, Sherbrooke Est, Qc, H1N 1A1 T : 514-254-6041  
LAVAL : 2323, Aut. des Laurentides, Qc, H7S 1Z7 T : 450-688-0333  
www.filion.ca



espace pour la vie montréal

Espace pour la vie vous invite à célébrer

## L'Halloween

Jusqu'au 31 octobre

Jardin botanique et Insectarium de Montréal

Plus que 7 jours!



Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire

Québec

Montréal



espacepourlavie.ca

# GOUROUS INC.

Les guérisseurs dans le collimateur

## La France lance une commission d'enquête

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

La France a pris une longueur d'avance sur le Québec en lançant une commission d'enquête sur les sectes dans le domaine de la santé. Depuis hier, elle tente de cerner l'étendue des risques liés aux pseudo-guérisseurs et à leurs supposées cures miracles.

Au Québec, le problème est déjà d'une ampleur criante. Morts, psychoses, fraudes, viols, blessures, familles disloquées et folles dépenses... Au cours des dernières semaines, la publication de notre enquête

«Gourous inc.» a mis au jour d'innombrables ravages.

Selon le Collège des médecins du Québec, les dangers sont déjà assez évidents pour que le gouvernement intervienne sans tarder. «Une commission d'enquête coûte très cher et prend énormément de temps. On veut trouver des façons plus directes d'agir», indique Charles Bernard, président de l'organisme.

Le 2 novembre, le Collège et le ministre de la Justice, Bertrand Saint-Arnaud, évalueront comment juguler l'épidémie de gourous-guérisseurs – que ce soit en leur imposant des peines

beaucoup plus sévères, en facilitant le recours à l'injonction ou en lançant de grandes campagnes d'information.

de pratiques non conventionnelles sans fondement scientifique pose aujourd'hui une réelle question de santé publi-

**Pour le Collège des médecins du Québec, les dangers sont déjà assez évidents pour que le gouvernement intervienne sans tarder.**

«Le ministre est prêt à entendre le Collège. Il est ouvert à cette question-là», nous a indiqué sa porte-parole, Sarah Magnan.

En France, «le développement

que, encore mal connue, qu'il importe d'évaluer», peut-on lire sur le site web du Sénat, qui chapeaute la commission d'enquête.

Les approches non

scientifiques mettent la santé des Français en péril et sont parfois «une véritable porte d'entrée pour les mouvements sectaires», y lit-on aussi.

Le Sénat français se fie à un récent rapport de la Mission de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES). En avril, on y a découvert que c'est le domaine de la santé qui génère le plus grand nombre de signalements (soit 25% de tous les signalements reçus par la MIVILUDES – une proportion qui va en s'accroissant).

Le rapport précise aussi que la France compte 1800 structures de formation «à risques», 4000 «psychothérapeutes» autoproclamés n'ayant suivi aucune formation et 3000 médecins liés à la mouvance sectaire.

Au Québec, aucun organisme n'est en mesure de fournir des statistiques du genre.

# Lozeau Simplement ensorcelant!

**Nikon**  
D3200



ÉCONOMISEZ 80\$

Ens. D3200 avec 18-55mm VR

669<sup>99</sup>\$ Rég. 749<sup>99</sup>\$

EN PRIME:  
• Adaptateur Wi-Fi WU-1A  
• Atelier de 2 heures \*

• 24,2 mégapixels, vidéo HD 1080p  
• Jusqu'à 12 800 ISO, écran 3po  
• Disponible en noir ou rouge

NI D32001855VR

**Canon**  
EOS Rebel T4i



ÉCONOMISEZ 150\$

Ens. EOS Rebel T4i avec 18-135mm IS STM

949<sup>99</sup>\$ Rég. 1 099<sup>99</sup>\$

EN PRIME:  
• Poignée BG-E8, pile LP-E8 et sac Canon

• 18 mégapixels, jusqu'à 25 600 iso  
• Vidéo HD intégrale avec AF continu  
• Écran tactile et orientable 3po, 5 ips

CA 6558B006

**Nikon**  
ENS. D7000 AVEC 18-105MM VR



1269<sup>99</sup>\$ Rég. 1399<sup>99</sup>\$

• 16,2 mégapixels, jusqu'à 25 600 ISO  
• Vidéo HD intégrale 1080p avec AF continu  
• Boîtier en magnésium, autofocus 39 points

NI D700018105VR

**POIGNÉE D'ALIMENTATION MB-D11**



199<sup>99</sup>\$ Rég. 299<sup>99</sup>\$

• Design ergonomique  
• Assure une plus grande stabilité  
• Fonctionne avec EN-EL15 ou 6 piles AA  
• Déclencheur vertical

NI 27013

**OBJ. AF 50MM F/1.4D**



239<sup>99</sup>\$ Rég. 379<sup>99</sup>\$

• Idéal pour portrait en lumière ambiante  
• Image sans distorsion de haute définition  
• Excellent contraste

NI 1902

**Panasonic**  
ENS. GF5 AVEC 14-42MM X



ÉCONOMISEZ 130\$

669<sup>99</sup>\$ Rég. 799<sup>99</sup>\$

• 12,1 mégapixels  
• Écran tactile 3po, contrôle créatif  
• Vidéo HD avec AF continu  
• Garantie de 1 an

PAN DMCGF5K

**Canon**  
ENS. EOS REBEL T3I AVEC 18-55MM IS II



ÉCONOMISEZ 110\$

639<sup>99</sup>\$ Rég. 749<sup>99</sup>\$

• 18 mégapixels, jusqu'à 12 800 iso  
• Vidéo HD intégrale avec contrôles manuels  
• Écran orientable 3po, mesure 63 zones  
• Garantie de 1 an

CA 5169B004

**SONY**  
ENS. NEX-7 AVEC 18-55MM OSS



ÉCONOMISEZ 150\$

1 199<sup>99</sup>\$ Rég. 1 349<sup>99</sup>\$

• 24,3 mégapixels, vidéo HD intégrale  
• 10 ips, flash intégré, écran orientable 3po  
• Boîtier en magnésium, viseur OLED  
• Garantie de 2 ans

SO NEX7K8

**Canon**  
IMPRIMANTE PRO 9000 MARK II (1)



ÉCONOMISEZ 300\$

169<sup>99</sup>\$ Rég. 469<sup>99</sup>\$

• Jusqu'à 13 x 19 po  
• Système ChromaLife 100  
• 8 réservoirs d'encre indépendants  
• 4 800 x 2 400 ppp

CA 3295B003

**Nikon**  
COOLPIX S800C



ÉCONOMISEZ 90\$

Rég. 349<sup>99</sup>\$ Rég. 379<sup>99</sup>\$

• 16 mégapixels, technologie Android  
• Zoom optique 10x grand-angle  
• Wi-Fi et GPS intégré, vidéo 1080p  
• Écran tactile ACL 3,5po  
• Disponible en noir ou blanc

NI 32301

**Nikon**  
ENS. J1 AVEC 10-30MM



ÉCONOMISEZ 90\$

439<sup>99</sup>\$ Rég. 529<sup>99</sup>\$

• 10,1 mégapixels, vidéo HD 1080p  
• Simplicité intuitive, 10ips, écran 3po  
• Capteur CMOS AF haute vitesse  
• Disponible en noir, blanc ou argent

NI 34201

**SONY**  
HANDYCAM PJ710V



ÉCONOMISEZ 50\$

1199<sup>99</sup>\$ Rég. 1249<sup>99</sup>\$

• HD intégrale 60p/24p, contrôles avancés  
• Objectif Carl Zeiss 10X, CMOS 1/2,88po  
• Mémoire flash 32 Go, projecteur intégré  
• Stabilisateur optique balancé, GPS

SO HDRPJ710V

**Canon**  
OBJ. EF 40MM F/2.8 STM



ÉCONOMISEZ 50\$

199<sup>99</sup>\$ Rég. 229<sup>99</sup>\$

• Moteur AF pas-à-pas  
• Revêtements optimisés  
• Grande ouverture de f/2,8  
• Ultra-mince et silencieux

CA 6310B002

**Canon**  
OBJ. EF 75-300MM F/4.0-5.6 III USM



ÉCONOMISEZ 50\$

229<sup>99</sup>\$ Rég. 279<sup>99</sup>\$

• Compact et léger  
• Micromoteur USM  
• 13 lentilles en 9 groupes  
• Mécanisme amélioré

CA 6472A002

**Nikon**  
ENS. PARAPLUIE PRO



159<sup>99</sup>\$ Rég. 179<sup>99</sup>\$

• 1 parapluie pour flash portatif (46 po)  
• 1 attache pivotante pour flash  
• 1 support à lampe deluxe (9 pi)  
• 1 étui pour parapluie

NI 30503

**Nikon**  
JUMELLES MONARCH 5 10X42



339<sup>99</sup>\$ Rég. 359<sup>99</sup>\$

• Boîtier fin et léger  
• Étanche / antibuée  
• Optiques alignées avec précision  
• Traitement multicouche diélectrique

NI 7543

**Canon**  
CAMÉSCOPE VIXIA XA10



ÉCONOMISEZ 400\$

1 799<sup>99</sup>\$ Rég. 2 199<sup>99</sup>\$

• Capteur CMOS natif 1920 x 1080  
• Objectif HD 10x authentique Canon  
• Mémoire interne 64 Go, codec AVCHD  
• Écran tactile 3,5po, prises audio XLR

CA 4922B002

**Canon**  
POWERSHOT SX500 IS



Nouveau!

329<sup>99</sup>\$ Rég. 349<sup>99</sup>\$

• 16 mégapixels  
• Zoom optique 30x grand-angle  
• Vidéo HD 720p, écran ACL 3po  
• Stabilisation d'image intelligente

CA 6353B005

**Canon**  
POWERSHOT D20



359<sup>99</sup>\$ Rég. 379<sup>99</sup>\$

• 12,1 mégapixels, étanche et antichoc  
• EN PRIME: Ens. d'accessoires AKT-DC2 avec flotteur, dragonne, mousqueton, étui en silicone et étui souple SC-DC80 (valeur de 139,99\$)

CA 6145B005

VENTE ET LOCATION | LABORATOIRE PHOTO | ATELIERS DE PHOTO ET VIDEO | RÉPARATION ET ENTRETIEN  
6229, SAINT-HUBERT, MONTRÉAL | T 514 274 6577 | DÉPT. COMMERCIAL 514 274 4428  
OUVERT DÈS 8H EN SEMAINE ET DÈS 9H LES FINS DE SEMAINE | SERVICE DE RÉCLAMATION D'ASSURANCE



Offres valides du 25 au 31 octobre 2012. À l'achat d'un appareil Nikon compact, hybride, ou Reflex, d'une valeur de plus de 300\$, obtenez gratuitement un atelier d'introduction à la photo de 2 heures d'une valeur de 50\$. Sur présentation du coupon. Informez vous sur les dates disponibles au 514 490 2281 ou sur Lozeau.com dans la section événement. Coupon valide du 22 octobre jusqu'au 31 décembre 2012. Inscriptions jusqu'au 31 janvier. Réservations requises. Places limitées. \*Quantités limitées. Photos peuvent différer. Aucune commande spéciale. «Lozeau», les logos Lozeau et tous slogans, images et symboles relatifs à Lozeau sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de L.L.Lozeau Ltée.



## SANTÉ

# Ottawa veut encadrer l'appellation halal

MARIE ALLARD

Des aliments sont faussement vendus comme étant halal – c'est-à-dire conformes aux rites musulmans – au Canada. Bonne nouvelle: le gouvernement fédéral veut réduire ces fraudes, difficiles à détecter pour les consommateurs.

« L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) est en train d'analyser les différentes options pour réduire l'utilisation frauduleuse des revendications halal sur les étiquettes des produits alimentaires, a confirmé hier à *La Presse* Guy Gravelle, porte-parole de l'Agence. Une fois cette analyse terminée, l'ACIA partagera son approche proposée avec les parties prenantes, y compris le grand public, pour examen et commentaires. »

L'étiquetage des produits casher est encadré par Ottawa, mais rien ne réglemente l'appellation halal. C'est problématique, selon M<sup>c</sup> Pierre Bosset, professeur au département de sciences juridiques de l'UQAM. Ne serait-ce qu'en vertu de la neutralité religieuse de l'État, qui ne doit pas protéger une religion – dans ce cas-ci, le judaïsme – sans accorder la même protection aux autres cultes.

Problème: la définition de ce qui est halal divise les musulmans, qui sont plus ou moins stricts à certains égards. Ce n'est pas au gouvernement de trancher ces points de discorde, a souligné M<sup>c</sup> Bosset. « On devra vivre avec une multiplicité d'appellations halal, la neutralité de l'État l'exige », a-t-il dit.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Selon M<sup>c</sup> Pierre Bosset, l'État peut difficilement encadrer l'étiquetage des produits casher et ne pas en faire autant pour les produits halal. Il doit accorder la même protection à toutes les religions.

## Vers l'étiquetage obligatoire?

François Gendron, nouveau titulaire du ministère

aliments halal. Cela permettrait à ceux qui ne veulent pas acheter de viande halal

« On devra vivre avec une multiplicité d'appellations halal, la neutralité de l'État l'exige. » — M<sup>c</sup> Pierre Bosset, professeur au département de sciences juridiques de l'UQAM

de l'Agriculture (MAPAQ), va plus loin: il demande l'étiquetage obligatoire de

– parfois vendue incognito au supermarché – de l'éviter. Plus de 80 % des Québécois

estiment que l'étiquetage des produits halal doit être mis en évidence et transparent, selon un sondage Léger Marketing réalisé pour le *Journal de Montréal*.

« La demande des consommateurs est légitime, il faut tendre vers cela », a indiqué Maxime Giroux, attaché de presse du ministre. Le Québec ne peut toutefois imposer seul l'étiquetage obligatoire, qui relève du gouvernement fédéral.

Au Québec, 20 % des abattages de viande rouge qui se font dans les abattoirs de compétence provinciale respectent un rituel religieux, a dit Thérèse Loubier, vétérinaire au MAPAQ. Dans la vaste majorité des cas, il s'agit d'abattage halal.

C'est évidemment légal. Le Règlement fédéral sur l'inspection des viandes prévoit que les animaux doivent perdre connaissance avant la saignée, mais des exceptions sont prévues pour l'abattage halal ou casher, qui peuvent se faire à froid.

## Abattage à domicile

Demain, à l'occasion de la fête de l'Aïd, plusieurs familles musulmanes égorgeront un animal, pour commémorer la soumission d'Abraham à Dieu. Étonnamment, elles sont autorisées à faire l'abattage à domicile, si cela ne contrevient pas aux règlements municipaux et normes environnementales en vigueur.

« Un consommateur peut abattre un animal chez lui pour sa consommation personnelle, a reconnu la D<sup>re</sup> Loubier. Mais le MAPAQ recommande toujours qu'on fasse l'abattage dans un abattoir. »

20 %

des abattages\* de viande rouge respectent un rituel religieux. La grande majorité sont des abattages halal.

1 %

des abattages\* de volaille respectent un rituel religieux.

\*Dans les abattoirs de compétence provinciale.

Source: La D<sup>re</sup> Thérèse Loubier, coordonnatrice des activités d'inspection du secteur des viandes au MAPAQ

## QU'EST-CE QUI EST HALAL?

Les aliments halal – ce qui veut dire licites – sont ceux qui sont permis selon le Coran. Parmi les aliments proscrits (dits haram), on trouve le porc, l'alcool, les animaux carnivores, le sang, la gélatine et les animaux qui ne sont pas abattus selon les rites musulmans.

– Marie Allard

# Le compromis du végétarien dans les écoles

EXCLUSIF

MARIE ALLARD

Seuls 10 % des parents d'élèves musulmans en France disent accepter sans réserve que leurs enfants mangent de la viande à la cantine scolaire. Les demandes pour de la viande halal – c'est-à-dire abattue conformément aux versets du Coran – à l'école sont de plus en plus nombreuses, selon Stéphane Papi, juriste et chercheur à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman d'Aix-en-Provence.

En France, 87 % des musulmans achètent de la viande fraîche halal, selon une enquête Ifop menée en 2010.

Même les jeunes adoptent ce qui est décrit comme la « halal attitude»: on estime que près de 60 % des musulmans de moins de 30 ans consomment halal.

Très fréquentées par les élèves français qui n'ont pas l'habitude d'apporter leur boîte à lunch, les cantines

et végétarien) dans ses écoles, rapporte M. Papi. Mais comment refuser, ensuite, de cuisiner des plats différents pour les élèves qui ont d'autres convictions?

## Une solution imparfaite

La plupart des cantines n'ont, en fait, renoncé qu'à

à manger avec les autres enfants», indique M. Papi. Le menu végétarien respecte « les valeurs laïques et républicaines tout en appelant au respect des différences », a noté un adjoint du maire de Lyon.

« Les repas végétariens sont cependant encore minoritaires,

qui ne sont pas encouragés par l'État. »

## Écoles montréalaises

Chez nous, il n'y a pas de viande halal dans les cafétérias de la Commission scolaire de Montréal (CSDM). La Politique pour une saine alimentation, adoptée en 2011, précise que la CSDM « tient compte de la réalité multiethnique, sans toutefois soumettre l'offre alimentaire à des contraintes relatives aux convictions personnelles ou religieuses ». « Les élèves bénéficient d'une variété d'aliments convenant aussi aux végétariens », dit Alain Perron, porte-parole de la CSDM.

M. Papi participe au colloque « Le halal dans tous ses états », aujourd'hui à l'UQAM.

« Les repas végétariens sont beaucoup mieux acceptés que les repas halal, qui ne sont pas encouragés par l'État. » — Stéphane Papi, juriste et chercheur

répondent à ces requêtes de plusieurs façons. Initiative décriée, un lycée de Roubaix a imposé la viande halal pour tous. La Ville de Strasbourg a plutôt décidé d'offrir trois possibilités (standard, halal

servir du porc. Solution intéressante, « certaines cantines se mettent à servir des repas végétariens, ce qui permet aux enfants musulmans qui souhaitent ne manger que de la viande halal de continuer

res, souligne M. Papi. Ils donnent lieu à des controverses, et des recours ont été déposés par des associations au nom de la défense de la laïcité. Ils sont cependant beaucoup mieux acceptés que les repas halal,

## CHARTIER PRÉSENTE SES 500 MEILLEURS VINS À ACHETER LES YEUX FERMÉS

- 3500 harmonies
- Aide-mémoire vins et mets des cépages
- Graphiques des cépages et de leurs aliments complémentaires

Suivez l'auteur sur Facebook: Papilsetmolécules

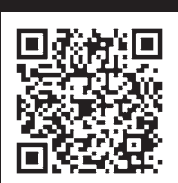
www.françoischartier.ca

Offert en librairie ou sur [librairie.lapresse.ca](http://librairie.lapresse.ca)

leséd  
éditions  
LA PRESSE

CONSULTATION DE DÉCORATION À DOMICILE

**GRATUIT!**



**SANS OBLIGATION\*\***

**514.331.5260** poste 231

Visitez: [decorationadomicile.linenchest.com](http://decorationadomicile.linenchest.com)



**ÉPARGNEZ** JUSQU'À **50%**  
SUR TOUS LES HABILLAGES  
DE FENÊTRES SUR MESURE\*

STORES • TOILES • DRAPERIES SUR MESURE • VALANCES • COUVRE-LITS • RECOUVREMENTS • QUINCAILLERIE

**HunterDouglas**

stores et parures de fenêtres



**CARTE-CADEAU  
LINEN CHEST  
GRATUITE**

pour chaque tranche d'achat  
de 500 \$ d'habillages de fenêtres†

**100\$**

†1 coupon par client ou par maison. Ce coupon doit être présenté au moment de l'achat. La carte-cadeau sera donnée après que l'achat ait été payé en entier et ne peut-être utilisée que pour des achats futurs. Non applicable sur les achats antérieurs et ne peut être combinée à aucune autre promotion. Détails en magasin. L'offre se termine le 28 octobre 2012. Certaines conditions s'appliquent.

## POURQUOI LE SERVICE À DOMICILE?

- Épargnez temps, argent et inquiétudes!

## POURQUOI LINEN CHEST?

- Les décorateurs chevronnés de notre service à domicile vous assisteront dans la création de la pièce de vos rêves, et ce, gratuitement.
- Depuis plus de 20 années consécutives Linen Chest est récipiendaire du prix Or « Le choix des consommateurs » dans la catégorie Parures de fenêtres.
- Tous nos prix sont appuyés par notre « politique du plus bas prix garanti », chaque jour, toute l'année.
- Permettez à Linen Chest de vous présenter sa salle de montre à domicile afin de vous aider à trouver la solution parfaite basée sur vos besoins particuliers.



**LINEN CHEST**

ANJOU (LES GALERIES D'ANJOU) 514.354.6314 • MONTRÉAL (CENTRE ROCKLAND) 514.341.7810 • MONTRÉAL (PROMENADES CATHÉDRALE) 514.282.9525  
BROSSARD (PLACE PORTOBELLO) 450.671.2202 • BOUCHERVILLE (CARREFOUR DE LA RIVE-SUD) 450.641.4942 • KIRKLAND (CENTRE RIOCAN) 514.694.6276  
BOISBRIAND (LE FAUBOURG BOISBRIAND) 450.420.3593 • LAVAL (LES GALERIES LAVAL) 450.681.9090 • SHERBROOKE 819.562.6215

**22 MAGASINS POUR MIEUX VOUS SERVIR! VISITEZ [WWW.LINENCHEST.COM](http://WWW.LINENCHEST.COM)**

L'offre se termine le 28 octobre 2012. \*Détails en magasin. \*\*Dans un rayon de 30 km des magasins.

## ACTUALITÉS

## COMLOT TERRORISTE AUX ÉTATS-UNIS

## L'ex-Montréalais Ahmed Ressam condamné à 37 ans de prison

ASSOCIATED PRESS

SEATTLE — Ahmed Ressam, un Algérien ayant déjà vécu à Montréal, a été condamné à 37 ans de prison, hier, à Seattle, pour avoir voulu faire exploser l'aéroport international de Los Angeles le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Ressam avait été arrêté en décembre 1999 dans l'État de Washington alors qu'il descendait d'un traversier en provenance de la Colombie-Britannique, à bord d'un camion bourré d'explosifs.

À deux reprises, le juge américain John C. Coughenour l'avait condamné à 22 ans de prison, mais ces peines avaient été cassées en appel. Ses avocats ont fini par admettre que leur client devait écoper d'au moins 30 ans d'emprisonnement pour satisfaire les cours d'appel.

Le département américain de la Justice avait réclamé

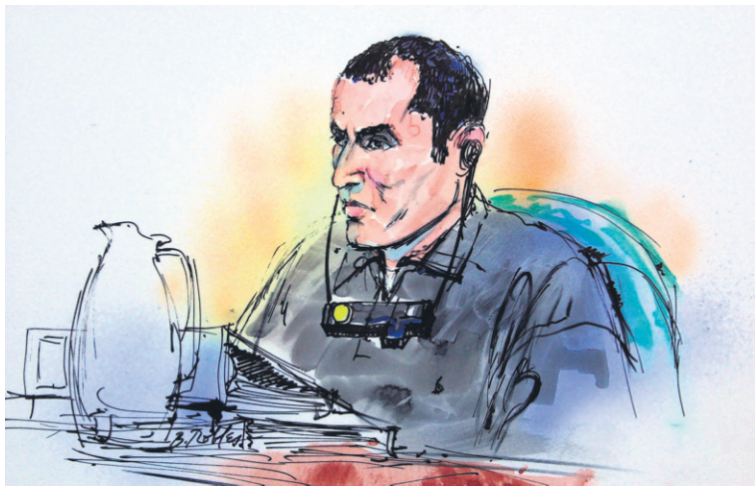


PHOTO BILL ROBLES, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE  
Ahmed Ressam avait été condamné à deux reprises à 22 ans de prison, mais ces peines ont été cassées en appel.

la prison à vie, étant donné l'ampleur du complot terroriste et la décision du suspect de cesser de coopérer avec les enquêteurs.

## Air suspect

Trouvant que l'homme avait l'air suspect à sa descente du traversier le 14 décembre 1999, une agente des services frontaliers

américains lui a demandé de se soumettre à une inspection. Il a été arrêté au terme d'une brève chasse à l'homme.

Ressam a commencé à collaborer avec les autorités après avoir été reconnu coupable. Les renseignements qu'il a fournis ont permis de condamner plusieurs présumés terroristes, dont le supposé lieutenant d'Oussama ben Laden, Abou Zoubaydah, qui est toujours incarcéré à la prison de Guantánamo, à Cuba.

Ahmed Ressam a toutefois mis un terme à sa collaboration quand il a compris que les procureurs demanderaient qu'il purge une peine d'au moins 27 ans de prison. Ce changement d'attitude a obligé le département américain de la Justice à abandonner les accusations contre Samir Ait Mohamed et Abou Doha, soupçonnés d'être les complices de Ressam.

## SADOMASOCHISME

## Un homme raconte les dernières heures de sa partenaire sexuelle

CHRISTIANE DESJARDINS

Patrick Deschatelets est arrivé avec 10 minutes de retard à la gare de Saint-Basile-le-Grand, le soir du vendredi 22 février 2008. Un retard volontaire. Une femme l'attendait. Il l'a fait monter à l'arrière de sa voiture. Le ton était donné à cette fin de semaine de sadomasochisme, au cours de laquelle la femme devait gagner son « collier ». Vingt-quatre heures plus tard, elle mourait asphyxiée avec son collier.

« C'est la femme que j'aimais », a lâché hier M. Deschatelets, la voix brisée, lorsqu'il a témoigné devant le juge Claude Prévost, au palais de justice de Longueuil. Dans la foulée de cette affaire, M. Deschatelets, pompier de Montréal, a été accusé de négligence criminelle et d'homicide involontaire. Son procès se tient depuis la semaine dernière. Hier après-midi, l'homme de 45 ans a commencé à témoigner pour sa défense. Il a raconté à voix basse, avec une grande nervosité et une gêne manifeste, les événements qui ont entouré la mort de celle que nous appellerons Lucie. Un interdit de publication nous empêche de dévoiler le nom de la femme.

## Une passion commune

M. Deschatelets est un adepte du sadomasochisme. Lucie partageait sa passion. Ils se sont rencontrés environ quatre mois avant les événements tragiques. Ils ont commencé à se fréquenter et s'adonnaient au sadomasochisme environ une fois par semaine, selon M. Deschatelets, résidant de Saint-Bruno. Lucie était une sportive, en pleine santé, selon lui.

Le fameux soir, le couple est arrivé au domicile de monsieur. Ils ont parlé un peu dans la cuisine. Lucie est montée se faire un lavement. Elle est revenue vêtue d'un seul tablier. Elle lui a servi un repas. Pendant qu'il mangeait, elle était agenouillée près de lui. Elle mangeait les bouchées qu'il lui donnait.

Après le souper, les deux ont fait des choses, puis l'homme lui a demandé d'aller prendre une douche, ce qu'elle a fait.

Plus tard, il lui a demandé de descendre au sous-sol et de l'attendre. Il n'est pas descendu tout de suite, pour « créer une tension, de l'anticipation », a-t-il expliqué. Il a fini par aller la rejoindre vers 23 h. Il l'a attachée dans une position de « hogtie », a-t-il expliqué. Elle était couchée sur le ventre, les pieds et les mains attachés et reliés au collier qu'elle avait au cou. Le tout était attaché à une chaîne accrochée au plafond.

Cette nuit-là, ils ont fait différentes choses avant d'aller dormir. Le manège a recommencé le lendemain matin.

Lucie est retournée au sous-sol pendant un certain temps. Elle s'est endormie au bout de sa chaîne. Dans l'après-midi, l'homme l'a détachée et lui a demandé d'écrire ses sentiments sur l'internet. Lucie, qui avait toujours le collier au cou, a écrit tout l'après-midi une lettre de six pages. « Lui, il me mène. Il me pousse à bout, je finis par baisser les bras. Je deviens faible, petite. Je ne suis plus rien et curieusement, jamais je n'ai été aussi heureuse », a-t-elle écrit notamment.

## Sorti faire des courses

Vers l'heure du souper, l'homme devait sortir pour acheter des pâtes. Lucie est redescendue au sous-sol et monsieur l'a attachée de nouveau au cou, cette fois avec la « petite chaîne », qui laissait à Lucie environ 60 cm pour bouger. Elle était attachée debout, les mains menottées à la taille. Il était environ 18h15. Lucie était en train de vivre ses derniers moments.

L'accusé doit poursuivre son témoignage aujourd'hui. On sait toutefois qu'il est sorti acheter les pâtes et qu'il a retrouvé Lucie inconsciente à son retour, vers 19 h. Il a appelé les secours. Elle a été maintenue en vie à l'hôpital et est morte 16 heures plus tard.

L'accusé est défendu par l'avocat Jean-Paul Perron, et c'est M<sup>re</sup> Marie-Claude Morin qui occupe pour la Couronne.



BOMBAY®



Maison des Fêtes

COLLECTIONS DES FÊTES 2012



BOMBAY

6097 1234 5678 3012  
CLIENT PRIVILÉGIÉ

## PAIEMENTS MINIMAUX SANS INTÉRÊT POUR 6 MOIS\*\*

SUR LES ACHATS DE 500 \$ OU PLUS TRAITÉS AVEC VOTRE CARTE DE CRÉDIT BOMBAY  
toutes les options de financement sont offertes sous réserve de l'approbation du crédit.

Décarie, coin Jean-Talon  
514 341 4927Le Carrefour Laval  
450 978 5362Centre Rockland  
514 344 4688Kirkland  
514 428 0606Les Galeries d'Anjou  
514 352 7696Place Rosemère  
450 979 2772Place Ste-Foy  
418 651 7664Quartier Dix30  
450 462 2535Carrefour Champêtre  
450 534 0611Galeries des Sources  
514 683 2722

www.bombay.ca

MAINTENANT  
OUVERT

\*Le rabais s'applique aux prix courants. \*\*Période promotionnelle de 6 mois sans intérêts avec paiements minimaux : Sous réserve de l'approbation du crédit pour les détenteurs de la carte de crédit Bombay. Un achat minimal de 500 \$ est exigé. Un paiement mensuel équivalent au plus élevé de 15 \$ ou de 3.5% de votre solde est exigé durant la période promotionnelle. Les intérêts calculés au taux privilégié s'accumulent sur le solde impayé à compter de la date de l'achat. Si le montant de l'achat et tous les frais facturés à l'égard de l'achat ne sont pas payés avant la date d'échéance de la promotion, les intérêts accumulés sont exigibles et ajoutés à votre solde. Si durant la période promotionnelle vous n'effectuez pas un paiement minimal exigé, l'offre promotionnelle sera annulée et les intérêts accumulés sont exigibles et ajoutés à votre solde. Le solde impayé sur l'offre promotionnelle sera chargé des intérêts au taux privilégié jusqu'à ce que le solde soit payé en entier. Le taux privilégié est de 29.9%. Pour de plus amples détails, demandez à un(e) associé(e).

FAITES VITE!  
OFFRE PRENANT  
FIN LE 31 OCT.

0% — DE FINANCEMENT À L'ACHAT SUR LES —  
**2013** \*\*  
— SUR LES MODÈLES SÉLECTIONNÉS —

**PAIEMENT** 90 JOURS\*  
AVANT

+



**PNEUS D'HIVER GRATUITS**  
SUR TOUS LES MODÈLES 2013

**+3**

**MENSUALITÉS À NOS FRAIS**

**D'UNE DURÉE LIMITÉE**

kia.ca



Modèle SX illustré<sup>△</sup>

## SORENTO 2013

7 PLACES ASSIÈS DISPONIBLES

VÔTRE À PARTIR DE  
**157\$**  
AUX DEUX SEMAINES

**0\$**  
ACOMPTE

**0%** FINANCEMENT À L'ACHAT\*\*

JUSQU'À  
**84 +**  
MOIS



**PNEUS D'HIVER GRATUITS**

ROUTE (BA) : 6,2 L/100 km  
VILLE (BA) : 9,5 L/100 km

Paielements aux deux semaines durant 84 mois. L'offre comprend les frais de transport et préparation et autres frais totalisant 1 765 \$. Offre basée sur un prix d'achat de 28 660 \$ sur le modèle Sorento LX BA 2013.



Modèle SX luxe illustré<sup>△</sup>

## FORTE BERLINE 2013

BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE  
**13 995\$<sup>1</sup>**

INCLUANT  
**3 500\$**  
D'ÉCONOMIES EN ARGENT

+



**PNEUS D'HIVER GRATUITS**

ROUTE (BA) : 5,5 L/100 km  
VILLE (BA) : 8,0 L/100 km

L'offre comprend les frais de transport et préparation et autres frais totalisant 1 470 \$ et des économies en argent de 3 500 \$. Certaines conditions s'appliquent. Offre basée sur un prix d'achat de 17 465 \$ sur le modèle Forte berline LX BM 2013.



Modèle EX-V6 luxe illustré<sup>△</sup>

## RONDO 2012

BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE  
**15 995\$<sup>1</sup>**

INCLUANT  
**5 765\$**  
D'ÉCONOMIES EN ARGENT

+



**PNEUS D'HIVER GRATUITS**

ROUTE : 7,5 L/100 km  
VILLE : 10,6 L/100 km

L'offre comprend les frais de transport et préparation et autres frais totalisant 1 665 \$ et des économies de 5 765 \$. Certaines conditions s'appliquent. Offre basée sur un prix d'achat de 21 760 \$ sur le modèle Rondo LX 2012.



Le pouvoir de surprendre



**5** VOUS ÊTES BIEN COUVERT AVEC KIA:  
\*Garantie complète sans souci de 5 ans/100 000 km

CLIQUEZ « J'AIME » SUR POUR EN SAVOIR PLUS :  
[facebook.com/kiacanada](https://facebook.com/kiacanada)



Programme aux membres des forces armées  
Programme pour les acheteurs d'un premier véhicule  
500 \$ rabais diplômés

Visitez votre concessionnaire Kia pour les détails

Le nouveau prix amical de Kia comprend les frais de transport et préparation ainsi que tous les droits gouvernementaux obligatoires. Il ne comprend pas l'immatriculation, les assurances, les frais du permis et les taxes applicables.

Ces offres sont accessibles à tout particulier qualifié qui prend possession d'un modèle Kia 2012/2013 neuf chez un concessionnaire participant au plus tard le 31 octobre 2012. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix inférieur. Des conditions s'appliquent. Ces offres sont sujettes à changement sans préavis. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. Les véhicules illustrés le sont à titre informatif et peuvent comporter des accessoires et mises à jour offerts à coûts supplémentaires. Toutes les offres excluent les frais de permis, les assurances, l'immatriculation, les taxes applicables et un acompte (lorsque applicable). D'autres options à l'achat ou à la location disponibles. \*\*Financement à l'achat de 0 % sur les modèles 2013 neufs de Kia sélectionnés sur approbation du crédit. Le terme peut varier selon le modèle et ses accessoires. Visitez un concessionnaire Kia pour tous les détails. Exemple de financement à l'achat des modèles Sorento LX BA (SR75BD) 2013 neufs de Kia à un prix de vente de 28 660 \$ (incluant les frais de transport et préparation de 1 650 \$, les frais de Recycle Québec (15 \$) et les droits sur le climatiseur (100 \$ lorsque applicable)). Financement à l'achat de 0 % jusqu'à 84 mois. Le nombre total de paiements aux deux semaines est de 182, chacun au montant de 157 \$ avec un acompte de 0 \$ ou échange équivalent. L'immatriculation, les assurances, les frais de permis et les taxes applicables sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix inférieur. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. L'offre de pneus d'hiver gratuits (valeur de 500 \$) est disponible à tout particulier qui finance ou loue un véhicule 2013 neuf de Kia auprès d'un concessionnaire participant au 1er octobre et le 31 octobre 2012 inclusivement. Les clients auront le choix d'appliquer ce montant à l'achat de pneus d'hiver pour leur nouveau véhicule de Kia, de recevoir un chèque de 500 \$ ou de l'appliquer comme rabais de 500 \$ sur le prix de vente convenu (avant taxes) de leur nouveau véhicule. Certaines conditions s'appliquent. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. Offre prenant fin le 31 octobre 2012. \*L'offre de « Aucun paiement avant 90 jours » sur les modèles sélectionnés (paiements différés pendant 90 jours) s'applique aux offres de financement à l'achat sur les modèles 2012 et 2013 sélectionnés de Kia (Modèles Sportage/Sorento/Sedona exclus) sur approbation du crédit. Aucun intérêt ne sera accumulé au cours des 60 premiers jours du contrat de financement. Après cette période les intérêts commenceront à s'accumuler et l'acheteur remboursera mensuellement le capital et les intérêts s'y rapportant pendant toute la durée du contrat. \*L'offre de « 3 paiements à nos frais » est disponible, sur approbation du crédit, aux particuliers qui financent ou louent un modèle Soul 1,6L BM 2012/Soul 1,6L BA 2012/Optima 2012/Optima 2013/Sorento 2012/Sorento 2013/Forte berline 2013/Forte Coupé 2013/Forces 2013 neuf chez un concessionnaire participant du 1er octobre au 31 octobre 2012 inclusivement. Les clients admissibles au financement à l'achat ou à la location (incluant l'Option Flex) recevront un chèque au montant correspondant à trois mensualités (taxes non incluses) jusqu'à un maximum mensuel de 350 \$/350 \$/400 \$/550 \$/550 \$/350 \$/350 \$. Les clients auront le choix d'appliquer un rabais de 1 050 \$/1 050 \$/1 200 \$/1 200 \$/1 650 \$/1 650 \$/1 050 \$/1 050 \$/1 050 \$ sur le prix d'achat/location convenu après taxes ou de recevoir du concessionnaire un chèque au montant équivalent. Certaines conditions s'appliquent. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. \*Le POSF de 43 045 \$/27 650 \$/29 945 \$ du modèle Sorento 3,5L SX TI 7 places assises (SR75XD) 2013/Forte berline LX BM (F0540D) 2013 neufs/Rondo EX (RN75C) 2012 neuf illustré comprend les frais de transport et préparation de 1 650 \$/1 455 \$/1 650 \$ et les droits sur le climatiseur (100 \$ lorsque applicable). L'immatriculation, les assurances, les taxes applicables et les frais du permis sont en sus. Basée sur un POSF de 17 465 \$/21 760 \$. Le concessionnaire peut vendre à prix inférieur. Disponible auprès des concessionnaires participants. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. \*La consommation de carburant route/ville est une estimation calculée sur la base sur les modèles Rondo 2,4 L à injection multipoint 4 cyl. 2012/Sorento 2,4 L à injection directe, 4 cyl. BA 2013/Forte Berline 2,0 L à injection multipoint 4 cyl. BA 2013 neufs. Ces estimations sont calculées sur la base de critères et de méthodes d'essai approuvés par Transports Canada. Veuillez vous référer à l'ENERguide, Guide de consommation de carburant, publié par le gouvernement du Canada. Votre consommation réelle de carburant variera en fonction de vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Certaines conditions s'appliquent aux réductions de 500 \$ du Programme aux diplômés. Visitez votre concessionnaire Kia pour les détails. Les renseignements publiés dans cette annonce sont réputés être véridiques au moment de leur parution. Pour plus de renseignements sur la garantie sans souci de 5 ans, visitez le [kia.ca](https://kia.ca) ou composez le 1-877-542-2886. KIA sont respectivement des marques de commerce de Kia Motors Corporation et Kia Canada.

# LA POLITIQUE

VINCENT MARISSAL

COMME VOUS  
L'AIMEZ

SONDAGE CROP - LA PRESSE

## Trudeau donne des ailes au PLC

Les libéraux obtiendraient la majorité des votes au Québec avec le jeune député comme chef

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — L'effet Trudeau se fait maintenant sentir au Québec. Le Parti libéral du Canada (PLC) prendrait la tête dans les intentions de vote dans la Belle Province s'il était dirigé par Justin Trudeau.

Un sondage CROP réalisé pour le compte de *La Presse* démontre que les électeurs québécois, à l'instar de bon nombre d'électeurs canadiens, sont loin d'être indifférents à l'entrée en scène de Justin Trudeau dans la course à la direction du PLC.

Avec le jeune député de Papineau comme chef, les libéraux obtiendraient 36 % des intentions de vote au Québec, contre 30 % au Nouveau Parti démocratique (NPD), 19 % au Bloc québécois et un maigre 11 % au Parti conservateur.

Sans Justin Trudeau, le Parti libéral continuerait à croupir au troisième rang dans les appuis, avec seulement 20 %, loin derrière le NPD, qui récolterait 38 %, et presque ex æquo avec le Bloc québécois (21 %). Le Parti conservateur obtiendrait pour sa part 16 % des appuis.

### Une « Trudeauumanie » ?

La semaine dernière, un sondage Nanos a montré que le Parti libéral (30,1 %) dépasse maintenant le NPD (27,9 %) au deuxième rang dans les intentions de vote à l'échelle nationale et se retrouve seulement à trois points du Parti conservateur (33,3 %).

Selon le vice-président de la firme CROP, Youri Rivest, il est encore trop tôt pour évoquer une deuxième « Trudeauumanie », mais il est évident que Justin Trudeau donne des ailes aux libéraux. Sous sa direction, le PLC réussirait à grappiller des votes au NPD et au Parti conservateur au Québec.



PHOTO MIKE CASSESE, ARCHIVES REUTERS

Favori chez les électeurs, Justin Trudeau doit maintenant montrer qu'il a l'étoffe d'un premier ministre, croit Youri Rivest, vice-président de la firme CROP.

« On peut presque parler d'une résurrection dans le cas du Parti libéral, qui s'était marginalisé au cours des derniers mois. Mais théoriquement, avec Justin Trudeau comme chef, il reprendrait la tête dans les intentions de vote », a affirmé M. Rivest.

« Tout cela demeure quand même hypothétique. S'il y avait des élections, si Justin Trudeau est chef, plus on additionne les "si", plus il faut

prendre cela avec un grain de sel. Mais cela dit, il y a vraiment un effet Trudeau. C'est visible et palpable sur les intentions de vote. Ce n'est pas un petit mouvement et cela change la donne pour le Parti libéral », a-t-il ajouté.

M. Trudeau est même vu par 25 % des répondants comme la meilleure personne pour occuper le poste de premier ministre. À titre de comparaison, Stephen Harper,

premier ministre depuis 2006, n'est le choix que de 12 % des Québécois. Thomas Mulcair arrive en tête avec 29 %.

Pour maintenir cet élan, M. Trudeau devra démontrer qu'il a l'étoffe d'un premier ministre en mettant sur la table des propositions concrètes sur une panoplie de sujets, selon M. Rivest.

« Les gens ont remarqué que Justin Trudeau a un certain charisme et qu'il est un bon communicateur. Il

est maintenant à la première étape et cela se reflète dans les intentions de vote. En ce moment, beaucoup de monde projette ses aspirations et ses rêves dans lui. Mais il faut maintenant qu'il montre quel genre d'homme il est. A-t-il de la pugnacité, de la ténacité ? Est-il un homme honnête et fiable ? Ensuite, il doit être démontré qu'il est compétent pour être premier ministre », a conclu M. Rivest.

## ÉLECTIONS PARTIELLES

### Un test pour les partis

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les élections partielles qui auront lieu dans trois circonscriptions le 26 novembre permettront pour la première fois de mesurer concrètement l'ampleur de l'effet Justin Trudeau.

Le premier ministre Stephen Harper a annoncé dimanche la tenue d'élections partielles dans les circonscriptions de Victoria, en Colombie-Britannique, de Calgary-Centre, en Alberta, et de Durham, en Ontario.

Ces élections sont nécessaires à la suite des démissions de la ministre conservatrice Bev Oda, dans Durham, du député conservateur Lee Richardson, dans Calgary-Centre, et de la députée néo-démocrate Denise Savoie, dans Victoria.

Il s'agira aussi d'un test important pour le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Thomas Mulcair, et, dans une moindre mesure, pour la chef du Parti vert, Elizabeth May. Le NPD tentera de conserver la

circonscription de Victoria, tandis que M<sup>me</sup> May, qui représente une circonscription de la même région, souhaite une autre percée en Colombie-Britannique.

Dans le cas des conservateurs, la circonscription de Calgary-Centre demeure un bastion. Mais dans Durham, en Ontario, Bev Oda a démissionné à la suite d'une controverse entourant ses dépenses excessives lorsqu'elle était ministre. Cette controverse pourrait inciter certains électeurs à changer de camp.

## Marois La moitié des Québécois insatisfaits

Un peu plus de la moitié des Québécois restent plutôt ou très insatisfaits du nouveau gouvernement de Pauline Marois, selon un sondage CROP. Même si le taux de satisfaction a grimpé notablement par rapport au gouvernement précédent de Jean Charest – qui faisait face au mécontentement de 72 % des répondants en juin dernier –, seulement 39 % des répondants se disent très ou plutôt satisfaits du gouvernement. Par contre, si de nouvelles élections

avaient lieu maintenant, le Parti québécois devancerait toujours ses adversaires.

En un an, Pauline Marois a gagné la sympathie des Québécois. En octobre 2011, seulement 10 % des répondants jugeaient qu'elle serait la meilleure pour occuper le poste de premier ministre. Aujourd'hui, près du quart des personnes sondées la placent au premier rang. Le sondage a été rempli en ligne par 1000 personnes, du 17 au 22 octobre, par l'entremise d'un échantillon web.

— Janie Gosselin

### Intentions de vote au fédéral

— Après répartition

	Avec Justin Trudeau	Avec Bob Rae
<b>BQ</b> Daniel Paillé	19 %	21 %
<b>PLC</b> Bob Rae/Justin Trudeau	36 %	20 %
<b>NPD</b> Thomas Mulcair	30 %	38 %
<b>PCC</b> Stephen Harper	11 %	16 %
<b>PV</b> Elizabeth May	3 %	5 %
Autre parti (précisez)	-	-

### Meilleur premier ministre du Canada

Avec Justin Trudeau

Stephan Harper	12 %
Justin Trudeau	25 %
Thomas Mulcair	29 %
Daniel Paillé	5 %
Elizabeth May	2 %
Aucun	7 %
Je ne sais pas	20 %

### MÉTHODOLOGIE

La collecte de données en ligne s'est déroulée du 17 au 22 octobre 2012 avec un panel web. Un total de 1000 questionnaires ont été remplis. Les résultats ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la région de résidence, la langue maternelle et le niveau de scolarité des répondants. De plus, une série de questions tirées de la vaste étude annuelle Panorama (anciennement appelée 35C) de CROP portant sur les valeurs ont été ajoutées au questionnaire. Ceci permet de pondérer l'échantillon en fonction des valeurs personnelles des répondants à partir d'un échantillon probabiliste. Notons que compte tenu du caractère non probabiliste de l'échantillon, le calcul de la marge d'erreur ne s'applique pas.

# Un duel Mulcair-Trudeau



VINCENT  
MARISSAL  
CHRONIQUE

La route sera encore très longue avant l'élection d'un nouveau chef du Parti libéral du Canada (PLC), dans six mois, et encore plus avant les prochaines élections fédérales de 2015, mais pour le moment, Justin Trudeau a l'effet d'une méga-dose d'adrénaline sur son parti moribond au Québec depuis des années.

Quelques semaines seulement après s'être officiellement lancé dans la course, et alors qu'il se fait très discret pour l'instant dans sa campagne, Justin Trudeau fait des miracles pour le PLC au Québec, le catapultant d'une exsangue quatrième place jusqu'en position de tête, devant le Nouveau Parti démocratique (NPD) de Thomas Mulcair, le Bloc, et loin devant les conservateurs, à qui il ne resterait que des miettes.

Le nom Trudeau, s'il provoque encore des réactions négatives parfois fortes chez les souverainistes, jouit toujours d'une excellente cote chez les fédéralistes québécois.

En fait, lorsque CROP remplace le nom de Bob Rae, chef intérimaire du PLC, par celui de Justin Trudeau, les libéraux grimpent de 16 % d'un coup, à 36 %, un score qu'ils n'ont pas obtenu au Québec depuis les débuts de Paul Martin, en 2004 (33,9 % aux élections de juin 2004). Depuis, c'est la disette d'élections en élections pour les rouges: 20,8 % en 2006, 23,8 % en 2008 et un minable 14,2 % en 2011.

Sans surprise, c'est le NPD qui souffrirait le plus de la remontée du PLC si cette tendance devait se confirmer et perdurer.

Ne comptez toutefois pas Thomas Mulcair pour battu. En fait, on semble se diriger tout droit vers un duel entre MM. Mulcair et Trudeau.

capital de sympathie, mais son manque d'expérience nuit vraisemblablement à sa crédibilité pour occuper les plus hautes fonctions au pays. Cela dit, un quart des Québécois (contre 29 % pour M. Mulcair) estiment qu'il est le meilleur candidat au poste de premier ministre, un score qu'il n'aurait certainement pas atteint à ses débuts en politique, il y a cinq ans.

Si ça risque de chauffer entre le NPD de Thomas Mulcair et le PLC de Justin Trudeau au Québec, l'entrée en scène du jeune leader libéral pourrait margina-

quelques sorties publiques (il était à Québec, hier), mais aucune émission à grandes cotes d'écoute, comme *Tout le monde en parle*, ni d'entrevue de fond dans les médias québécois. Cela démontre que pour le moment, le nom Trudeau suffit à se hisser en tête. Cela signifie aussi que Justin Trudeau devra éviter les gaffes, les déclarations malheureuses ou toute forme de triomphalisme, qui pourraient crever la bulle dans laquelle il semble se trouver maintenant. Par le passé, Justin Trudeau a souvent été son pire ennemi, y allant parfois de déclara-

et nous sommes encore loin des prochaines élections fédérales, mais ce sondage répond à une des principales questions qui trottaient dans la tête de bien des libéraux: le nom Trudeau est-il un atout ou un handicap au Québec?

## Une lune de miel sans passion

Au Québec, l'humeur de l'électorat a peu changé (ce qui est normal) depuis l'élection d'un gouvernement péquiste minoritaire, il y a près de deux mois.

En général, les Québécois sont plus satisfaits de ce nouveau gouvernement qu'ils ne l'étaient du précédent, ce qui ne devrait surprendre personne.

À 55 %, le taux d'insatisfaction est élevé pour un début de mandat, mais le gouvernement Marois fait quand même beaucoup mieux que le taux de 72 % qui pesait sur le gouvernement Charest à la fin de son règne.

Par ailleurs, une plus grande proportion de Québécois pensent que le Québec va dans la bonne direction (44 % contre 30 % sous les libéraux).

Quant aux intentions de vote, elles bougent peu et le PQ demeure en tête au général et chez les francophones.

Malgré les débuts plutôt difficiles du gouvernement, les électeurs sont, de toute évidence, moins durs envers Pauline Marois que ne le sont les commentateurs.

On ne peut tout de même pas parler de lune de miel. S'il y en a une, on ne sent certainement pas de passion.



Pour joindre notre chroniqueur: [vincent.marissal@lapresse.ca](mailto:vincent.marissal@lapresse.ca)



*Justin Trudeau fait des miracles pour le PLC au Québec, le catapultant d'une exsangue quatrième place jusqu'en position de tête, devant le Nouveau Parti démocratique de Thomas Mulcair, le Bloc, et loin devant les conservateurs.*

PHOTO ANDREW VAUGHAN, LA PRESSE CANADIENNE

C'est cocasse quand on se rappelle que Justin Trudeau voulait d'abord se présenter dans Outremont, là où Thomas Mulcair a été élu, mais qu'après avoir été bloqué par son chef de l'époque, Stéphane Dion, il a choisi de se poser dans Papineau, un terrain en apparence moins propice.

L'effet Justin propulse le PLC vers les sommets au Québec, mais Thomas Mulcair reste, aux yeux des Québécois, le meilleur candidat au poste de premier ministre. Justin Trudeau bénéficie sans aucun doute d'un fort

liser encore davantage les conservateurs de Stephen Harper, qui frisent l'insignifiance électorale à 11 %. Quant au Bloc, il résiste mieux aux assauts du PLC nouveau (théoriques, pour le moment, rappelons-le), mais à 19 %, il n'est pas vraiment compétitif.

Le plus étonnant dans cette spectaculaire entrée en scène de Justin Trudeau, c'est qu'il a été très discret depuis qu'il a annoncé sa candidature, il y a trois semaines, dans sa circonscription montréalaise. Un séjour dans l'Ouest,

tions controversées que ses adversaires, les conservateurs notamment, ont certainement gardées en réserve pour usage ultérieur.

Le fait que M. Trudeau soit, pour le moment, le seul candidat sérieux à la direction du PLC peut aussi jouer en sa faveur. Déjà qu'on ne se bouscule pas aux portillons chez les libéraux pour affronter Justin Trudeau, disons que sa performance au Québec refroidira encore davantage les éventuels challengers.

Il est encore tôt dans cette course (qui n'en est pas une),

## SERVICE FORD

# CEUX QUI INSTALLENT VOS PNEUS D'HIVER SONT AUSSI IMPORTANTS QUE VOS PNEUS D'HIVER.

Les techniciens Ford ne sont pas des mécaniciens ordinaires. Ils ont été formés par Ford et connaissent votre Ford mieux que quiconque, spécialement lorsqu'il s'agit de pneus d'hiver. Ils vous aideront à trouver les pneus qui conviennent le mieux à votre véhicule, selon l'année, le modèle, le poids et le type de transmission. Cet hiver, ne confiez pas l'installation de vos pneus d'hiver à n'importe qui.

**FAITES CONFIANCE AUX EXPERTS QUI CONNAISSENT LE MIEUX VOTRE VÉHICULE FORD.**



## PNEUS D'HIVER

Une gamme complète de pneus de toutes les marques nationales et les connaissances d'experts pour vous aider à faire le meilleur choix.

PERSONNE NE VEND DE PNEUS À MEILLEUR PRIX\*\*<sup>1</sup> JUSQU'À 100\$ en remises postales des fabricants de pneus\*\* Consultez votre conseiller technique pour plus de détails.

Jantes en acier ou en aluminium

À PARTIR DE 49<sup>99</sup>\$ CHAQUE

En plus d'un service pratique d'entreposage de pneus chez les concessionnaires participants<sup>1</sup>.



Informez-vous à propos de notre **ENSEMBLE SÉCURITÉ D'HIVER**

Vous serez prêt à faire face à l'hiver avec une sélection de grandes marques de pneus ainsi que des jantes et un système de surveillance de la pression des pneus conçu par Ford pour votre Ford.



## PLAQUETTES ET SEGMENTS DE FREINS MOTORCRAFT®

Les plaquettes et segments de freins Motorcraft® d'origine sont conçus pour s'ajuster parfaitement à votre véhicule Ford. De plus, puisqu'ils sont couverts par la **Protection Ford\***, ce pourrait bien être la dernière fois que vous ayez à en acheter.

### COMPREND :

- Remplacement des plaquettes ou des segments de freins avant ou arrière\*\*
- Entretien des étriers, des bagues et des coulisseaux
- Inspection des disques, du circuit hydraulique et du liquide de frein

À PARTIR DE 149<sup>99</sup>\$\*\* installation comprise



Allons plus loin

Pour obtenir plus de détails et d'offres, rendez-vous chez votre concessionnaire Ford ou consultez [ford.ca](http://ford.ca).

Toutes les offres se terminent le 15 décembre 2012. Les offres peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Consultez votre conseiller technique pour tous les détails. Les taxes applicables sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à moindre prix. Offre en vigueur chez les concessionnaires participants seulement. <sup>1</sup> La durée de l'entreposage est à la seule discrétion du concessionnaire, jusqu'à concurrence d'un an. <sup>2</sup> Pour pouvoir profiter du prix annoncé par un concurrent : (i) les pneus doivent être achetés et montés chez votre concessionnaire Ford participant; (ii) le client doit présenter l'annonce du concurrent (comportant le prix inférieur), laquelle doit avoir été imprimée dans les 30 jours précédant le soldé; et (iii) les pneus achetés doivent présenter les mêmes caractéristiques (marque, flancs, indices de vitesse et charge maximale) que celles indiquées dans l'annonce du concurrent. Offre valable uniquement chez les concessionnaires Ford participants. Cette offre s'applique au coût des pneus seulement et ne comprend pas les frais de main-d'œuvre, de montage, d'équilibrage, et les taxes applicables. Cette offre ne s'applique pas aux prix annoncés à l'extérieur du Canada, dans des annonces sur eBay, par des grossistes de pneus et des détaillants de pneus en ligne, ni aux soldes de fermeture, commandes spéciales, produits restés du marché et offres de liquidation. Cette offre, d'une durée limitée, peut être annulée ou modifiée en tout temps sans préavis. Demandez les détails à votre conseiller technique. \* La Protection Ford n'est offerte que pour les voitures et camionnettes non commerciales. En cas de défaillance d'une pièce admissible Motorcraft, Ford ou approuvée par Ford résultant d'un vice de matériau ou de fabrication, d'usure ou de corrosion, elle sera remplacée sans frais, tant et aussi longtemps que l'acheteur initial de ladite pièce possède le véhicule sur lequel elle a été installée. La main-d'œuvre est couverte pendant les 12 premiers mois ou 20 000 km (selon la première éventualité) à partir de la date d'installation. Les plaquettes de freins de secours ne sont pas admissibles selon les conditions de ce plan de protection. Pour obtenir tous les détails et pour en savoir plus sur les restrictions, consultez votre conseiller technique. \*\* Les plaquettes ou segments de freins de secours sont exclus. L'usure ou le remplacement des disques et tambours peut être effectué moyennant des frais supplémentaires. <sup>1</sup> Les remises offertes sont des remises postales des fabricants de pneus. Les remises s'appliquent à des pneus sélectionnés des marques Hankook, Continental (carte de crédit prépayée/carte-cadeau), General Tire (carte de crédit prépayée/carte-cadeau), Goodyear, Dunlop, Pirelli, Yokohama, Bridgestone (carte de crédit prépayée/carte-cadeau), Firestone (carte de crédit prépayée/carte-cadeau), Michelin, et Toyo. Les offres s'appliquent aux ensembles de 4 pneus admissibles, achetés et installés dans les établissements participants durant les périodes de promotion respectives pour chaque marque de pneus. Cette offre se limite au coût des pneus et exclut la main-d'œuvre, les corps de valve, l'installation, l'équilibrage, l'élimination et les taxes applicables. Le montant des remises ainsi que les dates d'entrée en vigueur et d'échéance (s'étalant entre le 20 novembre et le 31 décembre 2012) varient selon le fabricant de pneus. Il incombe au client de soumettre par la poste, au fabricant de pneus concerné, les formulaires et la preuve d'achat exigés dans une enveloppe suffisamment affranchie avant la date limite établie pour l'offre de remise. Consultez votre conseiller technique pour tous les détails et les formulaires de demande. © Ford du Canada Limitée 2012. Tous droits réservés.

## LE TOUR DU GLOBE

Soudan  
Bombardement :  
Israël accusé

Le Soudan a accusé Israël d'avoir bombardé une usine militaire à Khartoum, faisant deux morts, 18 mois après avoir déjà mis en cause l'État hébreu dans un raid à Port-Soudan. Une série d'explosions, suivies d'un incendie, s'est produite dans la nuit de mardi à hier à l'usine militaire de Yarmouk.

- AFP

Italie  
C'est fini  
pour Berlusconi

Près d'un an après avoir quitté le pouvoir, Silvio Berlusconi a mis fin au suspense qu'il entretenait sur son éventuel retour à la tête du gouvernement italien, en annonçant officiellement qu'il renonçait à présenter sa candidature. « Je demeure aux côtés des plus jeunes qui doivent jouer et marquer des buts. »

- AFP

PHOTO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE  
Silvio BerlusconiVatican  
Six cardinaux  
non européens

Benoît XVI a annoncé par surprise un consistoire pour nommer à la fin du mois de novembre six nouveaux cardinaux, tous non européens, ce qui rééquilibre légèrement la composition du collège chargé de l'élection du futur pape. Les nouveaux élus viennent des États-Unis, du Liban, de l'Inde, du Nigeria, de la Colombie et des Philippines.

- AFP

## Consommation mondiale de viande

## Une première baisse en près de 20 ans

MATHIEU PERREAULT

La consommation mondiale de viande a chuté pour la première fois depuis près de 20 ans, selon le Worldwatch Institute. L'ONG écologiste et anti-croissance de Washington prévient que les prix élevés expliquent cette anomalie, qui pourrait chambarder le marché.

« Le poulet va bientôt remplacer le porc au sommet du palmarès de la production », explique Danielle Nierenberg, du Worldwatch, en entrevue téléphonique. « Les changements climatiques rendent plus coûteuse la production de viande nécessitant beaucoup d'eau, de superficie et de nourriture. Les consommateurs des pays riches doivent s'habituer à moins consommer de viande, parce qu'elle sera trop chère. »

Dans la dernière décennie, la consommation de viande par habitant a augmenté de 26 % en Asie et de 28 % en Afrique. Si les changements continuent à ce rythme, la consommation de viande demeurera supérieure dans le monde industrialisé pendant tout le XXI<sup>e</sup> siècle.

La sécheresse explique ces changements, qui ont également mené à une augmentation de la production particulièrement faible – moins de 1 % – alors qu'elle était habituellement de 2 % par année depuis le début du millénaire. Les cheptels bovins sont ainsi à leur plus bas niveau aux États-Unis depuis 1950. Une sécheresse en Chine a fait augmenter les cours du blé, augmentant le coût de l'alimentation du bétail.

En 2000, l'Amérique du Nord était au sommet de la



PHOTO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Dans la dernière décennie, la consommation de viande par habitant a augmenté de 26 % en Asie et de 28 % en Afrique.

production de bœuf avec 13 millions de tonnes. Mais depuis, l'Amérique du Sud et l'Asie l'ont dépassée, avec respectivement 15 millions et 17 millions de tonnes, alors que

l'Amérique du Nord faisait du surplace.

Les zoonoses, maladies transmises des animaux aux humains, compliquent le tableau, selon M<sup>me</sup> Nierenberg.

LE TIERS-MONDE  
DE PLUS EN PLUS  
CARNIVOREConsommation moyenne  
de viande par habitant

2011

- > Pays en voie de développement: **32,3 kg**
- > Pays industrialisés: **78,9 kg**

1995

- > Pays en voie de développement: **25,8 kg**
- > Pays industrialisés: **77,4 kg**

Source: Worldwatch Institute

« On a beaucoup de pertes chez les éleveurs, à cause des abattages préventifs et des retraits du marché, et une perte de confiance de la part des consommateurs », dit-elle.



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Huit personnes ont été tuées hier dans un nouvel attentat à la voiture piégée à Damas (notre photo) et les violences ont encore fait 142 morts, dont plus de 60 civils, dans le pays, selon une ONG syrienne.

## SYRIE

Accord sur une trêve  
durant une fête musulmane

AGENCE FRANCE-PRESSE

DAMAS — Le médiateur international Lakhdar Brahimi a annoncé hier avoir obtenu l'accord du régime et de chefs rebelles pour une trêve en Syrie pendant la fête musulmane d'Al-Adha qui débute demain, mais le scepticisme prévaut quant à sa mise en œuvre.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a exprimé son soutien à l'initiative de M. Brahimi et demandé « toutes les parties et en particulier au gouvernement syrien d'y répondre positivement ».

Sur le terrain, rien ne témoignait néanmoins d'une volonté des belligérants de se diriger vers un cessez-le-feu. Huit personnes ont été tuées dans un nouvel attentat à la voiture piégée à Damas et les violences ont encore fait 142 morts, dont plus de 60 civils, à travers le pays, selon une ONG syrienne.

M. Brahimi a annoncé hier matin, devant des journalistes au Caire, avoir obtenu l'accord du régime et de « la plupart » des responsables rebelles qu'il avait contactés pour une trêve pour l'Aïd al-Adha, une des

fêtes musulmanes les plus sacrées, célébrée cette année de demain à lundi.

Lors d'un compte rendu par vidéoconférence aux ambassadeurs des 15 pays membres du Conseil de sécurité, l'émissaire de la Ligue arabe et de l'ONU a souligné que le cessez-le-feu, s'il était respecté, serait un « petit pas » pouvant

Décision du régime  
aujourd'hui

Dans une déclaration ensuite adoptée à l'unanimité, les 15 membres du Conseil ont appelé les belligérants à respecter cette trêve et demandé à « tous les acteurs régionaux et internationaux à user de leur influence pour faciliter [son] application ».

Le Conseil de sécurité avait échoué jusqu'ici à faire pression sur le régime de Damas, la Russie et la Chine opposant leur veto à toute initiative occidentale en ce sens.

Les deux belligérants ont néanmoins nuancé l'annonce d'un accord sur une trêve faite par M. Brahimi.

L'Armée syrienne libre a averti qu'elle ne cesserait les hostilités qu'une fois que les troupes de Bachar al-Assad auront fait taire leurs armes.

De son côté, le régime a affirmé que sa « décision finale » sur un cessez-le-feu serait « prise demain [aujourd'hui] ».

Si les combats s'arrêtent durant l'Adha, la fête du sacrifice, il s'agira du premier cessez-le-feu respecté dans le conflit.

L'Armée syrienne libre a  
avertit qu'elle ne cesserait  
les hostilités qu'une fois  
que les troupes de Bachar  
al-Assad auront fait taire  
leurs armes.

mener à l'ouverture d'un dialogue politique et à un meilleur accès humanitaire.

Mais, après 19 mois d'un conflit ayant fait plus de 35 000 morts selon une ONG, la méfiance entre les deux camps est telle que M. Brahimi a déclaré « ne pas pouvoir être sûr que la trêve tiendra », a indiqué un diplomate présent lors du compte-rendu.

**LA SUPERGRILLE**   
DU MOIS 

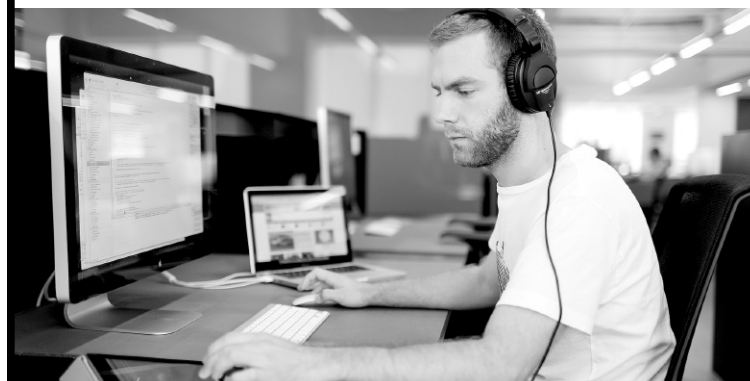


**EN OCTOBRE**

Cinquante personnes gagneront le livre « Carnet d'une flâneuse à New York » et un sac réutilisable



**À NE PAS MANQUER SAMEDI**

DES DÉFIS  
COMME VOUS LES AIMEZ

JOIGNEZ-VOUS À NOTRE ÉQUIPE  
> [CARRIERES.LAPRESSE.CA](http://CARRIERES.LAPRESSE.CA)

LA PRESSE

Julian Assange  
L'Équateur  
s'inquiète de son  
état de santé

L'Équateur est « très inquiet » de l'état de santé du fondateur du site WikiLeaks, Julian Assange, réfugié à l'ambassade de l'Équateur à Londres, et demande qu'il soit transféré en toute sécurité dans un hôpital, a déclaré hier un membre du gouvernement équatorien. Assange, 41 ans, est à l'ambassade depuis la mi-juin pour tenter d'échapper à son extradition vers la Suède qui le réclame dans une affaire de viol et d'agression sexuelle présumés. — Agence France-Presse

# Trump lance un pétard mouillé

Le magnat demande à nouveau la publication de documents appartenant à Obama

ANABELLE NICOU

Donald Trump promettait une « grosse annonce » hier. Mais le magnat de l'immobilier a plutôt lancé un pétard mouillé dans la campagne électorale américaine, en reprenant l'un de ses chevaux de bataille: demander à Barack Obama des preuves de sa naissance aux États-Unis.

« C'est l'énième "trumperie" », dit Élisabeth Vallet, directrice de recherche à la chaire Raoul-Dandurand et chercheuse à l'Observatoire sur les États-Unis.

Dans une vidéo publiée hier vers midi sur YouTube et filmée dans ce qui semble être son bureau, le flamboyant milliardaire lance: « J'ai un marché à proposer au président. Si Barack Obama accepte de rendre publiques toutes ses demandes d'inscription à l'université et de passeport, je donnerai à l'œuvre de charité de son choix un chèque de 5 millions. »

**La droite «extrême»**

Démontrer que Barack Obama n'est pas né aux États-Unis est l'un des chevaux de bataille de Donald Trump, dont l'insistance, il y a un an, a poussé le président à publier son acte de naissance.

Mais pour Trump, cette publication reste insuffisante. « Cela représente la droite



PHOTO REUTERS

Donald Trump offre de remettre un chèque de 5 millions à un organisme de charité si Barack Obama rend publiques ses demandes d'inscription à l'université et de passeport.

extrême. Chez les membres du Tea Party, on entend ce discours régulièrement », indique Élisabeth Vallet, auteure du livre *Comprendre les élections américaines*.

L'initiative de Donald Trump a pourtant fait chou blanc. De nombreux utilisateurs de Facebook, dont certains se présentent comme des républicains, n'ont pas hésité

à railler Donald Trump sur sa propre page.

Même le site de la conservatrice chaîne d'information Fox News ne faisait aucune mention de cette offre, hier.

« Donald Trump a de l'influence sur les gens qui ont l'esprit le plus fermé. C'est la droite de la droite qui est convaincue de ce genre de chose. Est-ce que cela peut faire quelque chose? Cela ne peut pas nuire à Barack Obama. Ça rappelle à l'électorat modéré toute la force de ce mouvement radical qui soutient son adversaire », dit de son côté Pierre Martin, professeur au département de science politique de l'Université de Montréal.

« Ce n'est pas un événement médiatique sur Donald Trump, mais sur les États-Unis », a écrit M. Trump, avant son annonce, à 1,7 million d'abonnés Twitter.

**De «l'autopromotion»**

Selon Pierre Martin, ce genre de sortie reflète un racisme à peine déguisé des électeurs de l'extrême droite américaine.

« Donald Trump cherche à faire son autopromotion. Plus la presse en parle, plus ça fait son affaire », déplore-t-il.

L'équipe de campagne de Barack Obama a préféré ne pas commenter cette sortie, hier. « Étant donné que Trump est l'un des plus grands partisans de Mitt Romney, c'est une question qu'il vaut mieux adresser à son équipe de campagne à Boston », a répondu la porte-parole du candidat démocrate, Jennifer Psaki.

— Avec Associated Press



PHOTO KEVIN LAMARQUE, REUTERS

Cet enfant était attentif au discours de Barack Obama à Davenport, en Iowa, hier.

VISITE DE 8 ÉTATS EN 40 HEURES

## Obama en tournée éclair

AGENCE FRANCE-PRESSE

DAVENPORT — Le président américain Barack Obama s'est lancé hier dans une tournée dans 8 États en 40 heures, en espérant arracher des voix décisives pour empêcher son adversaire Mitt Romney de conquérir la Maison-Blanche dans 12 jours.

« C'est la première étape d'un grand marathon électoral. On va passer une nuit blanche », a plaisanté M. Obama lors d'un discours en début de matinée dans l'Iowa, l'un des États qui pourraient décider du résultat de la présidentielle le 6 novembre.

Dans la ville de Davenport, M. Obama a repris ses arguments contre M. Romney. « Il

n'y a pas de question plus importante dans une campagne présidentielle que la confiance », a martelé M. Obama, en sous-entendant que M. Romney n'en était pas digne.

Le président devait ensuite se rendre au Colorado et au Nevada, deux États cruciaux de l'ouest des États-Unis, avec une parenthèse à Los Angeles, en soirée, pour enregistrer l'émission de télévision de Jay Leno.

M. Obama est ensuite attendu en Floride, à l'autre bout du pays, ce matin. Il poursuivra par la Virginie et l'Ohio, deux autres États cruciaux de l'Est, avec un crochet par son fief de Chicago, où il votera en avance.

Les sondages dans les États décisifs montrent toujours

pour la plupart une égalité ou un léger avantage pour M. Obama, mais ils restent dans la marge d'erreur, ce qui laisse présager une campagne acharnée pour tenter de convaincre les derniers indécis. En outre, M. Romney dépasse de peu M. Obama dans les intentions de vote sur le plan national.

Dans son offensive généralisée pour rassembler les électeurs, l'équipe Obama a rappelé que l'élection de 2000 s'était jouée à 537 voix en Floride. « Si vous pensez que votre voix ne compte pas, qu'elle n'aura pas d'importance... À l'époque, il y a au moins 537 personnes qui ont pensé la même chose », ont affirmé les démocrates dans une vidéo.

PROPOS CONTROVERSÉS SUR LE VIOL

## Romney, entre soutien et désapprobation

AGENCE FRANCE-PRESSE

RENO — Mitt Romney a affirmé hier continuer à soutenir un républicain de l'Indiana, candidat au Sénat et fervent opposant à l'avortement qui a affirmé qu'une grossesse issue d'un viol était la « volonté de Dieu », tout en se démarquant de ses propos.

« Nous ne sommes pas d'accord sur la conduite à adopter dans les cas exceptionnels de viol ou d'inceste, mais nous continuons à soutenir » Richard Mourdock, a expliqué la porte-parole de Mitt Romney dans un communiqué.

« Je me suis posé la question pendant longtemps, mais j'ai réalisé que la vie était cette offrande de Dieu et je pense que même si la vie commence dans cette horrible situation qu'est le viol, c'est quelque chose qui résulte de la volonté de Dieu », a déclaré Richard Mourdock lors d'un débat mardi soir, ce qui a provoqué une vague d'indignation.

« Dieu crée la vie, et c'était là ce que je voulais dire. Dieu ne veut pas de viol, et

en aucune manière je ne suggérerais qu'il peut vouloir une telle chose », a par la suite affirmé M. Mourdock.

**En désaccord**

S'il lui a maintenu son soutien, Mitt Romney s'est démarqué des propos controversés de M. Mourdock, par la voix de sa porte-parole: « Le gouverneur Romney est en désaccord avec les déclarations de Richard Mourdock et elles ne reflètent pas ses positions à ce sujet. »

Lors d'une réunion électorale dans le Nevada, le rival de Barack Obama a réaffirmé hier qu'il serait un président contre l'avortement sauf dans les cas de viol, d'inceste ou lorsque la vie de la mère était en danger.

En août dernier, Mitt Romney avait exhorté Todd Akin, élu de son parti dans le Missouri, à se retirer de la course au Sénat après des propos déjà très controversés sur le viol. Cet élu avait affirmé qu'une femme victime d'un « véritable viol » tombait rarement enceinte, car les femmes ont des dispositions « naturelles » pour contrer le processus.

### Publicité Eastwood vante Romney

L'acteur américain Clint Eastwood participe à une toute nouvelle publicité télévisée pour la campagne du républicain Mitt Romney. La star hollywoodienne y explique que quatre années supplémentaires avec Barack Obama mettraient l'Amérique « à genoux ». « Notre pays ne s'en remettrait pas, explique-t-il. Nous avons besoin de quelqu'un pour renverser la donne rapidement. Et cet homme est Mitt Romney. Il n'y a pas de temps à perdre. L'avenir de notre pays est en jeu. »

— Agence France-Presse

# VOYAGE SAMEDI

L'ÉQUATEUR ET SA GRANDE SPÉCIALITÉ, LE COCHON D'INDE

Tous les samedis dans

**Résultats des tirages du : 2012-10-24**

<p><b>LOTTO QUÉBEC</b></p> <p><b>649</b> 09 10 11 05 24 34 42 compl.</p>	<p><b>49</b> 03 20 25 27 29 39 42 compl.</p>						
<p><b>Powerball</b> D R R A A ♦ ♥ ♠ ♣ ♠</p>							
<p><b>La Quotidienne</b> ③ 033 ④ 4068</p>							
<p><b>Sprinto</b> 07 22 33 34 48</p>							
<p><b>Quatre à l'OR</b></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td>1 25 000 \$</td> <td>2 50 000 \$</td> <td>3 100 000 \$</td> </tr> <tr> <td>649145</td> <td>209834</td> <td>346485</td> </tr> </table> <p>décomposables</p> <p>Numéros «Télé» 108088 739083 852369 non décomposables</p>		1 25 000 \$	2 50 000 \$	3 100 000 \$	649145	209834	346485
1 25 000 \$	2 50 000 \$	3 100 000 \$					
649145	209834	346485					
<p>Numéro « Votre participant » <input type="text" value="Aucun"/> La Poule Plus Numéro boni ②④</p>							
<p><b>Banco</b></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td>06 07 13 15 17 21 26 28 29 35</td> <td>03 09</td> </tr> <tr> <td>44 49 50 52 53 54 56 57 61 64</td> <td>16 23 35</td> </tr> </table>	06 07 13 15 17 21 26 28 29 35	03 09	44 49 50 52 53 54 56 57 61 64	16 23 35	<p><b>Triplex</b></p>		
06 07 13 15 17 21 26 28 29 35	03 09						
44 49 50 52 53 54 56 57 61 64	16 23 35						
<p><b>Astro</b> Jour - Mois - Année - Signe 02 NOVEMBRE 95 BÉLIER</p>							
<p><b>Extra</b> 7816993</p>							
<p><b>LOTTO MAX + MAXMILLIONS</b></p> <p><b>CE VENDREDI, 50 MILLIONS \$ + 50 LOTS DE 1 MILLION \$</b> (approx.)</p> <p><small>En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.</small></p>							

## DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAL

## Les progrès du français



ANDRÉ PRATTE  
 apratte@lapresse.ca

Une lecture superficielle des données du recensement 2011 sur la langue, publiées hier, semble donner raison aux alarmistes selon lesquels le français recule au Québec. Ainsi, au cours des 10 dernières années, la proportion de Québécois parlant généralement le français à la maison est passée de 83 à 81%. Dans la région métropolitaine de Montréal, la part des habitants parlant seulement le français à la maison a glissé de 62,4 à 56,5% de 2001 à 2011.\*

**Les Québécois d'origine immigrante se tournent de plus en plus vers le français.**

Cependant, ce déclin apparent cache une réalité à la fois plus complexe et plus favorable au français. Il faut d'abord se rappeler qu'au cours des dernières années, le Québec a reçu un nombre d'immigrants sans précédent depuis la Révolution tranquille. Une vague de cette ampleur a pour conséquence inévitable une diminution de la proportion de personnes ayant le français comme langue maternelle ou langue d'usage.

Le recensement confirme toutefois une tendance encourageante: les Québécois d'origine immigrante se tournent de plus en plus vers le français. Ainsi, la proportion de personnes de langue maternelle autre que le français et l'anglais qui parlent désormais le français à la maison

grimpe, de 20,4% en 2001 à 24,1% aujourd'hui.

Résultat des exigences de la loi 101 et de la recherche par Québec d'immigrants plus proches de la culture française, l'immigration ne gonfle plus les rangs de la communauté anglophone de la province. La part des transferts linguistiques vers l'anglais a d'ailleurs glissé de 22,1 à 19,7%.

Cela dit, la situation sur l'île de Montréal représente un défi particulier. C'est là, on le sait, que s'installent la plupart des nouveaux arrivants. Malheureusement, c'est aussi là que les francophones de souche sont de moins en moins nombreux. Ceux-ci n'abandonnent pas leur langue maternelle, ils abandonnent l'île (lire à ce sujet le commentaire de François Cardinal, à LaPresse.ca). Le ministre responsable de Montréal, Jean-François Lisée, a donc raison d'envisager des mesures visant à encourager les jeunes familles, notamment francophones, à rester sur l'île.

Dans l'analyse de la situation linguistique au Québec, il faut considérer les mouvements survenant d'un recensement à l'autre à la lumière de l'évolution sur la longue période. De 1951 à aujourd'hui, une chose n'a pas changé: les francophones constituent quelque 80% de la population totale de la province. Le changement le plus important ne touche pas les Québécois parlant français, mais les anglophones. Aussi menaçant qu'il paraît à plusieurs, l'anglais perd lentement du terrain: alors que la communauté de langue maternelle anglaise représentait 14% de la population du Québec en 1951, sa part n'est plus que de 8%.

**\*Toutes ces données doivent être interprétées avec prudence en raison de l'effet possible de différences entre le questionnaire de 2011 et ceux des années précédentes.**

## OPINION

## Un recul majeur

GREG KENNEDY  
 ET GUY MARLEAU

Professeurs à l'Institut de génie nucléaire de l'École polytechnique de Montréal, les auteurs réagissent à l'opinion de Karel Mayrand intitulée «Importante avancée sur le plan environnemental», publiée vendredi dernier.

Depuis que le gouvernement a annoncé son intention de fermer la centrale nucléaire Gentilly-2, un débat passionné s'est engagé et les environnementalistes antinucléaires ne perdent pas une occasion de minimiser les avantages et d'insister sur les inconvénients de l'énergie nucléaire. Dans sa lettre, Karel Mayrand, de la Fondation David Suzuki, déclare que la fermeture de la centrale serait une importante avancée sur le plan environnemental et il a tenté de nier que la fermeture de la centrale nucléaire entraînera une hausse importante des émissions de gaz à effet de serre.

**La fermeture de Gentilly-2 mènera à une augmentation de production de CO<sub>2</sub> équivalente aux émissions de 1 million d'autos.**

Il critique d'ailleurs un article de la journaliste Hélène Baril qui postulait que la fermeture de la centrale nucléaire obligerait Hydro-Québec à faire fonctionner à plein régime la centrale au gaz de TransCanada Energy pour satisfaire la demande de pointe l'hiver.

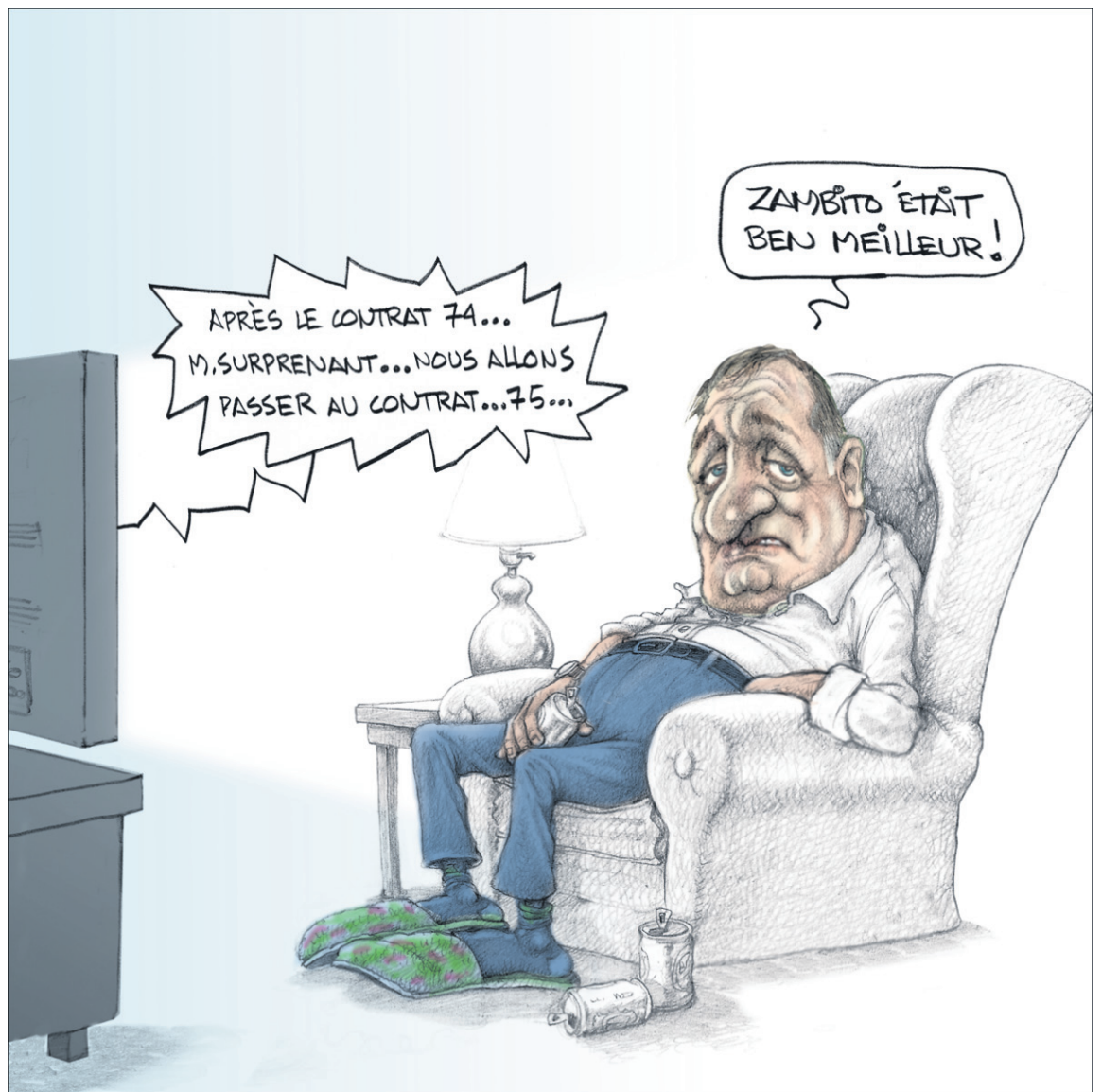
En fait, le scénario le plus réaliste est très différent de celui que propose M. Mayrand. Dans son

document du 2 octobre sur l'état de la situation de Gentilly-2, Hydro-Québec affirme que, dans le cas d'une réfection, la production entière de la centrale, soit 5 TWh/année pendant 28 ans, serait vendue aux Américains. Nous connaissons donc très bien le résultat de la fermeture de la centrale: un déficit important en énergie que les Américains devront compenser en redémarrant une centrale au charbon de la même taille que Gentilly-2.

Ce scénario mènera à une augmentation de la production de CO<sub>2</sub> de l'ordre de 4 mégatonnes par année, ce qui est équivalent aux émissions de 1 million d'autos. Les gaz à effet de serre, qu'ils soient produits au Québec ou aux États-Unis, ont exactement le même impact sur le climat de la Terre.

Réfection ou fermeture définitive, Gentilly-2 doit nécessairement cesser de produire de l'électricité fin décembre, selon les termes de son permis d'exploitation. Le permis obtenu pour la réfection l'autorise à décharger l'uranium et l'eau lourde du réacteur. Ces opérations étant les mêmes dans le cas de réfection ou de fermeture définitive, Hydro-Québec va certainement y procéder en 2013. Cependant, Hydro-Québec ne pourra aller de l'avant avec le démantèlement de la centrale que lorsqu'elle aura reçu le permis de déclassement de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, ce qui nécessitera plusieurs années.

La réfection de la centrale de Gentilly permettrait à Hydro-Québec de continuer de produire de l'électricité à un prix raisonnable, comme c'est le cas pour les centrales CANDU déjà renouvelées en Ontario, au Nouveau-Brunswick et en Corée du Sud, tout en contribuant à la réduction des gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. Puisque les centrales CANDU ne polluent pas, la fermeture de Gentilly représentera un important recul au plan environnemental.



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS

> ALLAITEMENT : ET LE BÉBÉ, LUI?  
 Un texte à lire en exclusivité à lapresse.ca/debats

## LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Frites et cigarettes, même combat?

par Ariane Krol



## LA QUESTION DU JOUR

**Gérald Tremblay et Gilles Vaillancourt n'ont plus l'autorité morale pour rester maires, selon le chef de la CAQ, François Legault. Êtes-vous d'accord?**

- A. Seul Gérald Tremblay devrait démissionner > 1%  
 B. Seul Gilles Vaillancourt devrait démissionner > 5%  
 C. Oui, tous deux devraient démissionner > 84%  
 D. Non, tous deux devraient rester > 10%

Résultats à 18h30, hier - 12 074 répondants

## OPINION

## La grande oubliée

À peine quelques minutes ont été consacrées à la Chine lors du débat présidentiel sur la politique étrangère



JOCELYN COULON

L'auteur (j.coulon@umontreal.ca) est directeur du Réseau de recherche sur les opérations de

paix et coordonnateur intérimaire du CERIU à l'Université de Montréal.

Ils n'ont pas cessé de parler d'elle au cours des derniers mois. Et pourtant, lundi, lors du troisième débat entre Mitt Romney et Barack Obama consacré à la politique étrangère, la Chine a été la grande oubliée. À peine quelques minutes, à la fin d'une heure et demie d'échanges.

Pourquoi aborder ce sujet en fin d'émission? La réponse est simple: la tyrannie de l'actualité, du moins celle entretenue par les experts et les journalistes. En fait, le débat s'est transformé en un grand commentaire sur des éléments d'actualité et ceux-ci ont porté sur les affaires du Proche-Orient et l'Islam. Sur l'Europe, la Russie, l'Amérique latine, l'ONU, les droits de la personne, rien de sérieux, sinon un détour d'une phrase.

La place consacrée au Proche-Orient et à l'Islam était donc sans commune mesure avec les nombreux défis auxquels sont confrontés les États-Unis à l'heure actuelle. L'un d'entre eux est la Chine. Les candidats l'ont abordé par une formule-choc, mais qui ne reflète aucunement la complexité de la relation avec les États-Unis et l'importance de la Chine dans le système

international. Obama a estimé que la Chine «est un adversaire, mais peut être un partenaire» alors que Mitt Romney a réitéré sa promesse de la désigner comme un pays manipulateur de devises au lendemain de son entrée en fonction comme président.

Il y avait pourtant beaucoup à dire sur les relations entre la Chine et les États-Unis. Celles-ci structurent en effet un ensemble de questions aussi vitales pour l'économie et la sécurité de ces deux pays que pour le reste du monde. L'Amérique demeure la seule «hyperpuissance» de la planète, mais la Chine fait de spectaculaires progrès pour la rejoindre.

**La place consacrée au Proche-Orient et à l'Islam était sans commune mesure avec les nombreux défis auxquels sont confrontés les États-Unis à l'heure actuelle.**

Ses lignes de force sont impressionnantes. La production manufacturière et le PIB chinois dépassent ceux des États-Unis. La croissance se maintient à un rythme à faire pâlir les leaders occidentaux. La Chine investit dans les terres agricoles et les minerais en Afrique, dans les entreprises et les infrastructures en Europe et en Amérique latine et logne de grands groupes pétroliers canadiens. L'an dernier, sa contribution à la croissance mondiale a été de

27%. Cette puissance économique trouve sa contrepartie sur le plan militaire où le pays augmente rapidement son budget de défense. Cela a pour effet de rendre très nerveux un certain nombre de pays asiatiques.

La Chine projette une image de vitalité et de force, et les deux candidats en ont souvent parlé au cours des derniers mois pour s'en inquiéter. Mais cette Chine n'est pas invulnérable. Elle a de sérieuses faiblesses qui ont déjà et auront à l'avenir des effets sur sa place dans le monde. Environ 36% de la population vit avec moins de 2\$ par jour, le vieillissement de la population s'accélère, le PIB par habitant le place 120<sup>e</sup> sur le plan mondial, les ingénieurs chinois sont incapables de produire des technologies militaires sophistiquées, au point où la Chine a recommencé à acheter en Russie. Enfin, la mainmise du Parti communiste sur la vie politique est de plus en plus contestée.

Les États-Unis ne sont pas sans moyens pour faire face à la Chine. Dans son dernier livre consacré à la Chine, Henry Kissinger rappelle la responsabilité des États-Unis dans le maintien de sa compétitivité économique et de son rôle dans le monde. Il met en garde les experts et les politiques contre l'agitation du jour. Il faut voir plus loin. «L'humeur du moment a moins de pertinence que la capacité d'établir un modèle d'action qui permettra de surmonter les inévitables changements de circonstances» entre les deux pays, écrit-il. Voilà qui donne matière à réflexion au prochain président.

## À BIEN Y PENSER

Avec tous les cas de fraude dévoilés à la commission Charbonneau, à quand ma réduction de taxes municipales? À ce que je comprends, c'est moi la fraudée, c'est moi qui ai payé les «p'tits cadeaux», c'est moi qui ai subventionné la mafia... Y a-t-il un mouvement solidaire de citoyens qui se mettra en branle pour contester toute forme d'augmentation ou exiger un remboursement? Je suis partante. Ensemble, nous vaincrons!

— Lucie Godin, Montréal

## DÉBATS

## Double trahison



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

La commission Charbonneau est en train d'apporter un flagrant démenti à ceux qui nous ont répété pendant des années que la corruption, dans la voirie québécoise, tenait au fait que le ministère des Transports s'était privé de son expertise en matière d'ingénierie au profit du secteur privé.

Autrement dit, proclamaient d'une seule voix les commentateurs à la traîne du syndicat des ingénieurs du MTQ, tout le mal venait de ce que les ingénieurs du privé assoiffés de profit avaient succédé aux anges gardiens qu'étaient les ingénieurs du secteur public.

Or, quels sont les ingénieurs dont les noms sortent à la commission Charbonneau, et qui ont fraudé les contribuables de millions de dollars, et ce, impunément, pendant des décennies? Des ingénieurs au service de la Ville de Montréal.

Des ingénieurs du secteur public, des ingénieurs syndiqués, dotés d'une sécurité d'emploi en béton et de l'un des meilleurs régimes de retraite au Canada. Des gens qui ne travaillaient pas en vase clos, qui avaient des superviseurs, des collègues, des chefs syndicaux... Grimpez plus haut, Madame la Juge, vivement qu'on nous donne les noms des grands patrons et des élus qui savaient et qui ont fermé les yeux.

Remarquez, il aurait fallu se méfier d'emblée de ceux qui attribuaient aux fonctionnaires du Ministère la palme de la vertu et de la compétence.

Ne sont-ce pas ces derniers qui avaient approuvé les devis et supervisé la construction des viaducs qui se sont effondrés à Laval? Ne sont-ce pas eux qui ont géré la construction et la réfection des routes cahoteuses qui sillonnent le Québec et qui ne sont même pas fichées d'afficher une signalisation intelligente? Ne sont-ce pas eux qui ont laissé les infrastructures municipales pourrir sur place sans lancer de signal d'alarme?

C'était à l'époque, justement, où le MTQ disposait de cette belle expertise interne. Compétence, mon œil. Intégrité, mon œil.

J'ai hâte que la commission Charbonneau produise des témoignages qui nous expliqueront comment les entrepreneurs qui arrosaient des personnages-clés de l'administration municipale s'y sont pris pour nous donner des infrastructures aussi déficientes et ces rues délabrées que l'on doit réparer bon an, mal an chaque printemps.

Sur quoi économisaient-ils pour augmenter leur marge de profit? Sur la qualité du béton? Sur les couches de gravier?

On ose prétendre que c'est la vétusté de nos infrastructures qui explique que nos conduites d'eau se brisent constamment et que les principales artères de Montréal soient devenues des zones inondables et des chantiers perpétuels. La vétusté? Laissez-moi rire. Montréal a 370 ans! Paris, Londres, Lisbonne, Athènes, ce sont des villes neuves?

Le climat, dites-vous? Rions encore. L'Ontario et le Vermont ont les mêmes hivers. Un lecteur qui a de la famille au Nouveau-Brunswick me dit que dès qu'il franchit la «frontière» des deux provinces, la voirie change du tout au tout. Nous voilà déclassés par la province la plus pauvre du Canada...

Comment se fait-il que les routes, dans les Alpes, le Jura ou les Pyrénées, soient impeccables? Elles endurent pourtant d'énormes écarts de température, et là aussi, il y a de la neige et du gel! En France, faut-il dire, on n'est pas assez bête pour octroyer les contrats au plus bas soumissionnaire. Les cahiers de charge sont exigeants et les devis, jugés en fonction de leur qualité.

À en croire Monsieur TPS (qui a tout intérêt à dire la vérité), les contrats approuvés par la Ville dépassaient de 30 à 35% les coûts engagés à Toronto ou à Québec pour des travaux semblables. Non seulement on a payé plus cher, mais en plus, on a hérité de travaux mal faits. Nous avons été deux fois trahis, à la fois comme contribuables et comme utilisateurs.

## Gare à l'inflation législative

Puisque la mise en œuvre des lois existantes contre la corruption a échoué, il n'y a pas lieu d'en ajouter d'autres



ROBERT LECKEY  
L'auteur enseigne le droit constitutionnel à l'Université McGill.

Si vous n'étiez pas déjà cynique, les dernières nouvelles sur le dopage du champion Lance Armstrong ou de la corruption alléguée à l'hôtel de ville de Montréal, ou ailleurs dans l'industrie de la construction, vous inciteraient sûrement à le devenir.

Toutefois, la réaction à ces révélations me paraît non seulement malavisée, mais peut-être dangereuse. Je parle du recours instinctif à la promulgation de nouvelles lois restrictives pour y faire face.

Par les temps qui courent, les lois contre la corruption se multiplient et les règles quant au financement des partis politiques ont été resserrées. Malgré cela, le maire de Montréal, Gerald Tremblay, et son parti, Union Montréal, ont proposé lundi de les resserrer encore davantage. Ils proposent de réduire la contribution individuelle maximale de 1000 à 200\$. Quant à l'opposition, elle la ramènerait à 100\$.

**Quant au financement des partis, l'objectif doit être d'éliminer les activités illicites. Il ne doit pas être de réduire l'importance des activités légales, au contraire.**

La proposition d'Union Montréal nous servira d'exemple de cette inflation législative, mais on pourrait facilement en trouver d'autres. Pourquoi ce recours à la loi est-il problématique?

Parce qu'il reflète l'idée que la solution aux problèmes sociaux complexes repose d'abord et avant tout sur l'élaboration de nouvelles règles juridiques.

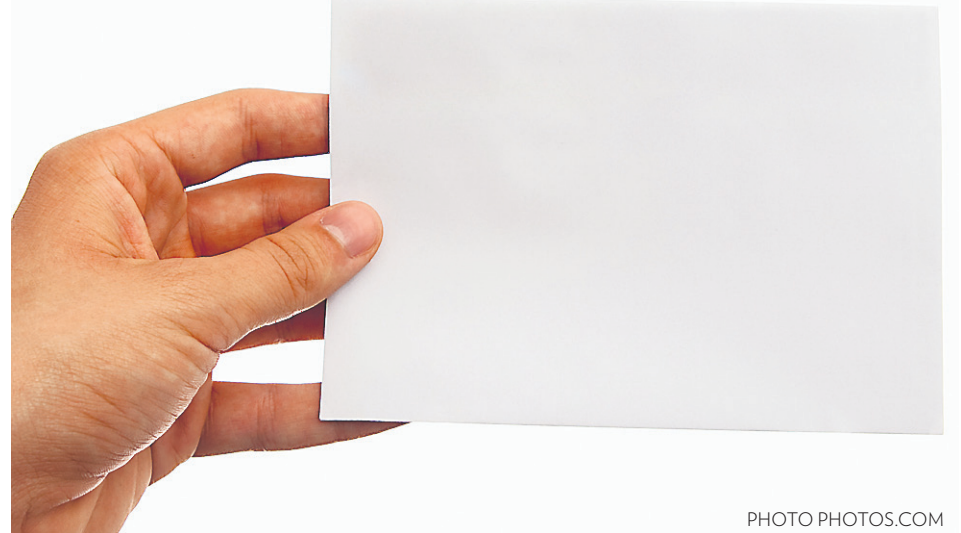


PHOTO PHOTOS.COM

Dans le cas de la corruption, la mise en place d'une nouvelle réglementation apparaît inutile, car le comportement dont il est question était déjà illégal. D'ailleurs, a-t-on jamais suggéré que les acteurs concernés ignoraient le caractère illégal de leurs activités douteuses? Non.

Il ne s'agit donc pas d'un problème de prohibition ou de méconnaissance de la loi. Mais examinons davantage notre exemple de la proposition d'Union Montréal.

Dans un contexte où la capacité d'assurer le respect de la loi existante s'est avérée faible, on nous propose maintenant de renforcer celle-ci. L'effet en serait que des comportements permis jusqu'à présent deviendraient eux aussi illégaux.

C'est illogique. Revenons à l'exemple sportif de Lance Armstrong. Il est indéniable que les régulateurs du cyclisme se retrouvent confrontés à un problème sérieux de non-conformité aux règlements sur le dopage.

Cependant, ils ne tenteront certainement pas d'y remédier en ajoutant à la liste des substances illicites des substances ou des techniques d'entraînement qui sont bénéfiques pour le sport. Or, par analogie, c'est ce que nos élus proposent dans le contexte politique actuel. Puisque la mise en œuvre et l'administration des

lois existantes ont échoué, il n'y a pas lieu d'en ajouter d'autres.

Par ailleurs, en plus d'être probablement infructueux, le recours à la loi peut être néfaste. Il peut nous induire à supposer que nos élus sont en train de s'occuper de façon significative des problèmes qui nous perturbent.

Un autre danger: abaisser la contribution maximale aux partis politiques ternirait des comportements qui sont non seulement légaux, mais aussi bénéfiques pour la démocratie, en leur donnant une apparence d'illégitimité. L'objectif, quant au financement des partis, doit être d'éliminer les activités illicites. Il ne doit pas être de réduire l'importance des activités légales, au contraire.

Étant donné que tous les malfaiteurs connaissent l'illégalité de leurs actions, la solution n'est probablement pas d'élargir l'étendue des prohibitions. Il faut examiner d'autres pistes de solutions qui auront davantage trait à la mise en œuvre et à l'administration des lois plutôt qu'en promulguer des nouvelles.

Admettons que nos élus ressentent une forte pression, soit de faire quelque chose dans un temps de crise, soit de paraître faire quelque chose.

Il incombe toutefois aux électeurs de résister à ce recours séduisant, mais inutile à la loi.

## Ça existait avant les réseaux sociaux

Amanda Todd aurait pu vivre pareille intimidation il y a 10 ans

## VÉRONIQUE CÔTÉ

L'auteure est étudiante en histoire.

On parle beaucoup d'Amanda Todd depuis quelques semaines, mais on s'est empressé de faire dévier le sujet sur les réseaux sociaux, cachant ainsi la forêt derrière l'arbre.

Le fait est que cette pauvre jeune fille se soit fait intimider, manipuler, agresser et finalement – j'ose le dire –, tuer par des gens sur des réseaux sociaux ne signifie pas que l'intimidation et le harcèlement sexuel soient des phénomènes propres aux réseaux.

Amanda Todd aurait pu vivre chose semblable il y a 10 ans. Les réseaux sociaux ne sont que des outils et des «lieux» plus favorables à ce genre d'actes, mais qui prennent assise dans des phénomènes sociaux beaucoup plus anciens.

Quand j'étais plus jeune – je n'ai que 26 ans –, une fille qui n'avait pas de relations sexuelles était une sainte-nitouche, une femme qui méritait qu'on l'intimide et qu'on l'insulte. Et quand elle avait des relations, elle était une salope qui méritait encore plus qu'on l'insulte.

Pute ou sainte-nitouche, on n'avait qu'à choisir entre les deux, parce que

les garçons, il faut bien l'admettre, avaient besoin d'identifier négativement la femme pour pouvoir se forger une identité positive. Aucun parent ne veut admettre qu'encore aujourd'hui, les garçons et les filles établissent encore leur identité en étant négatifs par rapport à l'Autre.

C'est seulement des années plus tard que les hommes apprennent à considérer les femmes avec plus de respect. Humilier une femme mentalement ou physiquement semble être un passage obligé pour devenir un homme, que ce soit en réalité ou en apparence.

avec quelqu'un qu'il faut se vanter de l'avoir forcée. Tous les garçons riaient, ils riaient jaune, mais ils riaient!

Et les filles? On n'est pas mieux. Soit on se range du côté des agresseurs, soit on se fait victimes. Les rôles dont on a hérité de nos ancêtres nous collent à la peau: l'homme protège ou domine, la femme se soumet ou se fait victime. Et cela, non pas parce qu'ils sont instinctifs, ces rôles, mais parce qu'on s'est convaincu qu'ils l'étaient, tantôt par l'histoire, tantôt par la biologie.

**Quand j'étais plus jeune, une fille qui n'avait pas de relations sexuelles était une sainte-nitouche qui méritait qu'on l'intimide et qu'on l'insulte. Et quand elle avait des relations, elle était une salope qui méritait encore plus qu'on l'insulte.**

J'ai entendu des tas de jeunes hommes se vanter de presque violer leur blonde alors que celles-ci n'avaient que des bons mots à leur égard! Faut le faire! Ce n'est tellement pas viril de dire qu'on a fait l'amour

L'homme qui a ainsi harcelé Amanda Todd s'en est sûrement vanté à plein d'autres hommes qui, approuveront ou n'approuveront pas, se sont tus, ou ont baissé la jeune fille parce que... c'est ça que ça fait un homme.

VASTE CHOIX  
À DÉCOUVRIR  
EN MAGASIN



mariette  
clermont

marietteclermont.com



Les Reclues  
DODGE

« Moins d'essence. Plus de puissance. Une valeur sûre. » est une comparaison entre les gammes complètes 2012 et 2011 de Chrysler Canada. L'affirmation 8,1 L/100 km ou moins est basée sur les estimations de consommation de carburant sur autoroute du programme ÉnerGuide 2012. Les méthodes d'essai utilisées sont celles de Transport Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme ÉnerGuide. Le consommateur avisé lit les petits caractères : 1. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 2 et le 31 octobre 2012 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées ou prolongées sans préavis. Le transport (1 500 \$) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Certains frais supplémentaires ne seront ajoutés au prix tout inclus des véhicules annoncés. L'immatriculation, l'assurance, les droits sur les pneus neufs (15 \$) et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Un acompte peut être demandé. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire pour les détails et conditions. 2. Le prix d'achat s'applique à la Dodge Grand Caravan SE 2012 (JCDH49 + 22F) et au Dodge Journey SE 2012 (RTKH53 + 29E) et au Dodge Journey SE 2012 (JCDH49 + 22F) : 19 995 \$. Le prix d'achat comprend le cas échéant, une remise au comptant. 3. Les remises au comptant (Dodge Grand Caravan SE 2012 : 8 000 \$ et Dodge Journey SE 2012 : 2 000 \$) sont offertes sur la plupart des modèles neufs 2012 et sont déduites du prix négocié avant l'application des taxes. 4. Le taux de financement à l'achat de 4,49 % pour 96 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la RBC Banque Royale, la Banque Scotia, le Financement Auto TD et Ally Credit Canada sur la plupart des modèles Chrysler, Jeep, Dodge et Ram 2012. Exemple : Dodge Grand Caravan SE 2012 (RTKH53 + 29E) ou Dodge Journey SE 2012 (JCDH49 + 22F) avec un prix d'achat de 19 995 \$ financé à un taux de 4,49 % pour 96 mois sans aucun acompte équivalent à 416 paiements hebdomadaires de 57,24 \$, des frais de crédit de 3 816,84 \$ et une obligation totale de 23 811,84 \$. \*\* Prix des modèles montrés : Dodge Grand Caravan Crew 2012 (RTKP53 + 29K) : 28 745 \$, incluant 7 000 \$ de remise au comptant; Dodge Journey SE 2012 (JCDP49 + 22K) : 23 895 \$, incluant 2 000 \$ de remise au comptant et 1 000 \$ de boni au comptant. Les modèles montrés peuvent différer légèrement des modèles qui sont commercialisés au Canada. 5. Données basées sur le Guide de consommation de carburant 2012 de Ressources naturelles Canada (RNCAN) pour le moteur V6 Pentastar™. Dodge Grand Caravan SE 2012 : consommation de 7,9 L/100 km (36 mpg) sur autoroute et 12,3 L/100 km (23 mpg) en ville. Dodge Journey SE 2012 : consommation de 7,9 L/100 km (36 mpg) sur autoroute et 12,3 L/100 km (23 mpg) en ville. 6. Selon l'étude de segmentation transmission automatique 4 vitesses : consommation de 7,5 L/100 km (38 mpg) sur autoroute et 10,8 L/100 km (26 mpg) en ville. Les méthodes d'essai utilisées sont celles de Transport Canada. La consommation d'essence de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. 7. Affirmation basée sur les ventes totales enregistrées de 1984 à décembre 2011. 8. Selon l'étude de segmentation des mini-fourgonnettes 2012 de Ward's. Les autres véhicules conçus ou manufacturés par Chrysler Group LLC sont exclus. Le sceau Best Buy est une marque de commerce de Consumers Digest Communications LLC et utilisée sous licence. 9. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 10. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 11. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 12. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 13. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 14. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 15. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 16. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 17. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 18. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 19. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 20. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 21. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 22. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 23. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 24. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 25. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 26. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 27. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 28. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 29. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 30. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 31. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 32. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 33. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 34. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 35. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 36. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 37. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 38. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 39. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 40. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 41. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 42. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 43. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 44. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 45. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 46. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 47. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 48. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 49. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 50. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 51. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 52. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 53. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 54. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 55. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 56. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 57. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 58. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 59. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 60. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 61. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 62. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 63. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 64. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 65. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 66. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 67. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 68. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 69. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 70. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 71. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 72. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 73. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 74. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 75. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 76. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 77. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 78. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 79. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 80. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 81. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 82. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 83. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 84. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 85. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 86. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 87. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 88. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 89. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 90. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 91. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 92. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 93. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 94. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 95. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 96. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 97. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 98. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. 99. Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. 100. Jeep est une marque de commerce de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence.



# LA LIQUIDATION TOTALE D'AUTOMNE



Dodge Grand Caravan Crew 2012 montrée\*\*

36 MPG<sup>A</sup> /100 KM  
**7,9L**  
SUR ROUTE

MEILLEUR DE SA CATÉGORIE  
**283 CH\***



«MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ» SELON L'IIHS



«MEILLEUR ACHAT 2012» DE CONSUMERS DIGEST

## À CE PRIX-LÀ, C'EST FACILE DE LES IMAGINER DANS VOTRE ENTRÉE.

### DODGE GRAND CARAVAN SE 2012

LA MINI-FOURGONNETTE LA PLUS VENDUE AU PAYS DEPUIS 28 ANS<sup>V</sup>

CHOISISSEZ L'UNE OU L'AUTRE À PARTIR DE :

# 19 995 \$<sup>†</sup>

LE PRIX COMPREND 8 000 \$<sup>‡</sup> DE REMISE AU COMPTANT POUR LA DODGE GRAND CARAVAN SE ET 2 000 \$<sup>‡</sup> POUR LE DODGE JOURNEY SE, LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

UN FINANCEMENT À L'ACHAT DE

# 58 \$<sup>‡</sup>

PAR SEMAINE POUR 96 MOIS

FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LA CLIMATISATION INCLUS

### DODGE JOURNEY SE 2012

LE MULTISEGMENT INTERMÉDIAIRE LE PLUS ABORDABLE AU PAYS<sup>¥</sup>

38 MPG<sup>A</sup> /100 KM  
**7,5L**  
SUR ROUTE

**283 CH**



«MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ» SELON L'IIHS



MEILLEUR UTILITAIRE / MULTISEGMENT DE MOINS DE 35 000 \$ EN 2012 SELON L'AIAC



Dodge Journey SXT 2012 montrée\*\*

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP<sup>MD</sup> | DODGE | RAM DU QUÉBEC  
[www.dodge.ca/offres](http://www.dodge.ca/offres)

## MOINS D'ESSENCE. PLUS DE PUISSANCE. UNE VALEUR SÛRE.

15 MODÈLES QUI CONSOMMENT 8,1 L / 100 KM (35 MPG) OU MOINS.



SCANNER ICI POUR PLUS D'OFFRES

